

Sétif : un atelier clandestin de fabrication d'armes démantelé P.4

Iftar

Oran	19h39
Alger	19h25
Constantine	19h11

Imsak

Oran	04h53
Alger	04h33
Constantine	04h21

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

AGENCE NATIONALE
DE SÉCURITÉ SANITAIRE
**«L'immunité collective
n'est pas atteinte»**

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 3

MALGRÉ LES ASSURANCES D'ALGÉRIE POSTE

Les postiers poursuivent leur grève

Lire l'article de M. Aziza page 2



APRÈS LES MISES
EN GARDE
DE BELHIMER

Paris «déploie» les critiques contre son ambassadeur

Lire l'article de R. N. page 4



112ÈME MARDI
DE PROTESTATION
**Les étudiants
au rendez-vous
au premier jour
du ramadhan**

Lire l'article de M.A. page 2

Chronique
ÉCONOMIQUE
Akram Belkaïd, Paris

**Argent gratuit
et coquilles
vides à gogo P.4**

Malgré les assurances d'Algérie Poste
Les postiers
poursuivent leur grève



M. Aziza

Entamé lundi, le mouvement de grève «surprise» décidée par des employés d'Algérie Poste s'est poursuivi hier, paralysant un nombre important de bureaux de poste comparativement au premier jour de la grève. Et ce, à travers plusieurs wilayas du pays. Ce débrayage décidé à la veille du mois de Ramadhan a été enclenché par les employés suite au « blocage des primes de rendement et d'encouragement et les mauvaises conditions socioprofessionnelles ».

La direction d'Algérie Poste a vite réagi en essayant d'apaiser la tension et en rassurant ses employés, apprend-on auprès des grévistes. Annonçant le versement durant ce mois de Ramadhan de la prime d'encouragement, la direction d'Algérie Poste a informé ses employés que la mise en application du reste des revendications est tributaire de l'installation du syndicat d'entreprise. Celles-ci concernent la prime de rendement individuel et collectif, le dossier des travailleurs suspendus dont des syndicalistes, l'aménagement du volume horaire et jours de travail durant la semaine, ainsi que les dossiers des travailleurs qui occupent des postes autres que ceux fixés dans les rapports de recrutement.

En ce qui concerne la consécration du principe d'égalité des chances dans l'accès aux postes supérieurs au niveau de l'entreprise relevant du secteur, la direction s'est engagée à accompagner ses employés à travers les formations pour les promouvoir dans des postes de responsabilité au niveau central et régional.

En dépit des appels à la sagesse émanant de la direction et de ses réponses, les employés d'Algérie Poste ont décidé de poursuivre le mouvement de protestation jusqu'à l'aboutissement de leurs demandes.

Ils réclament des réponses concrètes à leurs revendications, dont certaines datent de 2003.

Contacté par nos soins, le porte-parole du Syndicat national autonome des postiers (SNAP), Mourad Nekache, a exprimé son soutien et le soutien de son syndicat aux employés d'Algérie Poste en grève. Et de regretter le fait que la tutelle continue à ignorer le syndicat autonome des postiers. «L'on continue de bafouer le droit syndical. Les syndicats autonomes sont persécutés, harcelés, poursuivis en justice et licenciés», dit-il. Et de rappeler que le président du SNAP et le chargé de communication du syndicat ont été licenciés en 2014 par la direction et en dépit de la décision de justice en leur faveur, leur réintégration n'est toujours pas effective.

M. Nekache a affirmé que les revendications des employés d'Algérie Poste se résument dans la révision de la grille de salaire vu le pouvoir d'achat des fonctionnaires qui ne cesse de se dégrader. Ils réclament, entre autres, des primes de rendement individuel et collectif (PRI et PRC), décidées en 2003 et qui ne sont toujours pas octroyées. «Presque 20 ans après, la tutelle n'arrive toujours pas à mettre en place un système d'évaluation pour l'attribution de ces deux primes», regrette-t-il. Et d'affirmer que les employés réclament aujourd'hui le réaménagement du volume horaire et le droit à un week-end complet. «Les postiers travaillent de 8 h à 17 h, d'autres de 7 h à 19 heures, sans bénéficier d'un paiement des heures supplémentaires en contrepartie», ajoute notre interlocuteur qui souligne que «des postiers travaillent même les samedis dans les grands centres urbains». Sans parler, dit-il, du travail durant le Ramadhan et les fêtes religieuses «sans aucune reconnaissance des efforts fournis par les employés».

112^{ème} mardi de protestation
Les étudiants au rendez-vous au premier
jour du Ramadhan

M. A.

Soutenus par d'autres citoyens, les étudiants ont marché à nouveau, en ce 112^{ème} mardi de protestation populaire. Ils se sont rassemblés à Alger, à la Place des Martyrs, où ils ont donné le coup d'envoi de la marche pour se diriger vers la Grande Poste d'Alger et la Place Audin. Les manifestants

ont exprimé leur détermination à poursuivre le chemin de la protestation, en ce 1^{er} jour du mois de Ramadhan, et ce, jusqu'à la satisfaction des revendications « essentielles » du hirak, à savoir : « la liberté de la presse et l'indépendance de la justice ». Ils réclament « une Algérie libre et démocratique ». Certains étudiants continuent de réclamer

« une période de transition avec des compétences nationales ». Ils ont scandé des slogans contre les élections législatives anticipées prévues le 12 juin.

Les manifestants ont brandi les portraits de détenus du Hirak, qui sont toujours en prison dont certains sont en grève de la faim, à la prison d'El Harrach, et réclament leur libération.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Actions intermittentes ?

C'est devenu une tradition, chaque ministre qui prend le relais au sein du département de l'environnement arrive avec sa politique pour mettre fin au sac en plastique polluant, sans jamais avoir raison de sa résistance à toutes les tentatives de le faire disparaître de la nature.

La plus récente expérience reste celle de l'action engagée auprès des boulangers, auxquels on avait distribué, à la fin 2019, des dizaines de milliers de sacs en papier pour remplacer les sacs en plastique qui servent à l'emballage de pain, mais comme les précédents essais, cette politique qui visait l'investissement d'autres produits de large consommation a essuyé un échec cuisant. Hélas, la campagne vivra le temps de l'épuisement des lots de sacs en papier distribués gratuitement aux boulangers à travers quelques wilayas pilotes, notamment au niveau de la capitale Alger. L'emballage de pain dans les sachets en plastique garde la main chez les boulangers, et ailleurs.

Les quelque 7 milliards de sachets en plastique consommés chaque année en Algérie (5.000 milliards d'unités/an consommés dans le monde) révèle sa bonne santé, aux dépens de l'environnement, bien sûr. Un attachement des consommateurs et des commerçants à ce sachet en plastique, aussi léger qu'une plume (moins de 5 grammes), qui trouveraient intérêt justement dans sa solidité (pouvant porter jusqu'à 2.000 fois son poids) et sa gratuité. Mais, cela n'a pas découragé les autorités compétentes de chercher encore et toujours des moyens plus efficaces pour s'en débarrasser, du moins réduire progressivement sa consommation. La ministre de l'Environnement a révélé ces derniers jours sa stratégie dans la bataille con-

tre l'utilisation des sachets en plastique.

Dalila Boudjemaa a fait savoir dans ce contexte que ses services comptent lancer l'expérience «sacs verts» au niveau des grandes surfaces en vue de mettre un terme progressivement aux sacs en plastique. Le projet est encore au stade sommaire de la réflexion si on se fie aux déclarations de la ministre, qui a laissé entendre que le secteur devrait faire appel à des figures connues dans la société afin de sensibiliser les citoyens à cette opération, invitant ces derniers à «accueillir cette expérience et renoncer aux mentalités archaïques, à savoir l'utilisation des sacs noirs pour dissimuler les achats». Non sans rappeler d'autres initiatives engagées par son secteur pour réduire ses effets néfastes sur la santé, telles que l'interdiction de nombre de matières toxiques rentrant dans la fabrication des sacs en plastique car en contact direct avec les aliments, la régulation technique du sachet et la révision à la hausse de la taxe du plastique de 10,5 DA/kg à 40 DA/kg.

Admettant que la gratuité et la légèreté du sac en plastique sont à l'origine de l'échec de son élimination des circuits commerciaux, la ministre n'a pas manqué d'encourager les citoyens à remplacer les sacs en plastique par le couffin ou le panier. Est-ce à dire que rien ne sert d'initier des réflexions et des actions pour tenter d'éliminer sa consommation qui, en fait, ne se consume pas, puisque sa durée de vie peut durer quelques millénaires ? Les actions isolées n'ayant pas pu y venir à bout, il serait intéressant de diversifier les moyens de lutte contre l'utilisation des sachets en plastique et éviter, surtout, les actions intermittentes.

Wilayas frontalières du Sud
Levée du gel sur les activités
du commerce de gros

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a annoncé, hier depuis Bechar, la levée du gel des activités commerciales de gros des produits et denrées alimentaires à travers les wilayas frontalières du sud du pays.

"Nous avons procédé récemment à la levée du gel des activités commerciales de gros des produits et denrées alimentaires à travers les wilayas frontalières du Sud, afin de renforcer l'approvisionnement de cette partie du pays ainsi que le réseau national de distribution de ce type de produits via les activités commerciales de gros", a-t-il indiqué lors de l'inauguration d'un marché régional de gros des fruits et légumes et de denrées alimentaires destiné à l'approvisionnement des wilayas du Sud-ouest.

Cette décision de levée du gel sur ce type d'activités commerciales de gros, qui

était en cours durant une décennie, va réaliser nos objectifs de développement et de promotion du segment de commerce de gros dans ces wilayas, a-t-il souligné.

Le marché régional de gros de Bechar s'étend sur une superficie de 6.311 m2, dont 1.787 m2 couverts, soit 24 locaux d'une surface de 47,16 m2, et 18 autres de 50,16 m2 où sont localisés pour le moment 42 commerces de gros des divers produits et denrées alimentaires.

Auparavant cet espace était destiné au commerce de gros des fruits et légumes et a fait l'objet d'une opération de réhabilitation pour un coût de 100 millions DA.

Le nouveau pôle commercial régional permettra l'approvisionnement des commerçants des wilayas du Sud-ouest du pays, à savoir Bechar, Tindouf, Adrar, Naâma, El-Bayadh, Timimoun, Béni-

Abbes et Bordj Badji-Mokhtar, et vient renforcer la carte nationale de distribution en voie de finalisation au niveau du ministère du commerce, a signalé M.Rezig.

Plusieurs entreprises et sociétés, publiques et privées, ouvriront des représentations au sein de ce marché régional, dont la gestion est confiée à l'Entreprise publique économique de réalisation et de gestion des marchés de gros "Magros", a fait savoir le ministre qui a visité l'ensemble des structures de cet espace commercial. Le ministre du Commerce a achevé sa visite dans la wilaya par la visite d'un autre espace commercial dédié à la commercialisation des produits et denrées alimentaires durant tout le mois du Ramadhan, qu'un opérateur économique privé a mis à la disposition des commerçants à l'occasion de ce mois sacré.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp. : Oran : imprimerie
«Le Quotidien d'Oran»
Alger : imprimerie «Le Quotidien d'Oran»
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

Agence nationale de sécurité sanitaire «L'immunité collective n'est pas atteinte»

El-Houari Dilmli

En bonne place dans le programme du président de la République, l'Algérie avance à pas sûrs vers un vrai développement de l'industrie pharmaceutique. Ainsi, l'Agence nationale de sécurité sanitaire prévoit de créer un « centre de vaccinologie pour s'approprier et maîtriser les technologies de développement des vaccins », a annoncé, hier mardi, le Professeur Kamel Sanhadji.

Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, le Pr Kamel Sanhadji a estimé que la création d'un centre de vaccinologie est « une action urgente à mener face l'émergence de nouveaux virus ». « La création d'un centre dédié à l'étude et au développement des vaccins relève de la cohérence », a affirmé le directeur de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, estimant « qu'il ne suffit pas de fabriquer le Spoutnik V pour palier l'urgence, mais il y a aussi les autres technologies de vaccins qu'il faut maîtriser ». Dans ce centre de vaccinologie, « la technologie de l'ARN sera privilégiée », a encore annoncé le Pr Kamel Sanhadji selon lequel il s'agit là d'une technologie accessible aussi bien sur le plan scientifique que financier. « Ce centre de vaccinologie devra être adossé à un hôpital de confinement, il faut imaginer le pire des scénarios, celui d'une épidémie type Ebola, et là il faut avoir des structures isolées pour pouvoir prendre en charge ces maladies émergentes graves », a expliqué le Pr Sanhadji.

Se montrant rassurant sur l'efficacité du vaccin classique face au Covid-19 et à ses nombreux variants, le directeur de l'Agence nationale de sécurité sanitaire a cependant insisté sur la nécessité d'acquérir et de maîtriser les

nouvelles méthodes de développement des vaccins « qui offrent une rapidité de réaction aux mutations des virus ». « Le développement de différentes technologies de vaccins, notamment l'ARN messenger, est un saut qualitatif scientifique intéressant puisqu'il permet, au cas où des variants échappent à la couverture vaccinale, de se mettre à jour en seulement 6 semaines, lorsque les vaccins classiques nécessitent deux ans de culture du virus », a-t-il précisé.

Le directeur de l'Agence nationale de sécurité sanitaire a également insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme de vaccination de la population. « Je parle en tant que scientifique. Il n'y a pas pire que de vacciner à bas bruit parce que cela donne au virus le temps et l'opportunité de muter », a-t-il alerté, regrettant que le nombre de doses importées jusqu'à soit « insuffisant ». « L'immunité collective n'est pas atteinte », a mis en garde le Pr Sanhadji, appelant la population à maintenir la vigilance et à continuer à respecter les gestes barrières. « Heureusement que la situation épidémiologique en Algérie reste modeste par rapport aux flambées constatées actuellement en Europe », a encore relevé le directeur de l'Agence nationale de sécurité sanitaire qui n'a pas caché sa déception : « Je suis déçu, que de temps perdu pour l'Algérie, il y a encore 20 ou 30 ans, on savait faire des petites choses concernant la vaccination mais on a perdu notre savoir-faire », a-t-il déploré. « Ma deuxième déception est celle de la solidarité internationale et de l'engagement qui n'a pas été tenu sur le système Covax, qui commence à fonctionner depuis, à peine, une dizaine de jours », s'est encore inquiété le Pr Sanhadji.

Coronavirus : 154 nouveaux cas et 3 décès enregistrés

Cent cinquante quatre (154) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 109 guérisons et 3 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mardi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 118.799 dont 154 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 3.137 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 82.813 cas, précise

le communiqué. Par ailleurs, 19 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 21 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 23 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 4 autres ont connu plus de 10 cas.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

Industrie pharmaceutique

Le premier centre de bioéquivalence accrédité

Le premier centre de bioéquivalence en Algérie a été accrédité la semaine dernière, a indiqué à l'APS la PDG du groupe pharmaceutique public algérien Saidal, Fatoum Akacem, soulignant que ce centre constituera un avantage supplémentaire pour l'exportation des médicaments algériens. Ce premier centre de bioéquivalence algérien, initiative de Saidal et bénéficiant d'une accréditation, permettra de faire l'équivalence entre un produit générique et un principe, ce qui profitera à tous les producteurs de génériques en Algérie qui pourront faire leur bioéquivalence chez Saidal, a précisé la responsable du groupe pharmaceutique.

Les produits Saidal pourront, en outre, être enregistrés à l'international ce qui exige, au préalable, une étude de bioéquivalence, a expliqué Mme Akacem qui a ajouté que l'absence de centre de bioéquivalence en Algérie représentait un frein pour l'entrée des produits Saidal sur les marchés de certains pays.

Elle a estimé que le fait que Saidal soit en mesure de faire la bioéquivalence de ses produits localement représentera un avantage supplémentaire pour elle dans le domaine de l'exportation.

La PDG de Saidal a souligné que l'export est un axe stratégique très important de son groupe qui compte exploiter ses nouvelles unités de production qui atteindront un régime soutenu de production à partir de 2021, « ce qui impliquera une surproduction exportable ».

Mme Akacem a précisé, dans ce sens, que Saidal visait, dans un premier temps, les marchés africains, à l'instar du Niger, le Sénégal, la Mauritanie et le Burkina Faso où Saidal a soumis et est déjà connue grâce à ses produits.

Elle a évoqué, en outre, l'intérêt de certains partenaires privés qui connaissent les produits de Saidal et qui veulent en faire la promotion en Libye et au Yémen.

6 PRODUITS D'ONCOLOGIE DISPONIBLES DANS UN À DEUX MOIS

Par ailleurs, Saidal envisage de varier ses partenariats pour aller vers des axes dans lesquels le fabricant algérien de médicament n'était pas

présent, en l'occurrence l'oncologie et la biotechnologie, dans le but d'accroître ses chances à l'international, a souligné sa responsable.

Le premier partenariat en date dans le domaine de l'oncologie avait été conclu avec les Sud-coréens de CKD OTTO et concernait 6 produits choisis par rapport à un besoin spécifique de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), a expliqué Mme Akacem, révélant que leur enregistrement a été entamé, en attendant le passage, dans quelques mois, au conditionnement secondaire, pour lequel il ne reste plus qu'à passer commande.

La disponibilité de ces produits d'oncologie est, néanmoins, tributaire de l'appel d'offre de la PCH vu que ce sont des traitements administrés en milieu hospitalier. Ainsi Saidal veut coïncider leur sortie avec la publication de cet appel d'offre qui devrait intervenir dans un mois ou deux, a précisé Mme Akacem.

La PDG de Saidal a également abordé la production du Levothyrox, en déclarant que Sanofi, un des partenaires du groupe algérien, veut « consacrer une usine existant dans le cadre d'une joint-venture entre les deux parties, exclusivement à la production du Levothyrox, en confiant son exploitation à Saidal ». La décision relative à cette proposition de Sanofi « sera prise au cours de cette semaine » par Saidal.

Sur un autre registre, Mme Akacem a révélé que le nouveau centre de recherche et développement Saidal implanté à Sidi Abdallah (ouest d'Alger) sera fonctionnel d'ici fin 2021, expliquant que les équipements sont en cours d'acquisition en attendant de passer aux qualifications.

SPOUTNIK V : LES FORMATIONS DÉBUTERONT PROCHAINEMENT

Par ailleurs, les formations au profit des effectifs qui seront chargés de produire le vaccin russe contre le coronavirus, « Spoutnik V », débuteront prochainement, a indiqué la PDG du groupe pharmaceutique public qui a relevé, à ce titre, la délicatesse du domaine de la virologie qui nécessite des formations spécifiques, tout en soulignant que « tout sera fait pour relever le défi d'être prêt à la date

avancée par le ministre, à savoir septembre 2021 ».

La PDG s'est réjouie du choix qui s'est porté sur le groupe qu'elle dirige pour la production du « Spoutnik V » et qui est lié, selon elle, à des raisons « de souveraineté ». Le vaccin contre le coronavirus sera produit dans l'usine Saidal de Constantine qui devait produire l'insuline en flacons et qui est « prête techniquement, technologiquement et en termes de qualification », assure Mme Akacem. « Il ne reste plus qu'à la mettre à niveau sur certains aspects liés à la spécificité du vaccin et les pourparlers sont engagés, dans ce sens, avec tous les fournisseurs d'équipements », selon la PDG, relevant que les contrats de confidentialités ont été signés autant que ceux de transferts de technologie.

« Le partenaire russe est très attentif aux besoins de Saidal et demande à chaque fois ce qui manque au groupe algérien pour pouvoir recevoir le vaccin », a-t-elle affirmé.

Toutefois, Mme Akacem a précisé que le vaccin « Spoutnik V » ne sera pas produit en « full process » dès le mois de septembre prochain, mais Saidal sera en mesure de réaliser, à cette échéance, « l'étape de répartition qui est celle qui précède le conditionnement ». Il s'agit de répartir la substance diluée qu'on appelle le bulk dans des flacons et faire des contrôles, ce qui constitue une partie « importante » du transfert de technologie, détaille la PDG ajoutant que la partie la plus difficile et la plus longue commence à partir de la souche, qui sera entreprise « parallèlement ».

Donnant davantage de détails à ce sujet, elle a expliqué que Saidal préfère réaliser l'étape trois et quatre, du processus de production, « pour sortir le vaccin le plutôt possible ».

Parallèlement, les étapes une et deux seront enclenchées, ajoute la PDG précisant que ces deux étapes représentent les phases en amont qui sont les plus longues, nécessitant, dans les meilleurs des cas, 12 à 18 mois. Ces délais sont « incompressibles », souligne-t-elle encore.

Mme Akacem fait savoir que la production de vaccins diffère de la production d'un médicament puisqu'elle exige certaines technologies, un suivi et certains contrôles spécifiques qui sont imposés aux vaccins et pas forcément aux médicaments.



El-Houari Dilmli

La vitamine DZ, seule source d'énergie locale !

On a déjà jeûné un jour, c'est fou comment le temps passe vite! Oui, mais quoi faire en attendant que le pays récupère de ses joies « castrées » et guérisse

de tous ses maux ? Un peu comme celui qui choisit le chemin le plus facile pour espérer y lever du bon gibier, l'Algérien n'a pas le moral. Faudrait-il se risquer à attendre la saint-glinglin pour trouver motif à espérer quelque chose de bon à se mettre sous la dent ? Parce que copieusement dopé à la vitamine DZ, seule source d'énergie locale, le pays ne peut reprendre des couleurs, tant qu'il reste trop à l'étroit dans le costume étroit de ses propres contradictions. Mais au-delà du réveil bougrement beau mais surtout trop brutal du « gène » patriotique (longtemps mis en berne !) de plusieurs générations d'Algériens post-novembristes, faudrait-il, encore une fois, se résoudre à croire que seuls les jeunes de ce pays pourraient réussir, là où des four-nées entières de politiciens ont fait un flop affligeant

cette période de crise sanitaire majeure, au point qu'elle nous redonne une sacrée dose d'espoir dans un pays que l'on pensait honni par ses propres re-jetons. L'autre espoir à enseigner dans tous les ba-huts, est celui de croire dur comme fer que la chance finira, peut-être, par sourire à ceux-là mêmes qui croient en leurs rêves, éveillés. L'espoir étant, aussi, une denrée périssable pour une foulitude d'Algériens, il s'agit surtout d'un emprunt fait au bonheur. Il est dit qu'il est permis de violer l'Histoire, à condition de lui faire des enfants. Et devinez qui sont les enfants de l'Histoire, notre Histoire à nous seuls ? N'en déplaise à ceux qui « pinaillent » trop, en disant que l'Histoire, ça ressemble terriblement à une galerie de tableaux où il y a peu d'originaux et beaucoup de copies !

Après les mises en garde de Belhimer Paris «déploire» les critiques contre son ambassadeur

«La France a déploré, lundi, les critiques et menaces du gouvernement algérien à l'encontre de son ambassadeur qui ne reflètent pas, selon elle, la «qualité des relations bilatérales», selon une dépêche AFP.

R. N.

La dépêche rapporte de larges extraits de l'entretien accordé par le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, au journal en ligne 'Arabic Post', et dans lequel il est interrogé «sur le fait que l'ambassadeur de France, en Algérie, François Gouyette, rencontrait fréquemment des chefs de partis politiques». L'AFP estime que M. Belhimer «a invité à mots couverts le diplomate à s'abstenir de rencontrer des opposants favorables à une transition démocratique, comme le préconise depuis deux ans le mouvement de protestation populaire du Hirak». «Je crois que l'ambassadeur de France ne ratera pas ces précieuses opportunités grâce à sa grande expérience et sa connaissance des limites et des règles de la pratique diplomatique, notamment en Algérie, qui, le cas échéant, n'hésitera pas à prendre les mesures nécessaires pour corriger la situation», a averti M. Belhimer, selon le site ara-

bophone cité par la dépêche. «Nous déplorons ces différentes déclarations, qui ne reflètent ni la qualité de nos relations bilatérales, ni la dynamique de leur renforcement, soutenue au plus haut niveau par les autorités de nos deux pays», a répliqué la porte-parole du ministère français des Affaires étrangères. «Ces propos du porte-parole gouvernemental sont intervenus juste après le report d'un déplacement du Premier ministre français Jean Castex, prévu dimanche dernier à Alger, les autorités algériennes ayant jugé le format de la délégation française trop réduit par rapport aux enjeux de cette visite», affirme encore l'agence. Par ailleurs, un communiqué de l'ambassade de France à Alger rendu public, hier, affirme que l'Ambassadeur «n'intervient pas dans la vie politique algérienne, ni n'incite quel que parti que ce soit à adopter une quelconque position vis-à-vis des scrutins algériens». «Les échanges qu'il mène avec l'ensemble des acteurs du spectre politique algérien ont pour objectif le renforcement des re-

lations bilatérales. C'est la mission de tout ambassadeur en poste. L'Ambassadeur François Gouyette la conduit dans le plein respect de la souveraineté de l'Algérie», ajoute le communiqué. A propos de la décision du parti présidentiel «La République en Marche» (LREM) d'ouvrir un «comité» à Dakhla, au Sahara occidental, la dépêche rapporte les déclarations de la porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, selon laquelle: «La France soutient les efforts du Secrétaire général des Nations unies en faveur d'une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies». De son côté, la direction de la LREM a laissé entendre qu'elle ne reviendrait pas sur cette décision qui, selon elle, est une «initiative locale» émanant de «Français résidents dans cette ville». «Les instances nationales n'ont pas été consultées et il ne s'agit, en aucun cas, d'un signal ou message politique», a-t-on ajouté de même source, citée par la dépêche.

TAJ annonce sa participation aux législatives

La présidente du parti Tajamoue Amel El Jazair (TAJ), Fatima-Zohra Zerouati a annoncé, hier, la participation de son parti aux élections législatives prévues le 12 juin prochain, avec de «nouvelles figures».

Dans un point de presse, Mme Zerouati a indiqué que le parti «a réuni les conditions de participation aux élections législatives du 12 juin prochain», ajoutant que les listes «sont fin prêtes et contiennent de nouvelles figures, à travers lesquelles, le parti tend à opérer la rupture avec les pratiques du passé».

Selon Mme Zerouati, les listes du parti, «sont réparties à travers les 58 wilayas du pays, en sus des listes représentant la communauté algérienne établie à l'étranger».

Concernant les prochaines législatives, Mme Zerouati estime que ces élections sont «une étape cruciale» pour l'avenir de l'Algérie et requiert de la classe politique «de relever le niveau de sa performance, en vue d'édifier des institutions légitimes et crédibles, émanant de la volonté du peuple».

La présidente de TAJ a, par ailleurs,

appelé les citoyens à une forte participation à ce rendez-vous, en vue d'assurer «la crédibilité des élections et barrer la route aux comploteurs contre l'Algérie».

A l'occasion de l'avènement du mois sacré de Ramadhan, Mme Zerouati a appelé à «l'entraide sociale et à prendre compte du niveau de vie du citoyen qui a été impacté par la conjoncture sanitaire», soulignant la nécessité de «lutter contre le gaspillage et de faire de ce mois sacré «une opportunité de changer le comportement et d'éduquer les esprits».

Le pétrole algérien gagne près de 3 dollars en mars

Les cours du brut algérien, le Sahara Blend, ont progressé de près de trois dollars en mars dernier, s'établissant à 65,76 dollars le baril, grâce notamment à la hausse de la demande sur les marchés internationaux, a indiqué mardi l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), dans son dernier rapport mensuel. La moyenne mensuelle des prix du brut algérien est passée de 62,38 dollars/baril en février dernier à 65,76 dollars en mars, soit une hausse de 3,38 dollars/baril

(+ 5,4%), selon la même source. Le Sahara Blend a été le troisième brut le plus cher en mars, après l'Angolais Girassol (66,04 dollars/baril) et le Guinéen équatorial Zafiro (65,99 dollars/baril). Le prix du brut algérien est établi en fonction des cours du Brent, brut de référence de la mer du Nord, coté sur le marché de Londres avec une prime additionnelle pour ses qualités physico-chimiques appréciées par les raffineurs. Le prix moyen du panier de l'Opep a augmenté de 3,51 dollars (+ 5,7%) par rapport au

mois de février, pour s'établir à 64,56 dollars/baril. Il s'agit du niveau le plus élevé depuis janvier 2020 pour le panier de l'Opep.

Le rapport de l'Opep indique, par ailleurs, que la production de l'Algérie en mars a atteint 870.000 barils par jour (Mbj), soit une baisse de 8.000 barils par rapport la production moyenne de février (878.000 Mbj). Pour leur part, les pays de l'Opep ont produit 25,042 Mbj en mars, contre 24,842 Mbj en février, selon des sources secondaires.

Sétif Un atelier clandestin de fabrication d'armes démantelé

Les éléments du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Sétif sont parvenus à démanteler un atelier clandestin de fabrication d'armes et à saisir des armes et des munitions de catégorie 1 et 7, a indiqué mardi un communiqué du commandement de ce corps constitué. Cette action a été concrétisée dans le cadre des opérations coups de poing effectuées par les éléments du groupement territo-

rial de la Gendarmerie nationale visant à lutter contre différentes formes de criminalité, selon le communiqué, ajoutant que cette opération intervient suite à l'exploitation d'informations faisant état d'une personne s'adonnant à la vente d'armes de manière illicite. Après avoir achevé les procédures juridiques nécessaires et obtenu l'autorisation de perquisition du domicile du suspect, une quantité d'armes en tous genres a été

découverte, a-t-on fait savoir.

Il s'agit, a-t-on détaillé de même source, d'un pistolet automatique de 6 mm de type inconnu, un fusil semi-automatique, un fusil de chasse de fabrication artisanale ainsi qu'une arme de confection artisanale et un lot de munitions de divers calibres. Le mis en cause sera présenté devant les instances judiciaires spécialisées pour le parachèvement des procédures en vigueur, a-t-on signalé.



Akram Belkaïd, Paris

Argent gratuit et coquilles vides à gogo

Que faire de tant d'argent (gratuit) ? C'est la question que se pose Wall Street depuis des mois, conséquence de la politique de taux bas des Banques centrales, Réserve fédérale (Fed) en tête, et de leurs interventions continues (et massives) sur le marché pour racheter de la dette d'État et des actifs plus ou moins douteux. Le résultat est connu, il n'a jamais été aussi facile, pour les banques et les investisseurs, de lever de l'argent à moindre prix (on a même vu des situations où c'est le prêteur qui paye une prime à l'emprunteur). Pour résumer, il existe actuellement une immense bulle, multiforme, qui enveloppe les marchés et l'une de ses manifestations concrètes est le succès actuel des SPAC.

OBJECTIF, L'ACQUISITION D'UNE ENTREPRISE

SPAC ? Derrière cet acronyme cher à l'inspecteur Tahar et à son apprenti, se cache une coquille vide destinée à attirer l'argent d'investisseurs plus ou moins avisés. Créées à la fin des années 1980, les Special Purpose Acquisition Companies, ou SPAC, sont des sociétés sans activité précise si ce n'est la recherche d'une entreprise à acquérir. Introduites en Bourse, les SPAC ont ainsi pour but de lever des fonds afin d'acheter des entreprises non cotées dans un délai moyen de deux ans.

Le plus souvent, il s'agit pour elles de repérer de jeunes pousses qui en seraient encore au stade du développement sans avoir été ciblées par le capital-risque ou par tout autre type d'investisseur. Les SPAC peuvent aussi se rabattre sur des entreprises qui n'affichent pas les résultats et performances nécessaires pour pouvoir mener une entrée en Bourse avec succès.

LE MÉCANISME EST SIMPLE

La SPAC rachète l'entreprise, par exemple une compagnie dans la biotech, fusionne avec elle et, dès lors, cette même compagnie se retrouve de facto introduite en Bourse sans avoir eu à passer par les étapes habituelles. C'est un tour de passe-passe parfaitement légal qui permet donc de gagner du temps (pour la jeune pousse qui aimerait entrer en Bourse) et de gagner beaucoup d'argent si, d'aventure, la jeune pousse tient ses promesses.

UN PARI

Selon le Wall Street Journal et l'agence Bloomberg, 700 SPAC ont rejoint le marché depuis un an et ont déjà levé près de 90 milliards de dollars pour un objectif cumulé de 227 milliards de dollars. En clair, ces sociétés connaissent un vrai succès ce qui laisse tout de même songeur. Car, en réalité, ces sociétés ne sont rien d'autre que des chèques en blanc. Coquilles vides, elles promettent d'acquérir des sociétés qui en sont elles-mêmes au stade du développement ou à un niveau qui ne leur permet pas d'entrer en Bourse.

D'habitude, ce genre de pari n'intéresse que les plus aptes à braver le risque. Mais aujourd'hui, les SPAC sont à la mode. Bref, on est dans une configuration de spéculation majeure où beaucoup risquent de laisser des plumes. Mais, l'argent étant gratuit, il n'y a rien d'étonnant à ce que certains le gaspillent...

Transport ferroviaire Perturbation sur les lignes Alger/ El Affroun et Oran/Alger

Les trains de la banlieue et grande ligne, assurant les relations Alger /El Affroun et Oran /Alger, ont connu lundi des perturbations dans leur marche, a indiqué hier la Société nationale de transport ferroviaire (SNTF).

Ces deux lignes ont été perturbées "pour des raisons

indépendantes de notre volonté, au niveau de la localité de Khazrouna (Blida)", a précisé la SNTF dans un communiqué publié sur sa page Facebook officielle.

La société a assuré qu'"elle mettra à chaque fois, tous les moyens dont elle dispose pour pallier à ces situations indépendantes de sa volonté".

Des soupçons et des pressions

La dispute royale en Jordanie embarrasse l'Arabie saoudite



L'Arabie saoudite a nié toute implication dans la crise au sein de la famille royale jordanienne mais l'arrestation à Amman d'un conseiller du prince héritier Mohammed ben Salmane a provoqué un malaise à Ryad, qui a fait pression pour sa libération. L'Arabie saoudite a publiquement apporté son soutien au roi Abdallah II de Jordanie dans sa querelle avec son demi-frère, le prince Hamza, ce qui n'a pas totalement dissipé les soupçons sur un rôle de Ryad dans la crise de la monarchie hachémite. Ces soupçons

ont été alimentés par la suggestion faite par Amman qu'une main "étrangère" était à l'origine de la crise, ce qui a fait tourner les regards vers Ryad, les deux pays arabes étant pourtant de proches partenaires. Mais Ryad n'a "aucun intérêt à déstabiliser la Jordanie", a affirmé à l'AFP une source proche des dirigeants saoudiens.

Le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Fayçal ben Farhane, a même conduit une délégation à Amman la semaine dernière pour exprimer la solidarité de son pays avec le roi Ab-

dallah II. Les dirigeants saoudiens pensaient que le prince Fayçal devait, "en personne et non par téléphone", dissiper des "rumeurs", selon la source.

DÉLÉGATION SAOUDIENNE À AMMAN

La source saoudienne a toutefois démenti que la délégation était partie chercher Bassem Awadallah, un Jordano-saoudien lié au prince héritier saoudien et ancien émissaire à Ryad qui fait partie des 16 personnes arrêtées dans

le cadre de ce qu'Amman a décrit comme un complot visant à saper sa stabilité. Mais des proches du dossier ont fait état de pressions exercées par la délégation saoudienne à Amman pour sa libération. Ces dernières années, Bassem Awadallah était apparu au côté de Mohammed ben Salmane, surnommé MBS, lors du Davos du désert à Ryad. Il a également été photographié en train de prier aux côtés du dirigeant de facto de l'Arabie saoudite, un rare privilège. "Non seulement le ministre des Affaires étrangères (saoudien) est allé chercher Bassem, mais le directeur des renseignements et le chef de cabinet de MBS ont fait le déplacement" avec lui, a déclaré à l'AFP Bruce Riedel, un ancien de la CIA, aujourd'hui analyste au centre de réflexion américain Brookings Institution. "Bassem Awadallah a une relation personnelle avec le prince héritier (saoudien). Le fait qu'il soit en prison nuit à l'image saoudienne, tant en Jordanie qu'à l'étranger, car les soupçons sur l'implication saoudienne (dans la crise) ne se trouvent pas totalement dissipés", a expliqué à l'AFP un responsable occidental basé dans le Golfe. Pour Bessma Momani, professeure à l'Université de Waterloo au Canada, Bassem Awadallah compte en raison de sa connaissance de nombreux projets économiques, stratégiques et

politiques "que les Saoudiens ne veulent pas voir divulgués".

«DÉTOURNER L'ATTENTION»

Les autorités jordanienues n'ont pas précisé les accusations portées à l'encontre de Bassem Awadallah, mais la crise semble être liée au fait que le prince Hamza avait été écarté de la succession au profit du fils du roi Abdallah II. "L'arrestation de (Bassem) Awadallah détourne l'attention des rivalités au sein de la famille royale jordanienne et laisse entrevoir une possible implication étrangère", a estimé le responsable occidental basé dans le Golfe. La crise en Jordanie fait écho aux jeux de pouvoir et aux purges au sein de la famille royale en Arabie saoudite, où le roi Salmane a écarté en 2017 le prince héritier en titre au profit de son jeune fils, le prince Mohammed. "Il reste à voir si le roi Abdallah II a la volonté et ou le pouvoir et l'autorité de faire taire son frère, mais un échec dans ce domaine affaiblira la monarchie (jordanienne), peut-être fatalement", a écrit Ali Shihabi, un conseiller du gouvernement saoudien, sur Twitter. Selon lui, si le roi Salmane n'avait pas été "si ferme" contre les rivaux lors de la désignation de MBS comme prince héritier, il aurait été exposé à de multiples "épisodes Hamza".

Nucléaire iranien

Front commun de Moscou et Téhéran face aux Occidentaux

Moscou et Téhéran ont semblé faire front commun mardi face à Washington et aux Européens sur fond de discussions à Vienne pour tenter de sauver l'accord sur le nucléaire iranien de 2015. "Nous tablons sur le fait qu'on pourra sauvegarder l'accord et que Washington reviendra enfin à (sa) mise en œuvre pleine et entière", a déclaré le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, lors d'un point de presse avec son homologue iranien, Mohammad Javad Zarif, à Téhéran.

"Toutes les sanctions unilatérales prises à Washington en violation directe de l'accord doivent être annulées", a ajouté M. Lavrov dans une référence aux mesures punitives adoptées par les Etats-Unis contre Téhéran depuis leur sortie de l'accord décidée en 2018 sous la présidence de Donald Trump. Alors que les relations entre son pays et l'Occident traversent une nouvelle phase de tensions, notamment autour de l'Ukraine, M. Lavrov s'en est pris avec virulence à l'UE et à sa décision annoncée lundi de sanctionner huit responsables iraniens pour leur rôle dans la répression violente d'une vague de contestation en novembre 2019. "Si cette décision a été prise de manière volontaire en pleine négociations à Vienne (...), alors ce n'est plus malheureux, c'est une erreur qui serait pire qu'un crime", a-t-il lâché, exhortant les Européens à prendre "des mesures pour empêcher un échec des négociations".

«SUPÉRIORITÉ MORALE»

En riposte à la décision de l'UE, qui coordonne les discussions de Vienne, Téhéran a annoncé lundi soir suspendre "tout dialogue sur les droits humains" avec les Vingt-Sept, de même que sa coopération avec l'Europe en matière de "terrorisme, (de lutte contre le trafic de) drogue, et des réfugiés". L'Europe, "par son incapacité à honorer ses engagements aux termes (de l'accord de

Vienne), et en pliant sous la pression américaine, a montré que son utilité sur la scène internationale est progressivement en train de disparaître", a déclaré mardi M. Zarif, déniaut aux Vingt-Sept une quelconque "supériorité morale". "Nous n'avons aucun problème à revenir à nos engagements (...) mais les Américains doivent savoir que ni les sanctions ni des actes de sabotage ne leur procureront un instrument de négociation et que ces actions ne feront que compliquer encore la situation pour eux", a-t-il ajouté. La République islamique a accusé Israël d'avoir saboté dimanche son usine d'enrichissement d'uranium de Natanz, dans le centre l'Iran, et a promis une "vengeance" en temps et en heure. Selon Téhéran, une "petite explosion" a entraîné une panne de courant et des dégâts "rapidement" réparables. Washington a nié toute implication.

«MAUVAIS PARI»

Le New York Times, selon qui l'opération a été menée par les Israéliens, écrit mardi, de Jérusalem, en citant "un responsable des renseignements", qu'"un engin explosif a été introduit clandestinement dans l'usine de Natanz, qu'il a été mis à feu à distance et qu'il a fait sauter le circuit électrique principal ainsi que celui de secours". "Ce qu'ils ont fait à Natanz, ils ont pensé que cela serait au désavantage de l'Iran (...), je vous assure que dans un avenir proche, Natanz va passer à des centrifugeuses plus perfectionnées" qui rendront l'usine encore plus "puissante", a déclaré M. Zarif. "Les Israéliens, s'ils pensaient qu'ils pouvaient stopper les efforts de l'Iran pour faire lever les sanctions contre le peuple iranien, ont fait un très mauvais pari", a-t-il ajouté. Les discussions de Vienne réunissent les Etats encore parties à l'accord sur le nucléaire iranien (Allemagne, Chine, France, Royaume-Uni, Iran et Russie), sous l'égide de l'Union



européenne. Washington y est associé mais sans contact direct avec les Iraniens.

L'IRAN «VA COMMENCER À ENRICHIR L'URANIUM À 60%»

L'Iran "va commencer à enrichir l'uranium à 60%", a annoncé mardi l'agence officielle Irna, deux jours après un "sabotage" de son usine d'enrichissement de Natanz, que Téhéran impute à Israël. Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères adjoint, a fait cette annonce "dans une lettre à Rafael Grossi", le directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). La République islamique enrichit actuellement de l'uranium à 20% en isotope 235, bien au-delà de la limite de 3,67% fixée par l'accord international sur le nucléaire iranien conclu à Vienne en 2015. Un enrichissement à 60% le mettrait en mesure de passer rapidement aux 90% et plus, néces-

saires pour une utilisation de ce minerai à des fins militaires. Irna ne précise pas à quelle date commenceraient ces activités. Mais selon PressTV, chaîne d'information en anglais de la télévision d'Etat, cette mesure sera mise en œuvre dès mercredi. "Nous avons vu les informations de presse" à ce sujet mais "nous n'avons pas de commentaire à ce stade", a déclaré à l'AFP un porte-parole de l'AIEA à Vienne.

La République islamique a toujours nié vouloir se doter de l'arme nucléaire, arguant d'un interdit moral et religieux. Dans sa lettre à M. Grossi, M. Araghchi déclare également que "1.000 centrifugeuses supplémentaires d'une capacité 50% supérieure seront ajoutées aux machines présentes à Natanz, en sus du remplacement des machines abîmées" par l'explosion survenue dimanche dans ce complexe nucléaire du centre de l'Iran, ajoute Irna sans plus de précisions.

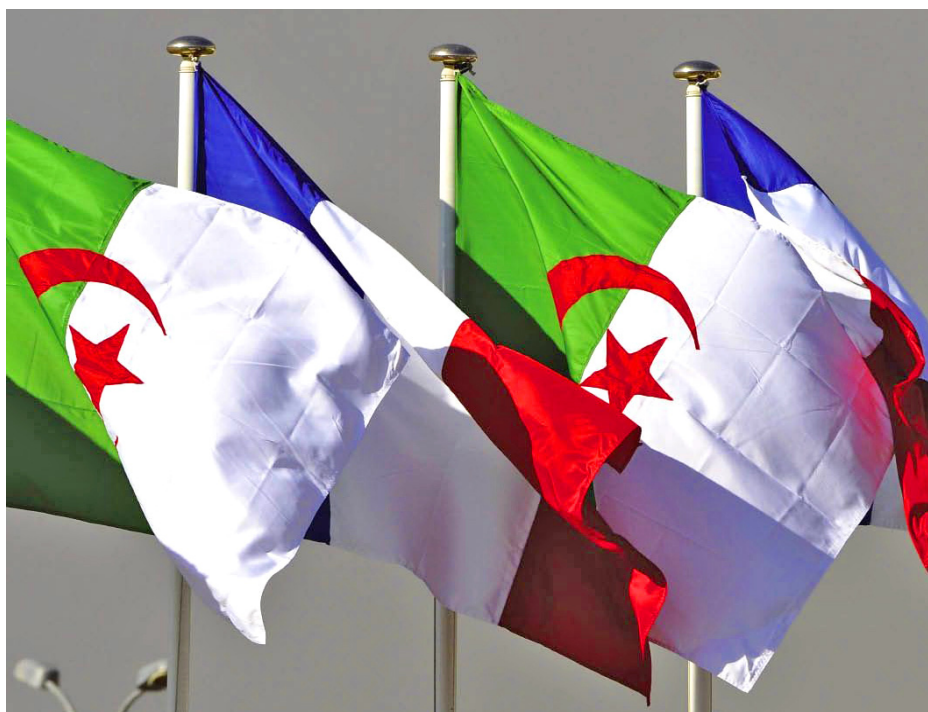
Les relations algéro-françaises face aux lobbys

La visite du Premier ministre français Jean Castex en Algérie qui devait permettre de relancer la coopération entre l'Algérie et la France a été compromise par de puissants lobbys qui, selon les propos de notre ambassadeur en France, ne veulent pas d'une relation apaisée entre l'Algérie et la France.

Par Abderrahmane Mebtoul*

Avant reçu à sa demande une importante personnalité française à Oran, il y a deux mois en tant qu'expert international, les autorités algériennes ayant été averties, nous avons eu un long entretien sur des sujets sensibles outre la situation économique de l'Algérie et les perspectives déterminantes, thème que j'ai abordé d'ailleurs à l'invitation de la fondation allemande Friedrich Ebert et de l'Union européenne en vidéoconférence le 31 mars 2021, où j'ai demandé des éclaircissements sur des sujets sensibles comme le devoir de mémoire, étant indispensable pour consolider des relations durables entre l'Algérie et la France (voir notre contribution à Afrik Economy du 24 mars 2021 : «reconnaître le fait colonial afin de dépassionner les relations entre l'Algérie et la France», la décontamination des essais nucléaires français, où la responsabilité française est entière, comme cela a été souligné récemment par le chef d'état-major de l'ANP et une position conforme aux résolutions des Nations Unies concernant le Sahara Occidental.

1.- En dépit des relations politiques mouventées depuis de longues décennies, l'Europe via la France reste le premier partenaire de l'Algérie, mais les échanges restent loin d'un optimum possible comme en témoigne la structure du commerce extérieur du pays pour 2019 et les 11 premiers mois de 2020. En 2019, la France était le 1er client de l'Algérie (14% du total), devant l'Italie (13%) et l'Espagne (11%). La Chine était en 2019 le 1er fournisseur de l'Algérie (avec une part de marché de 18%), suivie par la France (10%) et l'Italie (8%). Pour 2020, sur la liste des pays fournisseurs de l'Algérie, la France occupe la première place parmi les pays de l'UE avec 10%, suivie de l'Italie (7%), de l'Allemagne (6,5%) et de l'Espagne (6,2%) contre 17% pour la Chine. En matière d'exportations, l'Italie est le premier client de l'Algérie avec un taux de 14,5% suivie de la France (13,7%) et l'Espagne (10%) contre 9% pour la Turquie et 5% pour la Chine. Pour les 11 premiers mois de 2020, selon les statistiques douanières, la Chine est premier fournisseur avec 16,91%, suivie de la France 10,72% (3,36 milliards de dollars), l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne avec respectivement 7,03%, 6,27% et 6,23%. Concernant les clients, nous avons l'Italie avec 14,50%, la France 13,68% (2,94 milliards de dollars), l'Espagne 9,10%, la Turquie 8,81% et la Chine 5,14%. Par zone géographique, l'Europe demeure le premier partenaire avec 51,50% suivi de l'Asie et l'Océanie 33, 17%. Avec l'Afrique, les échanges sont dérisoires : les importations représentent 2,76% pour l'Afrique septentrionale, 0,48% pour l'Afrique subsaharienne et pour les exportations 7,61% pour l'Afrique septentrionale et 0,80% pour l'Afrique subsaharienne. Pour les données récentes, selon les statistiques douanières du 5 avril 2021, la Chine est le principal exportateur de l'Algérie avec une part estimée à 18,33% de la valeur totale des importations, suivie de la France (9,72%), de l'Allemagne (6,88%), de l'Italie (6,25%) et de l'Espagne (5,70%). Pour les exportations,



l'Italie est en tête avec une part de 17,45%, suivie par la France (15,48%), la Turquie (15,25%), l'Espagne (8,88%) et les Pays-Bas (5,47%). Face à ces données du commerce extérieur, il faut reconnaître que les relations économiques entre l'Algérie et la France, malgré des discours de bonnes intentions, sont loin des attentes entre les deux pays, se limitant essentiellement aux hydrocarbures pour la partie algérienne, les services notamment bancaires, l'agroalimentaire, les produits pharmaceutiques et les produits issus de l'industrie automobile pour la partie française, alors que les potentialités sont énormes. La France dans bon nombre d'affaires en Algérie est devancée par l'Italie et la Chine qui prennent des parts de marché de plus en plus importantes.

2.- Mais les relations ne se limitent pas aux aspects économiques, l'Algérie étant considérée comme un acteur-clé pour la stabilité de la région méditerranéenne et africaine. Dans plusieurs rapports entre 2018 / 2020, les autorités tant américaines que françaises ont tenu à souligner qu'avec les tensions au niveau de la région qui influent par ricochet sur l'Europe, les autorités algériennes contribuent à la stabilisation de son voisinage immédiat, notamment au Sahel, et que l'Algérie demeure un acteur-clé au niveau régional. L'effort continu de modernisation des équipements, ainsi que les nombreux effectifs de sécurité dont l'Algérie dispose, ont permis au pays de contrer de façon efficace les menaces terroristes, notamment avec les crises libyenne et malienne. Dans le domaine économique, tous les pays, tout en respectant les accords internationaux, protègent une partie de leur production nationale grâce à l'État stratège et régulateur en économie de marché, pouvant détenir des minorités de blocage dans des segments stratégiques, à ne pas confondre avec le retour à l'État gestionnaire de l'ex-économie soviétique, comme le montrent les décisions récentes de bon nombre de pays développés et émergents, avec l'impact de l'épidémie du coronavirus.

Dans ce cadre, l'Algérie entend lever les obstacles à la règle des 49/51% qui bloque l'attrait de l'investissement étranger ainsi que la lutte contre la bureaucratie et la corruption qui freinent l'attrait de l'investissement, tant local qu'étranger. Sur le plan énergétique, au travers du GNL et des canalisations Medgaz et Transmed, l'Algérie est un acteur stratégique pour l'approvisionnement en énergie tant de la France que de l'Europe (voir sur ce sujet nos interviews à l'American Herald Tribune du 28 décembre 2016, et différentes contributions sur le site AfricaPresse.paris, et à la télévision américaine Al Hurra, le 10/08/2020). L'essentiel pour l'Algérie est de favoriser une accumulation de savoir-faire managérial et technologique, grâce à un partenariat gagnant-gagnant, l'État pouvant détenir des minorités de blocage pour des segments stratégiques, l'objectif étant une valeur ajoutée interne positive. Et ce afin de mettre fin à la faiblesse du tissu productif en Algérie, l'économie

algérienne étant une économie foncièrement rentière : 98% d'exportations sont issues d'hydrocarbures brut et semi-bruts, et plus de 80% pour des besoins des entreprises et des ménages sont couverts par les importations. Mais ne soyons pas utopiques ! Dans la pratique de affaires, il n'y a pas de fraternité, de sentiments et l'Algérie doit privilégier uniquement ses intérêts, comme c'est le cas de la France, car les opérateurs - qu'ils soient arabes, algériens chinois, français ou américains - étant mus par la logique du gain, ils iront là où les contraintes sociopolitiques et socioéconomiques sont mineures, leur objectif étant de réaliser le profit maximum. Aussi, il faut être conscient que les nouvelles relations internationales ne se fondent plus essentiellement sur des relations personnalisées entre chefs d'État ou ministres, mais sur des réseaux décentralisés, par l'implication des entreprises et de la société civile qui peuvent favoriser la coopération.

3.- C'est que l'Algérie a le potentiel pour se libérer de l'économie de rente. Sous réserve d'une meilleure gouvernance, de la valorisation du savoir - richesse bien plus importante que toutes les réserves d'hydrocarbures - et de la levée des contraintes d'environnement, ainsi qu'avec une plus grande visibilité et cohérence de sa politique socioéconomique, et en évitant l'instabilité juridique et monétaire, l'Algérie a les potentialités pour passer d'une économie de rente à une économie hors hydrocarbures et devenir un pays pivot au sein de l'espace euro-méditerranéen et africain (cf. notre interview à American Herald Tribune, 2018). L'attractivité du marché algérien découle des avantages comparatifs suivants : la proximité géographique des marchés potentiels d'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient ; la taille du marché intérieur estimée à plus de 44 millions de consommateurs ; des richesses naturelles importantes ; des ressources humaines ; un endettement extérieur inférieur à 6 milliards de dollars ; des réserves de change - bien qu'en baisse - de 42 milliards de dollars à la fin de 2020 ; une dette extérieure faible inférieure à 6 milliards de dollars... Aussi, n'oublions pas le nombre de résidents d'origine algérienne dans le monde, et notamment en France. Quel que soit le nombre, la diaspora est un élément essentiel du rapprochement entre l'Algérie et la France, du fait qu'elle recèle d'importantes potentialités intellectuelles, économiques et financières.

La promotion des relations entre l'Algérie et sa communauté émigrée doit mobiliser à divers stades d'intervention l'initiative de l'ensemble des parties concernées, à savoir le gouvernement, les missions diplomatiques, les universités, les entrepreneurs et la société civile. Cependant, en cette ère de profondes mutations géostratégiques, économiques, sociales, culturelles au niveau mondial, avec la consolidation des grands espaces, il est dans l'intérêt de tous les pays du Maghreb d'accélérer l'intégration économique, étant suicidaire de faire cavalier seul, si l'on veut

attirer des investisseurs potentiels intéressés non par des micro-espaces, mais par un marché de plus de 100 millions d'habitants. Dans une contribution parue le 28 avril 2011 à l'Institut français des relations internationales (IFRI) de Paris, France sous le titre «La coopération Europe/ Maghreb», j'avais mis en relief que les échanges intra-maghrébines ne dépassaient pas 3%, les résultats mitigés du processus de Barcelone, posant l'urgence d'une nouvelle conception des relations internationales. J'ai soutenu que le format qui me semblait le plus à même d'être opérationnel à moyen terme au niveau de la Méditerranée occidentale est l'espace des 5+5 + Allemagne, afin de réaliser une prospérité partagée conciliant développement et démocratie en tenant compte des anthropologies culturelles et grâce à la société civile (réseaux décentralisés) qui, à côté des États et des institutions internationales, sera le vecteur dynamisant au XXIe siècle. Dans une autre étude pour l'IFRI en décembre 2013, «Les enjeux géostratégiques de la sphère informelle au Maghreb» j'avais posé l'urgence d'intégrer d'une manière intelligente cette sphère informelle, produit de la bureaucratie centrale et locale qui enfante la corruption, loin des mesures bureaucratiques autoritaires, qui contrôle une part importante de la masse monétaire en circulation et des activités économiques dépassant largement les 50%, limitant toute la politique économique des États, encore que servant de tampon social.

En conclusion, il était inapproprié à la veille de cette visite qu'un groupe parlementaire proche du parti du président français déclare créer une antenne au niveau du Sahara Occidental au moment où la demande des USA, le conseil de sécurité devrait se réunir prochainement pour désigner un nouveau émissaire et qu'une importante délégation militaire française ait été reçue par l'état-major avec pour but la stabilité régionale. Comme il était inapproprié que le ministre du Travail algérien qui doit se cantonner dans sa mission, étant membre du gouvernement et non se substituer au ministre des Affaires étrangères.

La leçon à retenir c'est que les nouvelles relations internationales ne se fondent plus sur des relations de chef d'État à chef d'État ou de ministre à ministre, mais sur des réseaux et là il faut souligner que l'Algérie accuse un retard important. Tout en évitant d'instrumentaliser l'histoire, n'ayant de leçons de patriotisme à recevoir de personne, étant issu d'une grande famille de révolutionnaire, mon défunt père ayant été emprisonné entre 1958 et 1962 à El Harrach et Lambèse, il s'agit aujourd'hui - comme je l'ai souligné il y a quelques années (2014) lors d'une conférence, au Sénat français, à l'invitation de mon ami Jean-Pierre Chevènement, ancien président de l'association Algérie - France et grand ami de l'Algérie - de dépassionner les relations afin de favoriser la stabilité des deux rives de la Méditerranée, et de préparer ensemble notre avenir à l'horizon 2025 / 2030, où l'on devrait assister à une profonde reconfiguration géostratégique de la région, ce qui nous impose d'entreprendre ensemble. (Notre contribution AfricapresseParis 03 avril 2021 «Pr Mebtoul : «L'Algérie entend ne pas être considérée comme un simple marché». Nos deux pays doivent avoir une vision commune de leur devenir, et ce afin de contribuer ensemble à la stabilité régionale et au co-développement grâce au dialogue des cultures et la tolérance sources d'enrichissement mutuel. (Voir notre interview quotidien gouvernemental El Massa 06/04/2021) ne devant pas occulter la mémoire indispensable pour consolider des relations durables entre l'Algérie et la France. Il s'agit, en ce monde impitoyable où toute nation qui n'avance pas recule, de préparer ensemble l'avenir par le respect mutuel. Pour ma part, j'ai toujours souligné que l'Algérie entend ne pas être considérée sous la vision d'un simple marché et qu'il faille favoriser un partenariat gagnant-gagnant. Et c'est dans ce cadre que doit rentrer la coopération entre l'Algérie et la France, loin de tout préjugé et esprit de domination.

* Professeur des Universités, Docteur d'Etat (1974) en sciences économiques, expert international

De la circonscription administrative, en particulier, à l'administration territoriale, en général, ou l'urgence d'une doctrine d'emploi

«C'est en sciant que Léonard devint scie»

Francis Blanche

Par Boudina Rachid *

3^{ème} partie

Parmi les mesures de remédiation, certaines demandent juste à donner un coup de pied dans la fourmilière, ce qui évidemment ne saurait constituer la solution de fond. Il s'agit plutôt, de réfléchir dorénavant à concevoir, voire à inventer plus concrètement des remèdes qui obligent à opérer des changements de fond. Cependant, il est illusoire de croire qu'on peut améliorer le fonctionnement de l'administration locale sans revoir l'organisation et le fonctionnement de l'administration centrale. Le lien de causalité n'est pas aussi difficile à pointer, à moins de s'en dispenser exprès, considérant que c'est un tabou et qu'il n'est pas convenable d'en parler. Pourtant, c'est précisément souvent la multiplication et l'incohérence des interventions de l'administration centrale qui concourent à brouiller l'organisation des services déconcentrés. Celle-ci doit davantage agir dans la clarté et dans la lisibilité, et faire que les entreprises de changements qu'elle envisage soient préparées avec fermeté et résolution. Mieux que cela, il faut qu'elle fasse montre de toute l'expertise nécessaire et de tout son savoir-faire, ainsi que de son savoir-communiquer de telle sorte à impliquer et à faire adhérer les services déconcentrés et qu'au bout du compte ils s'identifient aux changements projetés par la tutelle.

Plus que cela, il importe que les décisions de l'administration centrale soient homogènes, et surtout qu'elle n'abuse pas de son pouvoir d'instruction qui finit par être ca-fouilleux au point d'entraîner des dysfonctionnements indésirables, car comme le dit l'adage «on peut gouverner de loin, mais on administre bien que de près».

C'est dire, que l'administration déconcentrée a besoin de recevoir des ordres clairs, cohérents et dont la faisabilité ne doit souffrir d'aucune équivoque. Mieux encore, les changements voulus par le pouvoir central ne doivent pas être assénés systématiquement du haut vers le bas. Il convient plus d'associer les services déconcentrés à la conception de tout projet, dès sa phase initiale et surtout de les inclure systématiquement dans toutes les expérimentations tendant à garantir la validité des transformations envisagées.

Évidemment, Il est hors de propos de croire que les soins à prescrire seraient définitifs, on ne pourrait que concevoir des solutions progressives nées des enquêtes de terrain qui ont l'avantage de s'adapter à la diversité des administrations.

Il faut apprendre aussi à confier ce genre de missions à des commissions de spécialistes, en capacité d'analyser, ou d'apporter une expertise certaine. Dans beaucoup de pays, on assigne souvent cette tâche à des parlementaires, plutôt des sénateurs, non pas parce qu'on pense que ceux-ci ont plus de temps pour s'en occuper, mais plus, parce qu'on suppose qu'une majorité d'entre eux possèdent l'expérience et la compétence dans la gestion des affaires de l'Etat. Bien sûr que cela demande du temps, de la réflexion et d'écouter les acteurs de première ligne, l'essentiel étant que ces commissions fas-



sent connaître leur avis sur la question qui leur est soumise, et de formuler au besoin les mesures de correction à prendre.

D'autres pistes de réflexion sont susceptibles d'être également explorées telles que la coopération entre wilayas. Le tout c'est de mettre en place des procédures fiables et des arrangements pratiques. C'est un domaine en friche qui pourrait profiter à l'intérêt général pour dépasser les égoïsmes inopportuns qui meurtrissent la solidarité nationale.

Ce qu'on peut aussi déplorer, c'est l'absence de représentation de l'Etat au niveau de la wilaya et moins encore au niveau de la daïra ou de la commune par un service typiquement économique. L'activité fragmentée et dispersée des quelques directions de wilaya telles que celles de l'industrie, du commerce ou de la PME, ne sont certainement pas en mesure, malgré un volontarisme non contesté, de remplacer un opérateur orienté tout entier à s'en occuper exclusivement, une sorte de guichet unique à l'échelle de toute une communauté d'acteurs économiques.

De plus, de nouveaux enjeux, voire de nouveaux défis ont fait irruption et obligent à mieux orienter et à mieux organiser l'action de l'Etat au niveau local. Il s'agit de problèmes nouveaux du quotidien comme l'hébergement d'urgence des sans domicile, la disponibilité des moyens d'accueil des migrants ou de la pauvreté qui exigent des moyens et une clarification des responsabilités en vue d'identifier les compétences entre services déconcentrés et communes.

Il est question aussi de politique de la ville dont officiellement, pour ne pas dire théoriquement, un ministre serait en charge, mais qui sur le terrain n'est pas concrètement observée, faute de stratégie ou de communication, ou les deux ensemble. C'est certainement vrai que la politique de la ville paraît comme compliquée, voire complexe, aux yeux de nombreux acteurs: habitants, élus, services de l'Etat et autres. Doit-on pour autant rechigner à l'action ? N'est-ce pas faisable de cibler quelques programmes urbains prioritaires dans les grandes villes ou le besoin apparaît évident ? Est-ce impossible de revaloriser certains quartiers urbains dits « sensibles », pour réduire les inégalités sociales entre territoires. Pourtant, on ne

manque pas de ces quartiers ou la demande sociale, économique, urbanistique et sécuritaire est préoccupante. On voit d'ailleurs à la faveur du phénomène des «bandes» que des territoires entiers son gangrénés par ce fléau et qu'il y a urgence à intervenir pour promouvoir le fameux «vivre ensemble».

Il existe aussi une réforme à portée de main, mais rien ne dit que le gouvernement serait prêt à l'agréer, tant elle aurait pour premier résultat de paraître déposséder les ministres de leurs prérogatives à l'endroit de leurs services territoriaux. Le paradoxe, c'est que cette réforme a été déjà expérimentée à la fin des années quatre-vingt du siècle dernier, puis arrêtée sans que personne n'ait eu à l'expliquer et sans qu'une quelconque autorité se soit donnée la peine de l'évaluer. Pour ceux qui s'en rappellent, c'était l'époque des fameuses Divisions. Pour une fois, on pourrait même se targuer pour dire que la France elle-même a copié, sans l'avouer, nommant pour sa part ses services déconcentrés de «directions départementales interministérielles». La différence étant que dans le cas de l'Algérie, les services déconcentrés ont tous été absorbés dans les divisions, tandis que dans le cas de la France, c'est seulement une partie des directions départementales qui l'ont été. On s'en est débarrassé prestement, presque à la sauvette et sans aucun procès, alors même qu'elle concrétisait la meilleure des façons d'approcher une réforme systémique de l'administration territoriale de l'Etat. Aujourd'hui encore, ce type d'organisation pourrait constituer un vrai progrès : c'est construit sur l'idée simple de raffermir les pouvoirs des walis en matière d'animation des services déconcentrés, jusqu'à lui confier graduellement des fonctions de « direction ». Ce qui a été déjà fait, on peut encore le faire, c'est-à-dire que l'option reste parfaitement, et avec profit, réalisable. Que les ministres n'y adhèrent pas, ne saurait faire obstacle à cette solution.

C'est justement, une bonne occasion pour que les ministres réapprennent leur rôle premier qui est d'assurer les missions de conception, d'animation, d'orientation, d'évaluation et de contrôle. C'est aux walis d'incarner la dynamique de la déconcentration même s'il le faut faire de lui le détenteur de la compétence de droit commun de l'administration

déconcentrée et les ministres seront renvoyés au simple exercice de leurs compétences d'attribution. Il en résulterait comme mesure phare de ce changement que les walis deviennent les uniques ordonnateurs secondaires de tous les services déconcentrés.

Mis à part l'opposition instinctive qu'une telle situation pourrait faire naître chez certains, qui se verraient amoindris et contrariés dans leur hégémonie, ce serait réellement le moyen incontestable de renforcer l'unité de la parole et de l'action de l'Etat du wali.

Tout ce qu'on a pu dire jusqu'à présent est un simple constat des dérèglements qui affectent tant l'organisation que le fonctionnement des services déconcentrés. Faut-il s'en satisfaire ? La réponse ne peut être que négative, cela va de soi. Il faut d'avantage rechercher les bonnes recettes qui permettront d'explorer et de croiser les points de vue des analystes, hauts fonctionnaires et des praticiens de l'administration territoriale, en évitant une approche exclusive, sans pour autant dédaigner les recettes de la nouvelle gestion publique, si tant est qu'on peut les greffer à l'administration publique. On donne ici un échantillon de ces quelques mesures communes, dont nous pensons avec modestie qu'elles seraient susceptibles de convenir à améliorer la situation des services déconcentrés, mesures possiblement transposables tout compte fait aux administrations publiques d'une manière générale :

- procéder à une revue d'ensemble des missions des services déconcentrés ;
- établir un inventaire des perfectibilités visibles, connues et reconnues par la hiérarchie et autant par les personnels ;
- quantifier et préciser les charges du travail institutionnel, partant du rôle que sont censés remplir les services ;
- évaluer les moyens et les ressources des services en fonction des tâches réelles à accomplir ;
- chiffrer, voire modéliser en quantité et qualité les effectifs en vue de les adapter aux buts institutionnels ;
- moderniser les moyens de fonctionnement et les modes d'action nés des nouvelles technologies de l'information ;
- envisager les mutualisations de moyens entre les services déconcentrés en les formalisant via des textes dédiés ;

- substituer au plan de gestion des ressources humaines PGRH, instrument inefficace, fossilisé et chronophage, une véritable politique de gestion prévisionnelle des effectifs des emplois et des compétences ;
- accélérer le développement homogène des systèmes d'information et renforcer l'e-administration ;
- substituer aux démarches multiservices, le système des plateformes internet, partagées ou partenariales, pour améliorer et simplifier les services aux usagers.

7- LA RÉGION ADMINISTRATIVE, UNE SOLUTION À PORTÉE DE MAIN ?

Au-delà de ces quelques propositions, émises un peu en vrac, postulant à l'amélioration du fonctionnement de l'administration déconcentrée, l'autre étape pour conforter la présence de l'Etat dans la sphère territoriale, serait d'instituer la région administrative. Hypothèse, qui n'a rien de téméraire, sauf qu'elle ne pourrait être matérialisée que si les pouvoirs publics conviendraient de son opportunité. Pour que tout soit clair, on parle ici de la Région en tant qu'échelon administratif déconcentré, avec à sa tête un wali de Région. Celui-ci serait nommé par le gouvernement, tant comme wali de région, que comme wali de la wilaya qui abrite la Région. Il aurait autorité sur les walis des wilayas de son ressort, sauf dans certaines matières, comme l'ordre public et les questions de sécurité, qui resteraient du ressort des walis de wilayas. Quant à la région collectivité locale, il serait tout à fait vain d'en parler aujourd'hui, du fait qu'elle n'a pas eu les faveurs ni des anciennes Constitutions, ni de la Constitution révisée de 2020.

Pour aller plus loin, dans ce qui est pour le moment de la pure fiction, on pourrait imaginer, idéalement, que l'intervention de la Région administrative serait centrée sur le développement, et l'aménagement du territoire, aussi bien que sur l'accompagnement et l'aide aux entreprises en difficulté, au suivi de l'exécution et de l'évaluation des programmes des SRAT de la région, en même temps que de la formation professionnelle et de manière plus conséquente, pour relayer les politiques publiques au niveau de la région.

Dès l'abord, la région administrative aura au moins à recadrer, voire à resituer le rôle des structures régionales existantes (directions ou inspections), qui fonctionnent quasiment en «administrations résidentes». Les mauvaises langues disent même que ces structures servent à caser des responsables qui, n'ayant pas obtenu des postes ministériels se rabattent sur les postes régionaux, pour faire une deuxième, voire une troisième carrière.

Plus sérieusement, la région administrative, serait pour ainsi dire, l'occasion d'insérer utilement ces organisations atypiques dans un dispositif régional intégré. A ce stade, ces administrations seraient placées naturellement sous l'autorité du wali de région, ce qui les obligerait du reste à être reconfigurées à la taille de la région, elle-même devant être adaptée aux enjeux socioéconomiques lui permettant d'exercer à la bonne échelle ses compétences stratégiques.

*Ex-DRAL/MG pour ceux qui s'en souviennent
Suite en page 8

De la circonscription administrative, en particulier, à l'administration territoriale, en général, ou l'urgence d'une doctrine d'emploi

Suite de la page 7

Cette armature impliquerait que, tout en étant placées sous l'autorité du wali de région, les structures régionales, anciennes ou nouvelles, conserveraient en parallèle l'animation fonctionnelle des directions de wilaya implantées dans le nouveau cadre régional. Ceci, n'empêchant pas aussi, que chaque ministre puisse s'adresser régulièrement aux responsables des services régionaux pour mettre en œuvre, dans le sens de la verticalité, les politiques publiques dont il aurait la charge, en prenant soin de ne pas entraver la région administrative, qui active pour sa part, dans une logique de transversalité.

De fait, le déploiement d'une nouvelle organisation régionale n'a pas besoin d'être plaidée outre mesure : outre la masse des directions et inspections régionales hétérogènes qui seront intégrées en priorité dans le réseau de la région administrative, si tant est elles correspondent à son périmètre, d'autres y seront créées dans une logique modulaire qui tiendra compte des spécificités du territoire concerné. Au final, cette démarche signera le début d'un nouvel acte de la déconcentration.

8- UNE ADMINISTRATION D'ETAT PARALLÈLE !

A dire vrai, on n'est pas dans la rigueur du concept juridique de la déconcentration, on est donc un peu hors du titre même de cette contribution. Néanmoins la connexité des thématiques est si évidente, qu'il ne serait pas cohérent de ne pas traiter de cette question en tant qu'elle touche à l'organisation de l'Etat dans l'espace local.

Cependant, rassurez-vous, il ne s'agit pas du tout d'une cinquième colonne, disposant de partisans cachés dans les multiples circuits de l'Etat œuvrant à sa déstabilisation ou à sa destruction. Il est plutôt question de ces nombreuses administrations de mission qui prolifèrent sur la scène publique locale, sous divers statuts et sous diverses appellations : agences, offices, centres, services à compétence nationale et autres qui ne sont pas moins des services publics en considération de leur domaine d'activité, ce qui est appelé le critère matériel. La définition théorique simple est que l'administration de mission est une administration légère, spécialisée et limitée dans le temps. Son but est de répondre à des besoins spécifiques comme l'ANEM, l'ANSEJ, les agences thématiques pour la recherche etc. Certaines de ces administrations de mission sont créées pour riposter à des crises, d'autres pour faire face à l'émergence de nouvelles politiques publiques, d'autres encore pour coordonner des politiques de l'emploi, d'autres juste pour éviter les lenteurs et les désagréments du statut de la fonction publique et/ou de la comptabilité publique, etc.

Ce qu'on observe de constant dans cette affaire, c'est que ces services finissent invariablement par devenir permanents. Dans ces matières, l'Etat privilégie, en fait, la rapidité des prises de décisions, motif qui lui est apparu indispensable en vue d'accélérer des dispositifs qu'il a besoin de promouvoir. Ce qui peut paraître bizarre, c'est que ce procédé met formellement

le chef de l'administration décentralisée, qu'est le wali, quasiment hors circuit par rapport à la constellation de ces services. Dans la pratique ce sont juste des « correspondants » à part entière de l'administration centrale. En tout cas, le wali n'a même pas une autorité fonctionnelle sur ces organes. Le semblant de coordination, qui lui permet d'avoir une emprise très relative sur lesdits services, se réalise, juste pour un petit nombre d'entre eux, à travers les quelques commissions prévues par des textes, qui chacune dans son domaine d'action précis, associe formellement la wilaya à la prise de décision. Les autres, la majorité pour tout dire, échappent totalement au contrôle du wali au motif de leur spécialisation, ce qui du reste n'est pas du tout contesté. Au minimum, il faut faire un inventaire circonstancié de ces opérateurs de tous types, au moins pour connaître leur domaine d'activité et leur implantation, et pour voir si c'est normal qu'ils restent à l'écart de la wilaya. Qu'on le veuille ou non, il en résulte comme un manquement au principe que le wali représente le gouvernement et l'ensemble de ses ministres. Il faut évidemment nuancer le propos et reconnaître qu'il ne saurait être question que tous ces services doivent s'insérer dans le circuit de la wilaya. Toutefois, il nous semble qu'en vertu même du principe que le wali est l'unique représentant du gouvernement, une modification réglementaire doit intervenir pour le consacrer dans ce nouveau rôle, en obligeant l'ensemble des services dont il s'agit, quels que soient leur statut ou leur autorité de rattachement, dès lors qu'ils sont implantés dans la wilaya, d'informer celui-ci de tout fait ou événement et de tout changement les concernant. Nonobstant le fait que les ministres sont représentés à travers les directeurs de wilaya, le wali détient la primauté de la représentation de l'Etat et qu'à ce titre, son pouvoir de coordination des services de l'Etat ne saurait être mis en concurrence par les délégués des ministres.

9- LA DÉCENTRALISATION, OU LE MYTHE ENTRETENU

9-1- Généralités

Ici aussi, une petite définition s'impose. Pour aller à l'essentiel, on peut dire que la décentralisation est fondée sur le principe de la liberté, liberté pour les collectivités locales de régler par leurs autorités élues les affaires considérées comme locales. Le professeur René Chapus, en donne une définition plus minutieuse en déclarant que « la décentralisation constitue un transfert d'attributions de l'Etat à des institutions juridiques distinctes de lui et bénéficiant, sous sa surveillance, d'une certaine autonomie de gestion ». Ceci dit, la sauvegarde des intérêts généraux de la collectivité nationale nécessite la mise en œuvre du contrôle, qui est la conséquence logique des pouvoirs attribués aux élus. Contrôle qui est précisément au centre des controverses entre partenaires d'un contrôle hiérarchique, confinant à la tutelle et, ceux qui sont pour un contrôle effectué par le représentant du gouvernement juste du point de vue de la légalité. Attention ! La décentralisation n'est pas le fédéralisme. Il ne faut pas non plus confondre, du fait que le

terme est très galvaudé, entre décentralisation qui renvoie à l'organisation de l'Etat, et décentralisation dite « technique » ou par service qui regarde l'établissement public administratif (EPA), disposant de la personnalité morale mais, qui est étroitement soumis au principe de spécialité, l'université par exemple. Il ne faut pas faire l'injure aux walis de croire qu'ils ne connaissent pas le sens de la décentralisation. Ils le comprennent tellement bien qu'ils en rajoutent une couche, se croyant autorisés à le transcender en y apportant une touche de contrôle d'opportunité, pour le bien des communes bien entendu. A tel point, que cet acte réflexe, qui part d'un bon sentiment, finit par remettre en cause le principe même de la libre administration des communes.

L'explication apportée ici au sujet de la décentralisation, n'a en réalité qu'un faible lien avec la pratique de tous les jours. Sauf à s'y méprendre, on a l'impression tenace que la problématique de la décentralisation relève de l'ordre du psychisme, tellement les gens doutent de sa faisabilité, préférant même le confort que procure la présence accrue de l'Etat. Nombre de politiques et de gestionnaires, chevronnés et familiers de la gestion publique locale, en viennent parfois à souhaiter la mise en œuvre réelle de la décentralisation, puis, sans raison, se ravisent et deviennent tout d'un coup farouchement défavorables, doutant et refusant aux élus locaux de disposer de vrais pouvoirs et qu'ils soient à même de les exercer librement. La dernière Constitution révisée de 2020, a beau disposer en son article 18 que « Les rapports entre l'Etat et les collectivités locales sont fondés sur les principes de décentralisation et de déconcentration », la décentralisation n'existe réellement que dans le discours. Si la déconcentration est bien présente et embrasse presque la totalité de l'administration locale, la décentralisation reste un vœu pieux. Il en est ainsi, sauf à concéder que la commune est plus ou moins installée dans une forme de décentralisation spécifique, du fait que l'exécutif de l'assemblée populaire communale soit dévolu à son président. Ce qui permet quelque part de sauver les apparences et à l'autorité publique de s'en prévaloir. Ce qui est sûr, c'est que le mythe de la décentralisation ne vit que de loin en loin, coïncidant surtout avec les périodes électorales pour donner libre cours à une littérature généreuse servant, au mieux, de programmes débridés aux candidats de tout bord en manque d'inspiration.

9-2- DÉCENTRALISATION ET WILAYA

Il est presque aléatoire, voire chimérique de parler de décentralisation dans le contexte de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Cette institution fait face à l'impérialisme du wali qui, en plus en plus d'être le représentant unique du gouvernement et de chacun de ses ministres, trône sans partage le pouvoir exécutif local. Alors, comment faire et quel chemin prendre pour promouvoir réellement la wilaya en tant qu'organe décentralisé, à côté de la wilaya service déconcentré (Département vs Préfecture) ? On peut envisager concrètement une réforme articulée autour de ces quelques modalités qui, ensemble, sont susceptibles de constituer l'armature d'un projet, qui aurait quel-

ques chances de tenir la route :

- 1) Faire dévolution du statut de chef de l'exécutif au président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), qui devient par suite l'ordonnateur primaire du budget de la wilaya;
- 2) Globaliser le budget de la wilaya, faisant droit au principe de l'universalité du budget. Toute dépense, qu'elle concerne le fonctionnement, l'équipement ou l'investissement, doit être inscrite au titre du budget de la wilaya. Pour ce qui a trait aux dépenses d'équipement, il importe de les inscrire et de les exécuter conformément aux dispositions du décret exécutif n° 98-227, modifié, relatif aux dépenses d'équipement de l'Etat. Les prévisions de dépenses des services déconcentrés de l'Etat, dits Programmes sectoriels déconcentrés (PSD), devront faire l'objet d'une dotation globale à l'indicatif de la wilaya. Les modalités du versement échelonné des crédits de paiement devront être adaptées aux spécificités du budget de la wilaya, qui exigera bien évidemment une novation et une adaptation du cadre comptable et des opérations comptables qui lui sont applicables. Relativement à l'aspect fonctionnement, la wilaya recevra pareillement une délégation globale, ou dotation globale, de fonctionnement, qui contribuera au fonctionnement des services décentralisés de la wilaya. L'excédent dégagé ou l'épargne brute, mieux connue chez nous sous le terme « autofinancement » sur ses recettes propres provenant de la fiscalité, du produit du patrimoine et des recettes d'exploitations servira à abonder le financement des équipements et des investissements de la wilaya. Bien évidemment, il est conséquent de mettre en place par la voie légale et réglementaire, non seulement le cadre budgétaire et comptable qu'il conviendra, mais de faire aussi que tout cet agencement soit mis en œuvre concomitamment avec une réforme de la fiscalité locale et de la fiscalité en général. Celle-ci aura à distinguer, plus rationnellement la juste part de chaque collectivité, sur la base de critères justes et fiables, qui dépasseraient en tout cas l'omniprésent critère de la population, qui sévit à bien des niveaux. Plus difficile à imaginer mais qui n'est pas moins dans l'ordre des choses, il faudra que les collectivités locales obtiennent le pouvoir de voter le taux des impôts locaux, d'en établir l'assiette, voire de procéder au recouvrement de l'impôt (proposition qui serait valable aussi pour les APC);
- 3) Doter l'Assemblée populaires de wilaya (APW) de services administratifs ou techniques propres en tenant compte des compétences que lui reconnaît la loi relative à la wilaya ;
- 4) Organiser et formaliser la coopération entre la wilaya, organe décentralisé et les services déconcentrés présents sur son territoire.

9-3 - DÉCENTRALISATION ET COMMUNE

La commune, version décentralisée, a eu droit aux honneurs des différentes Constitutions qu'a connues le pays, y compris la dernière Constitution révisée de 2020, qui dispose dans son article 17, premier alinéa que « la commune est la collectivité de base ».

Tout aussi prodigue est l'article 2 de la loi communale qui fixe que « la commune est l'assise territoriale de la décentralisation et le lieu d'exerci-

ce de la citoyenneté. Elle constitue le cadre de participation du citoyen à la gestion des affaires publiques ».

Soit, autant de dispositions non équivoques qui font croire que la commune est suffisamment affranchie de toute influence extérieure et que ses droits et ses pouvoirs sont garantis et prémunis. En vérité, tout cela reste du domaine du virtuel et cette institution subit une lourde tutelle qui la dépossède de sa liberté d'agir et d'entreprendre. Pourtant, pour celui qui lirait les articles 56 à 60 de la nouvelle loi communale, le mécanisme de contrôle de légalité qu'elle y consacre, laisse croire à une sincère avancée, augurant d'une disparition de la contrainte de la tutelle. Malheureusement, cet engagement a fait long feu. La faute aux représentants locaux de l'Etat qui ont du mal à « digérer » le dispositif, et qui continuent de méconnaître leurs prérogatives.

Ce qui est encore fort blâmable c'est qu'ils n'hésitent même pas à intervenir dans les affaires de la commune, au point de gérer ses affaires à sa place, au prétexte que celle-ci ne saurait pas le faire. En fait, il s'agit plutôt d'une réaction, qui persiste et qui incite les walis et les chefs de daïra à exercer un pouvoir hiérarchique en recourant systématiquement à un pouvoir d'instruction instinctif qui caractérise au plus haut degré le système de la tutelle, au sens péjoratif du terme, comme qui dirait une sorte de relation de tuteur à pupille. Tout ceci, rendant pour ainsi dire ineffectives, à bien des égards, les dispositions de la Constitution et de la loi.

A titre anecdotique, mais qui traduit bien l'état d'esprit des institutions au sujet de la problématique de la décentralisation, c'est de rappeler le décret exécutif du 20 septembre 2011 portant statut particulier des fonctionnaires de l'administration des collectivités territoriales. Dans son article 2, ce décret dispose que « Les fonctionnaires appartenant aux corps de l'administration des collectivités territoriales sont en activité (...) Ils peuvent être appelés à exercer auprès de l'administration centrale et des services déconcentrés du ministère chargé des collectivités territoriales » ! Est-il concevable qu'un statut particulier destiné à l'administration territoriale puisse prévoir que les personnels qui en sont issus soient placés en activité au niveau de l'administration centrale. Il y a un choix à faire, soit on est dans la centralisation, soit on est dans la logique de décentralisation. Aucune raison, ni aucun raisonnement ne pourraient permettre qu'une telle disposition fut possible à l'égard d'un statut qui, en d'autres temps, aurait mérité les faveurs de la loi. Sans omettre de signaler qu'un autre décret exécutif du 18 janvier 2017 est venu fixer les dispositions particulières de recrutement des personnels sur le budget décentralisé de la wilaya.

Deux décrets visant un même but, le deuxième remettant en cause totalement le premier et prévoyant à tort de recruter, entre autres, des fonctionnaires, ce qui n'a jamais été une vocation du budget décentralisé. A moins de considérer que le décret du 20 septembre 2011 s'applique uniquement au personnel des communes. Les psychologues appellent cela un acte manqué.

Boudina Rachid
A suivre

AÏN DEFLA

Covid 19 : don d'appareils médicaux pour l'hôpital

Au total, 14 appareils médicaux d'assistance respiratoire ont été réceptionnés lundi par le service de prise en charge de la Covid-19 de l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Aïn Defla à l'initiative de l'antenne locale de l'Association des oulémas musulmans algériens, a-t-on appris du directeur de cet établissement de santé. «A l'initiative de l'antenne locale de l'Association des oulémas musulmans algériens, l'EPH du chef-lieu de la wilaya de Aïn Defla a été destinataire, lundi dernier, d'un lot de 14 appareils médicaux d'assistance respiratoire destinés aux malades atteints du nouveau coronavirus (Covid-19) y séjournant», a précisé Habbiche Bouabdellah. La réception de ce lot d'appareils médicaux améliorera la prise en charge des cas d'insuffisance respiratoire résultant des complications liées à la pandémie du nouveau coronavirus, de même qu'elle permettra au staff médical et paramédical du service de mise en quarantaine des patients atteints de Covid-19 de travailler «sans trop de pression», a-t-il souligné. De son côté, le directeur de la santé de Aïn Defla, Dr Hadj Sadok Zoheir, a noté que cette opération de solidarité de l'Association des oulémas à l'égard des

malades atteints de Covid-19 touchera « prochainement » les EPH de Khémis Miliana, El Attaf et Miliana, faisant état, à ce propos, de la réception d'une trentaine d'appareils médicaux d'assistance respiratoire de la part de ces structures de santé. Observant que l'appareil médical d'assistance respiratoire est un outil pouvant sauver la vie des patients atteints de graves complications respiratoires liées au coronavirus, il a mis en exergue l'élan de solidarité que représente le don fait par cette association. «Comme il est connu de tous, la Covid-19 peut entraîner des troubles inquiétants comme une pneumonie ou un syndrome de détresse respiratoire aiguë (SDRA) lors duquel les poumons n'arrivent plus à fonctionner suffisamment pour approvisionner le corps en oxygène, d'où l'importance du geste fait par l'association, lequel est révélateur d'un grand élan de solidarité à l'adresse des personnes souffrant encore de la terrible pandémie», a-t-il insisté. Selon M. Hadj Sadok, même si ces appareils offerts profiteront, en premier lieu, aux malades atteints de nouveau coronavirus, rien n'empêche de les utiliser dans d'autres pathologies ayant un lien étroit avec le manque d'oxygénation du corps.

TIPASA

Relogement de 15 familles victimes d'incendies de forêts

Quinze (15) familles dont les habitations ont été totalement endommagées suite aux incendies de forêts déclarés en novembre dernier à Gouraya (Tipasa), ont été relogées dans des logements décentes, en application des engagements pris par les autorités de prendre en charge les sinistrés, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya de Tipasa. A la veille du mois sacré du Ramadhan, les services de la wilaya de Tipasa ont assuré le relogement de ces 15 familles lors d'une opération supervisée, dimanche, par la wali Labiba Ouinaz, au siège de la wilaya, et en présence des autorités locales de la daïra de Gouraya, a-t-on ajouté de même source. Cette opération de relogement clôture le dossier de prise en charge de la totalité des familles sinistrées, suite aux incendies de forêts déclarés dans la nuit du 6 au 7 novembre de l'année 2020, ayant causé la mort de deux personnes, en plus d'importantes pertes subies par les agriculteurs, selon l'annonce faite, à l'occasion, par les services de la wilaya de Tipasa. Outre le relogement de ces 15 familles, 12 autres familles ont bénéficié d'aides financières pour la reconstruction de leurs logements partiellement endommagés, parallèlement au

parachèvement de l'indemnisation de 40 agriculteurs pour les dégâts subis par leurs récoltes, suite à ces incendies, est-il précisé de même source. Selon un bilan rendu public par la wilaya de Tipasa, le 9 novembre écoulé, ces incendies de forêts ont endommagé 45 habitations, dont une vingtaine ont subi des dégâts considérables.

La wilaya de Tipasa avait enregistré, suite à une série d'incendies déclenchés simultanément dans 11 wilayas du pays, le bilan le plus lourd, au double plan matériel et humain. Un acte, dont les enquêtes judiciaires ont confirmé «l'intention criminelle visant à déstabiliser le pays», avec l'arrestation de pas moins de 19 personnes impliquées dans le déclenchement volontaire de ces feux. La région de Gouraya, la plus touchée par ces incendies, a enregistré, durant cette nuit funeste du 6 au 7 novembre, la perte de deux personnes, mortes brûlées, et près de 500 hectares de forêts et plus de 33.000 arbres fruitiers ravagés par les flammes.

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a affecté une enveloppe de 100 millions de DA, pour l'indemnisation de ces pertes, dont un taux de 74% de ce montant destiné pour la wilaya de Tipasa.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

02 ramadhan 1442

El Fedjr 04h44	Dohr 12h48	Assar 16h29	Maghreb 19h25	Icha 20h48
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



ALGER

Destinée à l'exportation : ouverture d'une ligne maritime vers Nouakchott



La première traversée sur la ligne maritime régulière, destinée exclusivement à l'exportation, entre Alger et la capitale mauritanienne, Nouakchott, a démarré lundi du port d'Alger. Cette nouvelle ligne, supervisée par la société «Anisfer Line» spécialisée dans le transport maritime, réduira le délai d'exportation vers la Mauritanie à cinq jours, selon les explications fournies par le directeur général de la société, Mustapha Hamadou, lors de la cérémonie de lancement de la traversée, qui s'est déroulée en présence de représentants des ministères des Affaires étrangères, du Commerce et de l'Industrie ainsi que de la Direction générale des douanes (DGD). L'entreprise organise tous les 20 jours un nouveau voyage sur cette ligne pour exporter divers produits algériens vers la Mauritanie ainsi que vers les autres pays africains voisins.

Lors de ce premier voyage, des matériaux de construction de fabrication locale ont été transportés à bord du navire «Imedghassen» appartenant à la société algérienne «GMA» et qui a une capacité d'expédition de 1.000 conteneurs. M. Hamadou a souligné que l'ouver-

ture de cette ligne maritime, qui est la première ligne directe vers l'Afrique, permettra à l'Algérie d'exporter ses différents produits vers le continent africain dans un délai record, ainsi que d'offrir les meilleures conditions pour préserver les marchandises et les protéger des dommages, soulignant que l'opération s'est déroulée avec des capacités 100% algériennes. Et d'ajouter: «Avec l'arrivée des produits algériens à Nouakchott par voie maritime, il est possible d'utiliser «facilement» des routes terrestres pour livrer les marchandises vers d'autres pays africains, comme le Mali, le Sénégal et d'autres. L'ouverture de cette ligne répond à la forte demande exprimée par les exportateurs algériens qui souhaitent accéder aux marchés africains, notamment à l'ouest du continent, ajoute M. Hamadou.

Le directeur général de la compagnie de transport maritime GMA, Ali Ourak a affirmé que l'ouverture de cette ligne d'exportation est le fruit d'une coopération algéro-algérienne à même de générer des fonds importants en devises dépensés auparavant dans l'affrètement auprès d'armateurs

étrangers. A cet effet, M. Ourak a appelé les autorités publiques à «faciliter l'ouverture d'autres lignes maritimes vers d'autres destinations et continents», y compris l'octroi de crédits bancaires en faveur de compagnies algériennes spécialisées dans le transport maritime en vue de renforcer leurs potentialités d'exportation.

Pour sa part, le directeur du suivi et de la promotion des échanges commerciaux externes au ministère du Commerce, Salim Regad, a estimé que l'activité de fret maritime national «est très modeste actuellement», préconisant d'œuvrer pour sa promotion et l'accompagnement des exportateurs algériens pour pénétrer les marchés européens et africains.

Le directeur de la promotion et du soutien des échanges économiques au ministère des Affaires étrangères, Rabah Fassih, a salué l'ouverture de cette ligne maritime reliant l'Algérie et la Mauritanie, ajoutant qu'elle sera susceptible de renforcer les capacités d'exportations nationales, de par son rôle dans la gestion de la commercialisation des marchandises nationales à travers les différents pays africains.

M'SILA

Electricité et gaz : des instructions pour accélérer la cadence de réalisation des projets

Le président-directeur général du Groupe Sonelgaz, Chahar Boulakhtras, a souligné lundi à M'sila la «nécessité d'accélérer le rythme de réalisation des projets du programme d'urgence spécial électricité et gaz». Au cours de l'exposé qui lui a été présenté sur le projet de réalisation du siège de la concession de distribution de l'électricité et du gaz de M'sila, M. Boulakhtras a indiqué que les projets d'électricité et de gaz retenus dans le cadre des programmes d'urgence, dont le gel a été levé, accusent du retard dans le lancement ou la réalisation, ce qui impose, dit-il, de hâter les travaux afin «de réceptionner la majorité des projets dans des délais n'excédant pas la fin de l'année 2021». Il a ajouté que la réception de ces projets «permettra d'améliorer le service public» auprès des clients de Sonelgaz, ce qui constitue, a-t-il relevé, «une priorité pour le groupe». Le même responsable a aussi déclaré que Sonelgaz «œuvre dans le cadre d'une approche de modernisation et de décentralisation de la

décision» pour aplanir les difficultés qui entravent la concrétisation du plan d'urgence en coordination avec les autorités locales et les gestionnaires de la Société. En dépit de la rationalisation des dépenses, Sonelgaz a maintenu les projets de réalisation d'infrastructures de base et des équipements qui contribuent à l'amélioration du service public au profit des clients en plus de l'amélioration des conditions de travail du personnel du groupe, a affirmé le PDG du Groupe.

Le même responsable a fait savoir que la visite de travail qu'il a effectuée à M'sila s'inscrit dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des projets inscrits pour l'extension des réseaux de distribution de l'électricité et du gaz et des mesures à prendre en prévision du prochain été connaissant régulièrement une augmentation de la demande sur l'électricité. Considérant que la wilaya de M'sila constitue un pôle industriel, touristique et agricole, M. Boulakhtras a affirmé qu'elle bénéficie de la «priorité» en matière

d'amélioration du service public, relevant que la wilaya accueille une entreprise spécialisée dans la production des pièces de rechange en matière d'électricité et de gaz, à savoir la Société de maintenance des équipements industriels (MEI) qui a commencé à exporter en acheminant une première cargaison de pièces de rechange vers la Hongrie et envisage d'investir le marché africain «prochainement». Le PDG de Sonelgaz a également assuré que la Société qui est une «entreprise citoyenne» ne coupera pas l'électricité aux abonnés durant le mois de Ramadhan. Lors de sa visite, M. Boulakhtras a posé la première pierre du projet de réalisation du siège de la concession de distribution de l'électricité et du gaz, inauguré le nouveau siège de l'antenne de la société de transport du gaz, ainsi qu'un transformateur d'électricité dans la zone industrielle du chef-lieu de wilaya et inspecté la société de maintenance des équipements industriels dans la même ville.

ANNABA

Grève des agents de nettoyage

Boulevards, avenues, rues et ruelles de la «Coquette», offraient en ce premier jour du Ramadhan, un hideux visage, avec toutes sortes de déchets qui jonchent les sols, à l'image de ces sacs en plastiques, emballages dont se débarrassent les commerçants comme les cartons et autres objets.

A. Ouélal

À u centre-ville, de l'Avenue Emir Abdelkader, en passant par celle de Cheikh Larbi Tébéssi et ailleurs, en cette journée du mardi, le spectacle n'était pas beau à voir, malgré la témérité de quelques commerçants qui s'affairaient à nettoyer les alentours de leurs commerces. Cette situation est due à la grève déclenchée par les employés de l'APC chargés du nettoyage, du balayage et de l'environnement depuis deux jours.

Ces derniers, en nombre important et auxquels se sont joints d'autres personnels des services techniques de l'APC de Annaba, se sont rassemblés sur l'avenue menant vers la gare routière de Sidi Brahim, déployant pour la circonstance des banderoles sur lesquelles étaient écrits entre autres «Les Travailleurs de l'APC de Annaba en grève ouverte jusqu'à la satisfaction de leurs revendications». Selon des représentants de ces tra-

vailleurs «cela fait huit mois que des arriérés de primes, allocations, IEP et confirmations des contractuels, sont pendantes alors que cela aurait dû être assaini, au plus tard, à la fin de l'année 2020. A cela s'ajoutent des salaires bas qui ne nous permettent même pas de boucler nos fins de mois.»

Sur place, nous avons aussi demandé des informations sur ce débrayage auprès de Guerbi Noureddine, directeur des divers réseaux aux Services techniques. Ce dernier nous a déclaré que «ces revendications sanctionnées par un PV, avec les partenaires concernés, remontent à l'année 2014. Mais l'implication de certaines parties et une communication insuffisante, ont fait que ces revendications connaissent du retard.» Enfin, notre interlocuteur, nous a déclaré que le maire s'est déplacé deux fois sans parvenir à débloquent la situation qui reste, malgré la justesse de ses initiateurs, préjudiciable aux habitants et aux visiteurs.

EL TARF

Le gaz de ville pour Oued Djenane

A. Ouélal

À la veille du mois sacré du Ramadhan, lundi, la joie était incommensurable chez les habitants de la localité de Oued Djenane, située à quelques encablures du poste frontalier d'El Ayoub. En effet, c'est le gaz de ville qui vient de faire son entrée dans les maisons, faisant oublier les souffrances et les difficultés d'approvisionnement des bonbonnes de gaz dans cette petite agglomération, connue pour les froids rigoureux de l'hiver. Les habitants ont tenu à exprimer leur gratitude au wali au P/APW et à la délégation qui l'accompagnait sans oublier le jeune P/APC Aliyet Mou-

rad qui en est à son troisième mandat et qui jouit de beaucoup de respect et d'estime de la part de ses concitoyens dont le travail et les actions ont énormément amélioré leur cadre de vie. Sur place, le maire a tenu à saluer la décision de la DUAC de prendre en charge l'aménagement de cette zone d'ombre pour un montant d'environ 4 milliards de cts. A la cité Boumalek d'El Kala, ce sont 28 familles qui viennent de bénéficier de l'électricité et 42 autres à El Melha dans la même commune. Dans la localité de S'Mati, distante de 03 km du chef-lieu de commune d'El Tarf, c'est la mise en service du gaz de ville pour 95 familles qui a été inaugurée.

BERRIHANE ET BEN M'HIDI

Distribution de 100 logements LPL

Les clés de 100 logements publics locatifs (LPL) ont été remises, lundi, à leurs bénéficiaires, dans les communes de Berrihane et Ben M'Hidi, lors d'une cérémonie symbolique organisée, au siège de la wilaya. Présidée par le wali d'El Tarf, Harfouche Benarar, l'opération a permis à 50 bénéficiaires de disposer des clés de leurs logements sis dans la localité de Righia, relevant de la commune de Berrihane, et à 50 autres bénéficiaires de la commune de Ben M'Hidi de récupérer leurs clés, et ce, dans une ambiance festive d'autant plus que cette opération intervient à la veille du mois sacré de Ramadhan.

Deux autres quotas, l'un de 288 logements et l'autre de 130 unités

seront «prochainement» attribués respectivement à Ben M'Hidi et El Chatt, a-t-on ajouté. Selon le chef de l'exécutif local, plus de 7.000 logements dont 4.000 logements publics locatifs (LPL), 130 logements sociaux participatifs (LSP), 170 logements promotionnels aidés (LPA) et 62 unités du Fonds national de péréquation des Œuvres sociales (FNPOS), auxquels s'ajoutent 941 aides à l'habitat rural, seront distribués durant l'exercice en cours à travers différentes localités, relevant des 24 communes de la wilaya. Il est prévu, en outre, l'attribution de 2.000 logements de type AADL dont 1.000 sont prévus à El Tarf, 600 à Dréan et 400 à Besbes, a-t-on rappelé.

CONSTANTINE

Université : 165 nouveaux inscrits en 3^{ème} cycle LMD

À u total, 165 nouveaux inscrits en 3^{ème} cycle du système Licence-Master-Doctorat (LMD) ont été enregistrés à l'Université des Frères Mentouri-Constantine-1, au titre de l'année 2020-2021, a annoncé lundi, le recteur de cet Etablissement d'enseignement supérieur. S'exprimant lors de la cérémonie du lancement de l'année doctorale de la saison universitaire en cours, le Pr. Mohamed-El Hadi Latreche a indiqué que 165 étudiants en post-graduation se sont inscrits dans 55 formations doctorales, ce qui porte le nombre global des inscrits en 3^{ème} cycle LMD, dans cette Université à 2.354 doctorants. Au cours des années précédentes, l'Université Constantine-1 comptait plus 3.500 inscrits en 3^{ème} cycle LMD, a assuré le même responsable, notant que cette baisse s'explique par les efforts consentis par le personnel pédagogique de cette université pour l'accompagnement des doctorants dans leur parcours de formation jusqu'à la soutenance de leur thèse.

Pas moins de 140 thèses de doctorat ont été soutenues durant l'année 2019-2020 comparativement au 1^{er} semestre de l'année en cours, où 162 thèses de doctorat ont été soutenues,

a fait savoir la même source. Actuellement, nous travaillons avec une moyenne de 3 postes par spécialité, chaque année, en fonction des besoins de l'Université et des différents secteurs conformément au processus national d'habilitation de formation et des recommandations des expertises du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS) qui définissent le nombre de postes en fonction de la logistique de chaque établissement, notamment les moyens humains et matériels déployés dans les laboratoires de recherche, l'encadrement et le budget mobilisés.

A signaler que cet événement a été ponctué par la présentation d'une séquence vidéo de l'intervention du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr. Abdelbaki Benziane, durant laquelle il a insisté sur la reconfiguration de la stratégie de financement des centres, laboratoires et plateformes de recherche scientifique. Cette journée a été organisée dans le but d'assurer un meilleur accompagnement des nouveaux doctorants en vue de leur présenter les nouvelles lois d'orientation lors de l'élaboration de leur thèse et études,

ainsi que les avantages de la mobilité nationale et internationale des équipes de recherches en sus de l'institution d'un système de mutualisation pour l'échange scientifique des moyens d'encadrement et des outils des laboratoires ainsi que les données des plateformes numériques.

De son côté, le directeur du Centre de Recherche sur l'information scientifique et technique (CERIST), Hassan Belbachir, a évoqué les nouveautés en matière de textes de loi qui régissent l'organisation de la formation doctorale, notamment la grille de notation et le système d'évaluation et du suivi du parcours du doctorant, les journées doctorales pour l'exposition de l'objet de recherche, les modalités de publications dans les différentes revues scientifiques et de participation aux communications et conférences nationales ou internationales. La cérémonie du lancement de l'année doctorale 2021-2021, tenue à l'Auditorium 'Mohamed Seddik Benyahia' de l'Université des Frères Mentouri-Constantine 1, a réuni tous les lauréats du concours de cette année ainsi que les doctorants des promotions précédentes (toutes spécialités confondues), a-t-on noté.

KHENCHELA

Primes aux familles démunies et ouverture de restaurants «Rahma»

À la wilaya de Khenchela a consacré une enveloppe financière de plus de 247 millions de DA pour la prime de Solidarité «spécial Ramadhan» destinée aux ménages démunis, a indiqué lundi, le directeur de la Solidarité et de l'Action sociale, Nacer Melouah. Le même responsable, a déclaré à l'APS, que 16 communes ont versé, à la fin de la semaine dernière, cette prime de solidarité de 10.000 DA, dans les comptes postaux des chefs de famille bénéficiaires, tandis que les 5 communes restantes termineront le versement au profit des bénéficiaires durant les prochaines 48

heures. Il a ajouté que le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, ainsi que Naftal et Sonatrach, représentant le ministère de l'Energie, ont contribué avec un montant de 122 millions de DA à cette opération.

Pour sa part, la direction de l'Administration locale de la wilaya de Khenchela a contribué avec un montant de 8 millions de DA, la direction de la Solidarité et de l'Action sociale avec plus de 31 millions de DA et les 21 communes avec plus de 86 millions de DA, a-t-on souligné.

Dans le même contexte, des

autorisations ont été accordées pour l'ouverture de 9 restaurants de la 'Rahma' qui serviront des repas du 'f'tour' aux démunis et aux voyageurs après que la commission mixte composée de représentants des directions de la Solidarité, de la Santé, du Commerce et de la Protection civile a procédé à l'inspection de ces lieux, a ajouté M. Melouah. Ces restaurants sont répartis sur les communes de Khenchela, Ouled Rechache, Kaïs, Djellal, Ain Touila, El Mehmel, Chechar, Babar et El Hama, a précisé le même directeur local.

JIJEL

Vingt-deux policiers formés en langue des signes

Vingt-deux policiers chargés de l'accueil et de l'orientation à la Sûreté de wilaya de Jijel ont bénéficié d'une session de formation en langue des signes, visant à faciliter la communication avec les personnes malentendantes, a-t-on appris, lundi, auprès de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

La même source a indiqué que cette formation, organisée à l'école des enfants handicapés auditifs de Jijel, a concerné 22

éléments de ce corps sécuritaire, concernés par l'accueil et l'orientation à la Sûreté de wilaya, Sûretés de daïras et urbaines. Cette formation, inscrite dans le cadre du programme de communication établi par les services de la Sûreté de wilaya, en direction des différentes catégories de la société, dont les personnes aux besoins spécifiques, a été initiée, en collaboration avec les services de la direction de l'Action sociale et de la Solidarité, a-t-on ajouté.

Encadrée par un spécialiste en langue des signes, cette formation s'étalera sur une période de 3 mois, durant lesquels des conseils et des cours sur les méthodes et les mécanismes de communication en langue de signes avec les personnes malentendantes, en vue de répondre à leurs préoccupations, seront prodigués aux policiers, a-t-on fait savoir.

Cette session de formation est la 4^{ème} du genre, à être organisée par la Sûreté de wilaya de Jijel dans le but de renforcer la communication avec cette catégorie sociale et lui permettre de bénéficier d'un service efficient en matière de sécurité, a-t-on signalé.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

02 ramadhan 1442

El Fedjr 04h32	Dohr 12h34	Assar 16h15	Maghreb 19h11	Icha 20h33
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Destinés aux habitants de trois grands bidonvilles Plus de 3.000 logements prêts à la distribution

D. B.

En marge de la cérémonie d'attribution de 8.800 logements, toutes formules confondues, qui s'est déroulée lundi, le wali d'Oran, M. Messaoud Djari, a tenu à rassurer les habitants des bidonvilles en affirmant que le quota de logements qui leur est destiné est fin prêt. Au sujet des bidonvilles au niveau de Sidi Chahmi, de l'ex-CUMO à Es-Sénia, de Ras El Ain, le chef de l'exécutif a affirmé que la tranche de logements qui leur est consacrée touche à sa fin, signalant que les opérations de recensement se poursuivent pour l'établissement des listes des bénéficiaires et que les premières enquêtes en cours ont fait apparaître de grandes disparités entre les citoyens recensés au tout début de l'opération et les habitants qui squattent actuellement les sites sus-indiqués. Il y a quelques jours, les services de la wilaya avaient indiqué que les travaux de réalisation de 3.000 logements à Béthioua, Oued Tlélat et Benfréha ont été achevés, il y a plus d'un mois, mais que leur distribution a été retardée à cause de la finalisation des listes des bénéficiaires. Le relogement de ces familles est programmé à partir de ce mois d'avril, selon les mêmes sources. Initialement prévue pour le mois de mars,

l'opération de relogement de ces familles a été reportée au mois d'avril en cours et ce, pour permettre l'achèvement des derniers travaux d'aménagement extérieur. Il s'agit des bidonvilles de Sidi Chahmi, Ras El Ain et la CUMO. Les mêmes sources indiquent que les opérations de relogement se feront par étapes tout au long de ce premier semestre. D'autre part et selon les mêmes interlocuteurs, l'affichage des listes des bénéficiaires de logements sociaux, dans une dizaine de communes de la wilaya est programmé tout au long de ce 1^{er} semestre. Ces logements sont en totalité, en phase d'affichage des listes des bénéficiaires et il ne reste que le passage de la phase des recours pour leur distribution, à l'instar des 400 logements à Oued Tlélat, 150 à El Braya, 300 à Boufatis, 156 à Aïn El Kerma, 200 à Sidi Benyebka, 300 à Aïn El Bia, 180 à Hassi Mefsoukh et 700 à Misserghine, etc. Le retard dans l'attribution des programmes achevés des logements sociaux dans plusieurs communes de la wilaya est à l'origine de plusieurs actions de protestation des mal-logés à travers la wilaya d'Oran, notamment les habitants des bidonvilles à l'image d'Es-Sénia, Aïn El Turk, etc. L'affichage des listes de bénéficiaires des logements sociaux constitue un véritable casse-tête pour les gestion-

naires des collectivités locales de la wilaya d'Oran, car souvent confrontés au problème de l'inadéquation entre l'offre et la demande. A ce titre et selon des sources proches de la wilaya, près de 4.000 logements répartis entre une dizaine de communes, n'ont toujours pas été distribués. Il s'agit de programmes qui ont été achevés, pour certaines communes, il y a plus de 6 ou 7 années. Selon nos sources, le retard dans l'affichage des listes ne fait qu'accentuer la pression sur les services chargés de l'attribution de ces logements, car au fil des ans, le nombre de demandeurs ne fait qu'augmenter. A ce titre, nos interlocuteurs signalent que le nombre de demandes déposées dans certaines communes dépasse, de très loin, le nombre d'unités proposées à la distribution. Selon nos sources, le wali d'Oran a instruit les chefs de daïra et les maires des communes retardataires concernées, pour procéder à l'affichage des listes des bénéficiaires, dans les plus brefs délais. La décision du wali vise à accélérer le processus d'attribution de ce quota de logements dans les plus brefs délais, selon nos interlocuteurs. A ce titre et conformément à cette directive, certaines communes concernées par le programme et qui ont finalisé leurs listes, procéderont à l'affichage, en début d'année prochaine.

Enquête épidémiologique sur la Covid-19 Un taux de prévalence de 35,6% à Oran

J. B. et APS

Une enquête épidémiologique sur la prévalence de la Covid-19 dans la wilaya d'Oran, récemment menée par la direction locale de la santé et de la population (DSP), a révélé une prévalence de 35,6%, a-t-on appris du chargé de communication de la DSP, le Dr Youcef Boukhari. Menée sur un échantillon aléatoire de 1.185 personnes de différentes communes de la wilaya d'Oran, l'enquête a révélé que 35,6% des personnes sondées étaient porteuses du virus au moment de l'enquête, tandis que 21,3% avaient déjà contracté la maladie sans le savoir, a expliqué le responsable à l'APS. Pour cette enquête, on a eu recours à des tests sérologiques sanguins pouvant révéler une atteinte actuelle ou ultérieure par le virus de la Covid-19, a-t-il indiqué, ajoutant que les 35,6% des personnes infectées par le virus au moment de l'enquête ont subi des tests PCR pour confirmation des résultats et qui ont été tous positifs.

Les tests sanguins ont ainsi révélé que 21,3% ont été atteints de la Covid-19 sans le savoir. L'échantillon, composé de 587 individus (adultes et enfants), de sexe masculin et de 598 autres de

sexe féminin, a par ailleurs révélé que la commune de Benfréha présente la prévalence la plus élevée estimée à 85,5%, suivie par la commune de Hassi Bounif avec un taux de 64%. La commune d'Oran a, quant à elle, présenté une prévalence de 33,8%, alors que celle de Bir El Djir n'a pas dépassé les 10,5%, a-t-on ajouté. S'agissant du taux de prévalence général de la wilaya, estimé à 35,6%, le Dr Boukhari a souligné qu'il est encore loin de l'immunité collective, qui doit atteindre le taux de 70%, notant qu'il s'agit d'une enquête achevée vers le mois de février et que le taux risque de changer à l'avenir. La DSP locale compte poursuivre ce genre d'enquête. La deuxième est déjà prévue après la fin du mois de Ramadhan, l'objectif étant de suivre la situation épidémiologique dans la wilaya, a noté le responsable. D'autre part, plus de 3.000 citoyens se sont inscrits sur la plateforme numérique dédiée à la vaccination anti-Covid-19 à Oran et au niveau des établissements de santé de proximité (EPSP) pour se faire vacciner, a indiqué le Dr Boukhari. Le responsable a assuré que les inscrits sur la plateforme seront vaccinés, au fur et à mesure que les quotas des vaccins arrivent. Il a souligné

à ce propos qu'une importante quantité de vaccins sera réceptionnée dans les jours à venir. Oran a reçu trois quotas de vaccins, en attendant de recevoir encore d'autres doses de ce vaccin prochainement pour répondre à la demande des citoyens qui veulent se faire vacciner. Ces derniers, âgés de plus de 65 ans et souffrant de maladies chroniques, seront pris en charge dès la réception de nouveaux quotas de vaccin. Lancée par la direction de la santé et de la population (DSP), le 2 février en cours, la campagne de vaccination contre la Covid-19 a connu un engouement parmi les Oranais. Après une certaine réticence et hésitation à l'annonce du début de la vaccination, un engouement est noté chez les citoyens pour le vaccin anti-Covid-19. Une population ciblée estimée à quelque 124.000 personnes dont 70.000 travailleurs de la santé a été proposée par la direction de la santé et de la population d'Oran au ministère dans le cadre de la première phase de la vaccination contre la Covid-19. La priorité a été donnée en premier lieu au personnel de la santé, les personnes âgées, les personnes souffrant de maladies chroniques et les personnes occupant des postes stratégiques.

Lancement officiel de la formation doctorale à l'université Oran 2 La publication des articles scientifiques dans des revues «dignes» recommandée

Le recteur de l'université Oran 2, Smaïl Balaska, a insisté lundi sur la nécessité de publier les articles scientifiques exigés pour l'obtention de certains diplômes comme le doctorat dans des revues «dignes» de ce nom. «Il est impératif de choisir des revues scientifiques dignes et éviter les revues prédatrices», a souligné M. Balaska, également directeur de la Conférence régionale des universités dans l'Ouest (CRUO), à l'occasion du lancement officiel de la formation doctorale au niveau de l'université Oran 2 Mohamed Benah-

med. La formation doctorale a été officiellement lancée lundi à travers les universités de tout le pays.

Dans une intervention pour la circonstance, diffusée par visioconférence, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a insisté sur la «nécessité d'adapter la formation universitaire aux besoins de l'économie nationale». S'adressant à un parterre d'étudiants et d'enseignants universitaires, M. Balaska a, pour sa part, fait savoir qu'il existe une plateforme qui répertorie les re-

views scientifiques crédibles, en l'occurrence l'ASJP (Algerian scientific journal platform) mise en place par le Centre de recherche sur l'information scientifique et technique (CERIST), appelant les étudiants à s'y référer.

Le recteur de l'université Oran 2 a rappelé, par la même occasion, que son établissement a retenu cette année 51 candidats pour suivre un cursus doctoral dans 17 spécialités, notant que seulement 35% de ceux qui se sont inscrits au concours ont effectivement participé aux épreuves.

Rond-point de l'hôpital militaire Saisie de 788 kg de viande rouge impropre à la consommation



K. Assia

Dans le cadre de la lutte contre la commercialisation des denrées impropres à la consommation, les éléments de la brigade de la protection de l'environnement relevant du service de la voie publique de la sûreté d'Oran ont réussi à mettre la main sur une quantité de 788 kg de viande rouge. Im-

propre à la consommation, la viande était transportée à bord d'un véhicule de marque Chana au niveau du rond-point qui mène à l'hôpital militaire. L'enquête a révélé que le propriétaire n'avait pas de registre de commerce et ne respectait pas les normes d'hygiène. Le contrôle vétérinaire a indiqué que la viande était impropre à la consommation humaine.

Misserghine 624 kg de fromage saisis pour défaut d'hygiène

K. Assia

Une importante quantité de fromage a été saisie, hier, pour défaut d'hygiène par les éléments de la brigade de la protection de l'environnement relevant du Groupement de la gendarmerie d'Oran dans une unité de fabrication de fromage sise dans la commune de Misserghine. Cette opération menée en collaboration avec les gendarmes de Misserghine et les inspecteurs du commerce d'Es-Sénia a été lancée

à la suite d'informations parvenues aux gendarmes de la brigade de la protection de l'environnement. Une descente est effectuée sur les lieux et après avoir accompli toutes les formalités administratives, les gendarmes ont saisi 624 kg de fromage ne répondant pas aux normes d'hygiène. Ils ont aussi constaté que les conditions de conservation étaient inexistantes et le propriétaire de cette unité n'avait pas d'agrément sanitaire. Un dossier a été transmis aux instances concernées.

Le CRA ouvre un restaurant «Rahma» à la Médiathèque 400 repas quotidiennement pour les démunis

J. Boukraa

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) res pendant le Ramadhan. Des centaines de repas seront servis quotidiennement dans le cadre de la désormais coutumière opération de distribution de repas chauds à table, baptisée «Maïdet El Hilal», organisée chaque année durant le mois de Ramadhan. Dans ce cadre, un restaurant Rahma a été ouvert par le bureau d'Oran du Croissant-Rouge au niveau de la salle de la Médiathèque d'Oran. Les personnes démunies et les sans-abri vont devoir, durant le mois sacré, bénéficier de repas chauds qui seront servis à l'heure de la rupture du jeûne dans ces endroits qui seront aménagés à l'occasion pour servir de point de restauration, pour l'accueil de cette opération de solidarité. Près de 400 repas seront servis par jour. Durant le mois du jeûne, des personnes dans le besoin, des sans domicile fixe (SDF), ou bien des voyageurs de passage, sont confrontés à un véritable souci, celui de trouver un endroit où se restaurer et rompre ainsi une journée de jeûne. Chaque année, des restaurants de la Ra-

hma ouvrent un peu partout, gérés par des bénévoles, pour servir un plat chaud aux personnes nécessiteuses à travers les communes de la wilaya et au niveau des principaux carrefours. Comme à l'accoutumée, un important programme de solidarité en prévision du mois de Ramadhan a été mis en place par la direction de l'action sociale d'Oran. Pas moins de 84 demandes d'autorisations d'ouverture de restaurants de solidarité ont été déposées par des bienfaiteurs auprès des services de la DAS. Dans ce contexte, 77 autorisations ont été délivrées. Ces endroits seront ouverts dans plusieurs quartiers de la ville et des communes de la wilaya et offriront des repas chauds d'Iftar (rupture du jeûne), aux nécessiteux et passagers. Aussi, une commission a été mise en place pour le contrôle de la conformité de ces restaurants de solidarité (contrôle de l'hygiène, la sécurité des structures, etc.).

Ces actions caritatives traduisent l'élan de solidarité envers les couches sociales défavorisées. De son côté, la direction de la santé de la wilaya a pris toutes les dispositions préventives contre des cas d'intoxication alimentaire dans les restaurants d'Iftar collectif.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

MARZOUGUI Houaria, 64 ans, Maraval
SAÏDANI Med, 56 ans, Médioni
BENDAH Aek, 50 ans, Dar El Hayat
KHADOUM Zine, 63 ans, Oran

Horaires des prières pour Oran et ses environs

02 ramadhan 1442				
El Fedjr 05h04	Dohr 13h03	Assar 16h43	Maghreb 19h39	Icha 21h01



Aménagements sur la rocade et la route de l'aéroport Dernières retouches de relookage après la fin des gros œuvres

Lancés à l'origine dans le cadre des préparations pour les Jeux méditerranéens, les travaux d'aménagement sur le 4^{ème} périphérique et sur la RN4 ont été pratiquement menés à bout. L'on procède actuellement aux dernières retouches pour le relookage de ce circuit officiel des JM-2022 reliant l'aéroport au complexe olympique.

H. S.

D'après la fiche technique présentée par la direction des Travaux publics, ce projet qui vise l'aménagement des abords des la 1^{ère} rocade entre l'échangeur de la RN4 et le complexe olympique consiste en six lots pour un coût global de 700 millions de DA. Il était question de travaux de terrassement, assainissement, voirie, éclairage public et architectural, traitement de talus, mise en place d'un muret décoratif et réalisation d'une glissière de sécurité en béton. L'opération qui vient d'être bouclée a pour but de procurer surtout une meilleure fluidité de trafic à cette desserte périphérique, souvent mise à mal par des embouteillages occasionnels mais assez récurrents, avec à la clé la reconfiguration de son profil autoroutier 2x2 voies en 3x2 voies ainsi que l'aménagement de nouvelles bandes d'arrêt d'urgence et le traitement de giratoires existants.

La RN4, communément appelée route de l'aéroport, après le complexe sportif et ses abords immédiats, retient la plus grande attention, et partant le plus grand soin, dans les actes relevant des préparatifs pour la 19^{ème} édition des JM. Quoi de plus normal d'accorder la primauté pour la porte principale de la cité, sa vitrine. Bien loin des biais cognitifs et de la manipulation de l'image, l'idée-force du plan d'aménagement mis en œuvre par les autorités locales, c'est le développement équilibré de la ville, en forçant le trait tout de même sur ces petites parties spatiales de son territoire étendu, celles qui seront les plus en vue à l'occasion de ces joutes sportives interna-

tionales. Si l'intérêt des pouvoirs publics, en termes d'aménagement urbain et paysager, n'est certes pas circonscrit dans un petit rayon autour du QG des JM-2022 à Belgaïd, mais s'étend presque à la ville tout entière, il est néanmoins concentré sur le circuit officiel, dont la RN4 et le 4^{ème} périphérique font partie.

LES TRAVAUX D'EMBEILLISSEMENT TIRENT A LEUR FIN

L'un des axes routiers à grand flux, voire l'axe n°1 en termes de volume de trafic, et par ailleurs le segment principal du circuit officiel des JM-2022, à savoir le 4^{ème} boulevard périphérique -dit aussi la rocade- se modernise peu à peu à la faveur d'un ensemble d'opérations de travaux TP d'embellissement et de mobilier urbain routier. L'action la plus importante en termes d'impact et d'utilité est sans nul doute le projet d'élargissement de cette connexion et la reconfiguration de son profil autoroutier de 2x2 voies en 3x2 voies de part en part, avec en sus l'aménagement d'une bande d'arrêt d'urgence (BAU) ainsi que la mise en place d'une glissière de sécurité en béton. Une opération qui sera suivie prochainement par un autre acte inclus dans le même programme inscrit par la direction des Travaux publics (DTP) de la wilaya, en l'occurrence le fraissage de la chaussée en son revêtement en enrobés bitumineux sur l'axe tout entier. Une action qui fera l'objet préalablement de séances d'étude et de concertation DTP-wilaya, incluant tous les services concernés, à l'effet de trouver les me-

sures de régulation de la circulation pendant le déroulement du chantier.

ROCADE : APRES L'ELARGISSEMENT, LE REVETEMENT

Bien qu'il en ait pour cadre les préparations pour les JM-2022, ce projet d'agrandissement de la rocade dans les deux sens était devenu indispensable et s'imposait de fait. En effet, données chiffrées à l'appui, cet itinéraire le plus excentré de la métropole -après le 5^{ème} périphérique ou 2^{ème} rocade sud fraîchement mis en service- enregistrait d'année en année une augmentation soutenue du trafic automobile au point de ne plus pouvoir desservir de manière fluide aux moments de pic du flux, comme il en arrivait très souvent. La mise en jeu successivement -presque à trois années d'intervalle- de deux trémies, la première à hauteur du Millenium et la seconde au niveau de Haï Yasmine, a certes eu un effet très apaisant sur la desserte, mais cela restait plutôt partiel et bien circonscrit dans l'espace. Le vrai problème, la source des embouteillages récurrents et même des accidents à répétition, résidait dans le fait que la largeur de la chaussée était devenue disproportionnée d'avec l'écoulement automobile qui allait crescendo. Ceci, alors qu'il y avait bel et bien possibilité d'allonger d'au moins 2 mètres sur le côté droit dans les deux sens de la circulation. Pas de problème de faisabilité donc, mis à part quelques contraintes, dont certaines surgiront au cours des travaux, liées au passage de lignes électriques enfouies, notamment.

Conçu par des chercheurs de l'université Oran 1 Le projet d'agriculture intelligente obtient le label «projet innovant»

Le projet d'agriculture intelligente (SMAG) créé par une équipe de jeunes étudiants universitaires d'Oran a obtenu le label «projet innovant» dans le cadre du développement de l'agriculture en Algérie par des moyens technologiques, a-t-on appris lundi du coordinateur du groupe Nouredine Bouafia. Le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up a décerné ce label au projet d'agriculture intelligente conçu par des universitaires dans les spécialités informatique industrielle, électromécanique, électricité et agriculture, issus de l'université des sciences et technologie Mohamed Boudiaf, de l'université Oran 1 Ahmed Benbella et de l'Ecole supérieure d'agronomie de Mostaganem, a indiqué à l'APS l'universitaire Bouafia.

Ce label permettra à l'équipe innovante d'avoir toutes les facilités accordées par l'Etat dans le domaine du développement des entreprises émergentes et de bénéficier d'un financement

pour concrétiser ce projet à même de développer une agriculture intelligente utilisant les technologies pour augmenter la production en quantité et qualité en Algérie tout en rationalisant l'énergie, a relevé le coordinateur du groupe.

A travers ce projet, l'équipe SMAG, composée de sept jeunes, développe une agriculture intelligente à l'intérieur des serres dotées d'un système automatique et précis pour gérer, à distance, le climat et l'irrigation intelligente des produits agricoles, au moyen d'un tableau de bord qui permet de fournir des informations à l'agriculteur sur l'état des serres à tout moment et de systèmes de détection des maladies et parasites affectant l'agriculture, a-t-il expliqué.

Ce projet permet au groupe SMAG de développer des systèmes d'irrigation automatique des grandes aires dont les parcs et les espaces verts, de maintenance automatique des serres et autres systèmes de recherche dans le domaine agricole qui permettent aux ingénieurs agro-

nomes d'obtenir plus d'informations et de données facilement et avec précision, en plus de l'installation de systèmes d'aération, de conditionnement et de chauffage et de réparation à l'intérieur des serres. La même équipe avait lancé en 2019 le projet de concrétisation d'un système automatique dans la culture hydroponique à l'intérieur d'une serre fonctionnant à l'énergie solaire, dans le cadre d'un mémoire de fin d'études pour un diplômé en licence. En juin 2020, l'équipe a été élargie à des ingénieurs agronomes et des spécialistes en informatique et en électromécanique pour mieux gérer le projet. Fin août dernier, elle s'était lancée dans la modernisation et la rénovation de la serre multi-chapelles à l'Institut technologique national des cultures industrielles à Hassi Bounif (Oran), en vue de concrétiser le premier système intelligent de gestion de ce genre de cultures sous serres 100 pour cent algérien, a souligné le président de SMAG.

Ruée sur les magasins de vêtements Les préparatifs de l'Aïd avant même l'entame du Ramadhan



De nombreux citoyens à Oran ont déjà commencé à préparer la fête de l'Aïd El Fitr avant même le début du mois de Ramadhan et ont pris d'assaut les magasins du prêt-à-porter, a-t-on constaté. Contrairement aux années précédentes au cours desquelles la préparation de l'Aïd El Fitr se faisait aux derniers jours du Ramadhan, les familles ont préféré, cette fois-ci, anticiper leurs achats avant même d'entamer le mois du jeûne. Approchées par l'APS, plusieurs personnes ont avancé les raisons pour expliquer leurs démarches, à l'exemple de la pandémie de la Covid-19, les dépenses liées au Ramadhan et la hausse des prix des vêtements aux derniers jours de ce mois.

Des parents ont préféré consacrer un budget pour ces emplettes bien avant le début du Ramadhan, période de grandes dépenses, ont estimé certains. Une tournée à Medina J'dida, au quartier de Choupot ou au centre-ville, les badauds remarqueront de longues files de clients au sein des magasins et autres boutiques de vêtements. Les ménages et les pères de familles partent à la recherche de la bonne occasion pour satisfaire leurs enfants, devenus de plus en plus exigeants et tiennent à s'habiller selon les tendances de la mode dont les prix affichés dépassent l'entendement. Wahid, un père de 4 enfants, âgés entre 2 et 15 ans, rencontré dans un grand magasin de la rue Larbi Ben M'hidi au centre-ville, indique que «le développement de la Covid-19 est imprévisible», rappelant que l'année dernière, ses enfants ont été privés de vêtements neufs pour cause de la pandémie et des mesures de confinement décidées par les autorités. «Tous les magasins étaient fermés à l'approche de l'Aïd. Je ne pouvais pas ris-

quer de faire sortir mes enfants en pleine crise sanitaire. Tous les quatre ont fêté l'Aïd sans nouveaux habits», s'est-il rappelé.

L'EFFERVESCENCE BAT SON PLEIN

«Cette année, je n'ai pas attendu l'approche de l'Aïd pour faire les emplettes. J'en ai presque terminé avec les habits neufs pour trois de mes enfants. Il m'en reste juste un seul et le choix est difficile pour le plus grand», soutient ce fonctionnaire, décidé à ce que ses enfants célèbrent la fête dans la gaieté et avec des tenues flamboyantes. De son côté Samia, mère au foyer, rencontrée dans l'autre rue fréquentée, Mohamed Khemisti, a indiqué qu'elle a préféré faire ses achats dès maintenant, pour se consacrer aux prières durant le Ramadhan et la course contre la montre pour des achats. Au quartier mythique de Medina J'dida, véritable place commerçante incontournable pour les Oranais et les habitants des wilayas limitrophes, l'effervescence bat son plein et est remarquable dans les magasins de vêtements et de chaussures. Ce marché populaire est généralement fréquenté par les petites bourses en raison des «prix abordables affichés et à la portée de tous», de l'avis de beaucoup de citoyens.

Cette année, les ménages et les chefs de famille ont préféré renoncer temporairement aux achats des produits de large consommation, des ustensiles et autres épices pour se consacrer à l'achat des vêtements et tenues «spécial fête», selon leur propre propos. «J'ai anticipé, cette fois-ci, de peur que les effets vestimentaires soient touchés par la flambée des prix marquant le mois de Ramadhan et la période d'avant l'Aïd», a fait savoir Rabiaâ, mère de trois enfants. Cette dame, em-

ployée à la mairie, explique qu'elle doit dépenser en fonction de son budget estimé à 25.000 DA pour les vêtements de ses enfants. «Je ne peux pas les priver de la joie de l'Aïd», ajoute-t-elle.

CHACUN SELON SES CAPACITÉS

A la bourse des vêtements, c'est l'embarras du choix : on peut dénicher des articles à 1.500 DA, des robes à 3.000 DA, des chaussures à 2.000 DA. Toutefois, la qualité est souvent absente. Quant aux produits de bonne qualité, ils sont inabordable, quand on arrive à en trouver. Les centres commerciaux connaissent également la même affluente depuis quelque temps déjà avant l'avènement du mois du Ramadhan. Le centre commercial d'Es-Senia, qui abrite plusieurs marques internationales de vêtements, de chaussures et autres produits, ne désemplit pas le long de la journée jusqu'à une heure avancée, avant le début du confinement à domicile. Certaines familles préfèrent mettre le paquet et acquérir des habits de marques connues, excessivement chères, plutôt que d'«acheter des vêtements pour les jeter quelque temps après», comme ils l'ont expliqué.

«Je préfère acheter des produits de qualité sans me soucier des prix, du moment que j'ai les moyens. Je préfère de loin la qualité et je ne veux pas priver mes enfants de leurs choix», affirme Salim, cadre dans une entreprise publique, retrouvé dans un magasin d'une grande marque de vêtements pour enfants à «Es-Senia Center». Expliquant sa décision d'anticiper ces inévitables achats, il a précisé qu'il préférerait ne pas se déplacer durant la journée au mois de Ramadhan pour cause des «embouteillages monstres».

TLEMCEM

Ansej : des transporteurs réclament l'effacement de leurs dettes



Les jeunes ayant bénéficié ces dernières années de véhicules de transports (Peugeot Boxer), dans le cadre du dispositif d'aide à l'emploi des jeunes (ANSEJ), sont confrontés à des pannes fréquentes de leurs motorisations diesel et à des problèmes techniques récurrents.

Khaled Boumediene

En effet, tout le monde a dû remarquer les queues formées chaque jour devant les garages de réparation mécanique. A vrai dire, le rêve a tourné au cauchemar pour ces nombreux jeunes. «Tout est perdu pour moi et pour mon projet de transporteur public dont j'avais bénéficié auprès de l'ANSEJ en 2012 ! Mon véhicule Peugeot Boxer de 130 chevaux m'a coûté environ 243 millions de centimes, mais je n'arrive plus à travailler avec en raison des pannes répétitives ! Au début j'ai commencé à faire le transport public avec mon véhicule, mais après une année, les problèmes des pannes de turbo, de pompe à l'huile et des injecteurs ont commencé. Ces organes ne résistent pas aux contraintes plus importantes de pression d'injection et de turbo, de régime moteur et de couple, selon mes informations. J'ai ouvert le moteur après avoir circulé quelques 110 000 kilomètres. Je l'ai

ouvert deux fois et j'ai découvert que le demi-moteur du bas est de marque Ford. Celui du haut est de marque Peugeot. Mon véhicule n'est aujourd'hui qu'une épave garée devant le garage du mécanicien. Les pièces coûtent très cher, je suis devenu un chômeur embarrassé et endetté ! », se plaint Kheir-Eddine Khenafou, un jeune de Hennaya. De son côté, le jeune Nasreddine Belmahi de Tlemcen explique que « le turbocompresseur de Peugeot Boxer coûte près de 22 millions de centimes chez la maison Peugeot. Chez les vendeurs de pièces détachées, on le retrouve à 14 millions de centimes mais il n'est pas d'origine. Moi ça fait à peine 4 à 5 mois que j'ai changé un turbocompresseur et voilà je suis revenu chez le mécanicien pour remettre un autre. Si le turbo est endommagé c'est tout le moteur qui coule ! Les frais de réparation peuvent facilement aller jusqu'à 80 millions de centimes ! J'ai également changé le démarreur made in Germany après avoir roulé quelques 13 000 kilomètres. Est-il normal qu'un véhicule tout neuf commence à perdre de l'huile à seulement 6 000 kilomètres de circulation ? Ça m'est arrivé à moi ! J'ai payé près de 130 millions de centimes rien que pour les pannes. Je lance un appel au président de la République pour trouver des solutions à tous les jeunes qui sont

dans cette situation critique. Je veux une commission d'enquête ou des experts spécialisés dans ce domaine pour faire leurs constations sur tous ces types de véhicules. Je veux un véhicule sûr et de bonne qualité pour continuer à travailler ! Je ne sais vraiment pas comment faire face aux remboursements de mes dettes bancaires. Il y a aussi les frais des cotisations de la CASNOS et des pénalités à supporter, et des vidanges à faire chez le concessionnaire qui reviennent très cher ! C'est impossible de payer ces charges, c'est très lourd pour moi, car j'ai trop dépensé pour réparer mon véhicule. Je demande l'effacement de mes dettes à moi et à tous les jeunes en difficulté. Les jeunes propriétaires de véhicules utilitaires de type Volkswagen de 130 chevaux qui ont eu un problème de joint de culasse ont été tous indemnisés, pour quoi pas nous ! ». A la cité de la gare de Hennaya, une dizaine de véhicules sont garés depuis plusieurs mois devant le garage d'un mécanicien. « C'est un vrai problème qui se pose aux jeunes de l'ANSEJ qui sont dotés de véhicules de marque Peugeot Boxer pour travailler dans les transports publics. Les pièces coûtent très cher ! Ces véhicules sont fragiles et il leur faut du carburant super pour pouvoir rouler et non du gasoil », affirme ce mécanicien.

Récupération d'ovins volés

Les éléments de la Gendarmerie de Tlemcen ont récupéré 104 têtes ovines volées dans la commune de Sidi Abdelli, a-t-on appris hier auprès de la cellule de communication du groupement territorial de ce corps de sécurité à Tlemcen. L'opération a été menée suite à un appel téléphonique d'un des

éleveurs de la commune de Sidi Abdelli signalant une proposition d'achat d'un troupeau de 125 têtes de son bétail, volées par des inconnus.

Les gendarmes ont procédé à la surveillance des voies supposées être empruntées par les malfaiteurs. La fouille minutieuse des lieux proches de

cette région a permis la récupération de 104 têtes sur les 125 volées.

Les bêtes récupérées ont été restituées à leur propriétaire. L'enquête se poursuit pour démasquer les auteurs de ce vol afin de les présenter devant la justice pour répondre de leur crime, a-t-on indiqué de même source.

MOSTAGANEM

Des investisseurs «défaillants» mis en demeure

Le wali de Mostaganem, Aïssa Boulahia a annoncé lundi la création d'un guichet unique pour le retrait des documents et autorisations au profit des investisseurs.

Le chef de l'exécutif a annoncé, lors d'une rencontre de presse en marge de sa visite d'inspection dans la zone d'activités «Souk Ellil» dans la commune de Sayada, la mise en service de ce guichet unique la semaine prochaine, dans le but de lever toutes les contraintes administratives auxquelles sont confrontés les investisseurs, de mettre fin à la bureaucratie et de faciliter l'opération de retrait des documents, notamment les autorisations.

Déplorant la longue attente des investisseurs pour une simple autorisation, M. Boulahia a qualifié «cette situation d'inacceptable. «Une raison supplémentaire qui nous a obligé de créer un guichet unique, qui procède-

ra de manière quotidienne au suivi des différents dossiers et au traitement des demandes des investisseurs déposées au niveau des directions et différents services, en un temps réduit», a-t-il souligné.

«Les sorties sur site à l'occasion du salon régional de l'exportation, organisé récemment à Mostaganem, avaient pour objectif de recenser toutes les unités industrielles implantées au niveau de la wilaya et les préoccupations des industriels et investisseurs afin de leur trouver des solutions en urgence», a-t-il ajouté.

Le wali a inspecté plusieurs unités industrielles dans la zone d'activités «Souk Ellil» occupant une superficie totale de 58 hectares, dont des unités d'industrie des engrais, de recyclage des déchets en papier, de production de produits ferreux et de fabrication de cosmétiques.

Cette zone spécialisée dans les activités de production et services abrite 93 projets d'investissement dont 59 achevés, 17 autres en cours de concrétisation et en voie de lancement et 17 projets carrément à l'arrêt, selon les explications qui lui ont été fournies.

M. Boulahia a instruit les responsables concernés à mettre en demeure les investisseurs défaillants qui n'ont pas encore entamé la réalisation de leurs usines, «deux fois successives» sous peine d'annuler les contrats de concession et de récupérer les assiettes foncières de manière légale. La wilaya de Mostaganem dispose d'une seule zone industrielle (671 ha), de 11 zones d'activités (295 ha) et d'une petite zone d'activités de 3,2 ha. Sept zones d'activité ont déjà été réhabilitées et les travaux d'aménagement de celles de «Bordjia» et de «Kaouara» sont en cours, a-t-on fait savoir.

MASCARA

L'eau dessalée arrive à Bouhanifia

Une conduite raccordant les communes de Bouhanifia, Hacine et El Guetna au réseau de distribution de l'eau de mer dessalée a été mise en service dans la wilaya de Mascara. Cette conduite, réalisée dans le cadre des plans communaux de développement (PCD), dont la mise en service a été présidée par le wali de Mascara, Abdelkhalek Sayouda, contribue à mettre fin au déficit en AEP au profit des trois communes qui totalisent plus de 40.000 habitants, a-t-on indiqué. A rappeler que le niveau d'eau du barrage de Bouhanifia qui alimente les populations de ces régions a nettement baissé.

Dans la commune de Mohamadia, le même responsable a mis en service une adduction de transfert de l'eau potable pour alimenter 20.000 habitants répartis à travers 96 centres ruraux secondaires, réalisée sur une distance

de 22 kilomètres pour une enveloppe de 470 millions DA.

La station d'alimentation de la commune de Sehaïlia en eau potable à partir du barrage de Oued Taht qui contribue à l'amélioration de l'alimentation en eau potable de plus de 11.000 habitants a été mise en service le même jour.

En outre, dans la commune de Menaouer, un nouveau puits artésien a été mis en service en vue de renforcer l'AEP au profit de cette collectivité et 13 de ses villages qui sont alimentés en eau potable une fois par semaine.

Le wali de Mascara a donné, dans la commune de Tizi, le coup d'envoi des travaux de fonçage d'un puits artésien dans le cadre du programme de réalisation de 13 puits au niveau de la wilaya destinés à renforcer l'AEP au profit des communes de Mascara et de Tizi, a-t-on fait savoir.

Des voleurs de cheptel arrêtés

Belkecir Mohamed

Une bande de voleurs de cheptel a été démantelée dans la région de Mohammadia par la gendarmerie alertée par un éleveur demeurant dans une zone retirée, «Koudia El Hamra» près du douar Ouled Malek. La victime a affirmé qu'elle a été attaquée par des individus et délestée de 30 vaches qui ont été emmenées vers une destination inconnue.

Aussitôt, les gendarmes se sont rendus sur les lieux pour les investigations. Après avoir relevé des indices et obtenu des renseigne-

ments, un ratissage a été opéré et, très vite, deux individus ont été repérés. Ils étaient en train de déplacer le troupeau de bêtes à proximité de la RN 17 dans un endroit caché où ils avaient pris rendez-vous avec un autre complice, un camionneur, qui devait transporter les bovins volés vers une localité de la wilaya de Relizane. A la vue des gendarmes, le conducteur a pris la fuite. Mais, poursuivi, il a été intercepté. Les trois mis en cause ont été conduits à la brigade de gendarmerie avant d'être déferés devant la justice pour vol de cheptel et tentative d'homicide.

CHLEF

La tomate industrielle fait recette

Les prévisions des services agricoles de la wilaya de Chlef tablent, cette année, sur une hausse de l'ordre de 20% dans la moyenne de rendement de la tomate industrielle à l'hectare, a-t-on appris auprès de la structure.

«Nous prévoyons une hausse du rendement de l'ordre de 20%, comparativement à la campagne écoulée», a indiqué à l'APS, le directeur local des services agricoles (DSA), Missoum Tahri, en marge d'une rencontre régionale pour la promotion de la filière de la tomate industrielle.

Le responsable a fait cas d'une prévision de rendement de plus de 1.200 qx à l'hectare pour la présente campagne agricole, contre 750 qx/ha, l'année dernière, et pas plus de 200 qx/ha en l'an 2000.

Il a cité à l'origine de cette hausse le «développement des techniques d'irrigation agricole et de fertilisation, outre la culture de variétés hybrides de tomate industrielle, réputées pour leur haut rendement». Cette prévision en hausse a été corroborée par le président du Conseil interprofessionnel de la filière de la tomate industrielle de Chlef, Mohamed Benyamina, qui prévoit «une production de tomate abondante pour cette campagne agricole, avec une moyenne de rendement estimée à 1.300 qx/ha», a-t-il indiqué, estimant que les «températures clémentes ont grandement contribué au développement des plants de tomates dans des conditions naturelles favorables», a-t-il observé.

Il a, également, salué la décision du ministre de l'Agriculture et du

Développement rural, dernière-ment, portant sur l'affectation d'un volume de deux millions de M3 des eaux du barrage Sidi Yakoub, de la commune d'Ouled Abdelkader, à l'irrigation des surfaces de tomates industrielle, au regard du manque enregistré dans les chutes pluviales, durant cette saison, a-t-il souligné. Toujours selon M. Benyamina, la wilaya compte une surface de près de 1.500 ha de tomate industrielle, dont les propriétaires ont signé des contrats avec des unités de transformation, tandis que 500 autres n'ont pas de contrats. Soit une surface globale de 2.000 ha de tomate industrielle concentrée principalement dans la commune d'Ouled Abdelkader.

Les capacités de transformation des unités privées de la wilaya sont estimées à près de 1.340 tonnes de tomates /J, contre pas plus de 240 T/J, il y'a quelques années, selon les données fournies par la DSA. A noter que cette rencontre régionale a été organisée par l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (Onilev), avec la participation de partenaires et opérateurs du secteur des wilayas de Chlef, Tipasa, Ain Defla, et Relizane.

«Cette rencontre, inscrite au titre de la mise en œuvre des instructions émises par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, lors de sa dernière visite dans la wilaya, vise l'organisation et encadrement de la production de la tomate industrielle dans la région», a indiqué le directeur général de l'Onilev, Mohamed Kherroubi dans une déclaration à l'APS.

AIR ALGÉRIE
VOLS NATIONAUX

MERCREDI

Vol	Départ
Oran - Alger	09h50
Oran - Alger	17h00
Oran - Alger	18h50
Oran - Elbayadh	07h20
Oran - Bechar	10h05
Oran - Timimoune	11h05
Oran - H.Messaoud	15h45

Alger - Oran	09h00
Alger - Oran	09h15
Alger - Oran	18h00
Elbayadh - Oran	10h15
Bechar - Oran	14h55
Timimoune - Oran	16h10
H.Messaoud - Oran	20h45

JEUDI

Vol	Départ
Oran - Alger	09h50
Oran - Alger	13h05
Oran - Alger	18h50
Oran - In Amenas	08h00
Oran - Tamanrasset	09h00
Oran - El Oued	13h20
Oran - Adrar	15h45

Alger - Oran	09h00
Alger - Oran	18h00
In Amenas - Oran	17h15
Tamanrasset - Oran	14h45
El Oued - Oran	12h30
Adrar - Oran	19h40

VENDREDI

Vol	Départ
Oran - Alger	09h50
Oran - Alger	18h50
Oran - Timimoun	07h00
Oran - Tindouf	09h00
Oran - H. Messaoud	13h30

Alger - Oran	09h00
Alger - Oran	18h00
Timimoun - Oran	12h40
Tindouf - Oran	14h20
H.Messaoud - Oran	18h45

SAMEDI

Vol	Départ
Oran - Alger	09h50
Oran - Alger	18h50
Oran - Béchar	08h00
Oran - Annaba	13h20
Oran - Ghardaïa	14h20

Alger - Oran	09h00
Alger - Oran	18h00
Béchar - Oran	12h40
Annaba - Oran	17h00
Ghardaïa - Oran	18h10

DIMANCHE

Vol	Départ
Oran - Alger	09h50
Oran - Alger	18h50
Oran - Mecheria	08h00
Oran - Tindouf	11h05
Oran - Adrar	12h20

Alger - Oran	09h00
Alger - Oran	18h00
Mecheria - Oran	11h35
Tindouf - Oran	16h15
Adrar - Oran	18h00

TRAIN

DÉPART ARRIVÉE

-----ORAN - ALGER-----

08h00 13h00

10h00 14h09

12h30 18h00

-----ALGER - ORAN-----

08h00 13h00

10h00 14h09

12h30 17h54

ORAN - ARZEW

06h30 07h18

16h35 17h23

ARZEW - ORAN

07h25 08h14

17h30 18h18

ORAN - Aïn Témouchent

16h30 17h35

Aïn Témouchent - ORAN

07h07 08h19

ORAN - TLEMCEN

15h50 17h09

TLEMCEN - ORAN

05h40 08h13

ORAN - MAGHNIA

07h30 11h05

12h50 16h22

MAGHNIA - ORAN

08h50 12h22

14h05 17h26

ORAN - SBA

15h50 17h09

SBA - ORAN

07h01 08h13

ORAN - CHLEF

16h15 18h48

CHLEF - ORAN

06h50 09h16

ORAN - RELIZANE

16h15 17h47

RELIZANE- ORAN

06h50 08h37

ORAN - SAIDA

15h20 17h54

SAIDA - ORAN

09h05 11h41

ORAN - BECHAR

10h20 17h11

BECHAR - ORAN

06h15 13h10



Cinéma : JOSEP

► **Mercredi 14 avril à 15h00 à l'IF d'Oran**
Février 1939. Submergé par le flot de Républicains fuyant la dictature franquiste, le gouvernement français les parque dans des camps. Deux hommes séparés par les barbelés vont se lier d'amitié. L'un est gendarme, l'autre est dessinateur. De Barcelone à New York, l'histoire vraie de Josep Bartolí, combattant antifranquiste et artiste d'exception.

Cinéma : Petit Paysan

► **Judi 15 avril à 16h à l'IF Constantine**
Pierre, la trentaine, est éleveur de vaches laitières. Sa vie s'organise autour de sa ferme, sa sœur vétérinaire et ses parents dont il a repris l'exploitation. Alors que les premiers cas d'une épidémie se déclarent en France, Pierre découvre que l'une de ses bêtes est infectée. Il ne peut se résoudre à perdre ses vaches. Il n'a rien d'autre et ira jusqu'au bout pour les sauver.

Cinéma : Aïlo, une
odyssée en Laponie

► **Vendredi 16 avril à 16h l'IF Constantine**
Aïlo : une odyssée en Laponie raconte le combat pour la survie d'un petit renne sauvage, frêle et vulnérable face aux épreuves qui jalonnent sa première année. Son éveil au monde sauvage est un véritable conte au cœur des paysages grandioses de Laponie.

Cinéma : Fahim

► **Samedi 17 avril à 15h à l'IF Tlemcen**
Forcé de fuir son Bangladesh natal, le jeune Fahim et son père quittent le reste de la famille pour Paris. Dès leur arrivée, ils entament un véritable parcours du combattant pour obtenir l'asile politique, avec la menace d'être expulsés à tout moment. Grâce à son don pour les échecs, Fahim rencontre Sylvain, l'un des meilleurs entraîneurs d'échecs de France. Entre méfiance et attirance, ils vont apprendre à se connaître et se lier d'amitié.

Cinéma :
Les vacances
de l'inspecteur Tahar

► **Lundi 19 avril à 15h00 à l'IF d'Oran**
L'inspecteur Tahar et son apprenti sont invités par Oum Traki à passer des vacances à Tunis. Avant de quitter Alger, ils font halte dans un complexe touristique algérien. Là, le hasard les place sur une enquête à effectuer qui les mènera jusqu'à Tunis où il finissent par retrouver Oum Traki.

Ciné gouter : CALAMITY

► **Mardi 20 avril à 15h00 à l'IF d'Oran**
► **Mardi 18 mai à 15h30 à l'IF Tlemcen**
Réalisation : Rémi Chayé. A partir de 6 ans. 1863, États-Unis d'Amérique. Dans un convoi qui progresse vers l'Ouest avec l'espoir d'une vie meilleure, le père de Martha Jane se blesse. C'est elle qui doit conduire le chariot familial et soigner les chevaux. L'apprentissage est rude et pourtant Martha Jane ne s'est jamais sentie aussi libre. Et comme c'est plus pratique pour faire du cheval, elle n'hésite pas à passer un pantalon.

MÉTÉO

AUJOURD'HUI

DEMAIN

ORAN

Averses
Max.20-Min.14Pluie
Max.18-Min.12

MOSTAGANEM

Averses
Max.20-Min.15Pluie/Vent
Max.20-Min.13

TLEMCEN

Averses
Max.19-Min.10Pluie
Max.14-Min.7

MASCARA

Ensoleillé
Max.28-Min.17Peu nuageux
Max.29-Min.16

TIARET

Nuageux
Max.21-Min.11Averses/orages
Max.19-Min.5

CHLEF

Averses
Max.24-Min.15Pluie
Max.22-Min.12

BÉCHAR

Nuageux/Vent
Max.31-Min.16Nuageux/Vent
Max.25-Min.12

ALGER

Légère pluie
Max.16-Min.11Légère pluie
Max.16-Min.12

CONSTANTINE

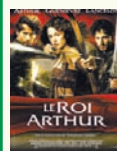
Pluie
Max.22-Min.11Légère pluie
Max.18-Min.11

ANNABA

Nuageux
Max.19-Min.12Pluie
Max.17-Min.12

CINÉMATHEQUE D'ORAN

Aflamek fi RAMADHAN



► **Mercredi 14 Avril**
-14h00 : «Siraphim Falls» de David Von Anchen. USA /2005
-16h00 : «Le Roi Arthur» de Antoine FUQUA .USA.2004.



► **Judi 15 Avril**
-16h00 : «300» de Zack Snyder. USA-Grande Bretagne/ 2006.



► **Samedi 17 Avril**
-14h00 : «Robinhood» de Ridley SCOOT. USA /2009.
-16h00 : «Adieu Bonaparte» de Youssef Chahine /France-Egypte.1985.



► **Dimanche 18 Avril**
-14h00 : «Duel au soleil» de King Vidor. USA.1946.
-16h00 : «Paysage D'automne» de Merzak Allouache



► **Lundi 19 Avril à 14h00 :**
«Le dernier des Mohicans» de Michael Mann. USA/1992.
-16h00 : «Les aventuriers de l'Arche perdue»



► **Mardi 20 Avril**
-14h00 : «Les derniers jours de Pompei» de Mario BONARD.USA/1959
-16h00 : «DZAIR» De Mehdi Tsabast.



► **Mercredi 21 Avril**
-14h00 : «Pour quelque dollars de plus» de Sergio Leone. USA/1965.
-16h00 : «Les femmes du Bus 678 » De Mohamed Diab / Egypte.2010.



► **Judi 22 Avril**
-14h00 : «Siraphim Falls» de David Von Anchen. USA /2005.
-16h00 : «Le roi arthur» de Antoine Fuqua .USA.2004.



► **Samedi 24 Avril à**
14h00 : «Mon nom est personne» de Sergio Leone/1973
-16h00 : «Pour quelque dollars de plus» de Sergio Leone /1965

COURRIER EXPRESS

EL MOUNAKASSA EL DJAZAÏR

Tél : 0560 06 95 01 / 0560 05 60 00 / 0559 70 26 61

KAZI TOURS

ALGER

-Bab Ezzaouar: 0770.91.38.06
0560.27.51.59
0560.91.40.67

-Aïn Naâdja : 0770.61.65.32
0560.27.00.09

-Gare Routière Kharrouba :
0770.34.74.21

Oran: 0770.61.65.31
0560.27.54.02
0770.33.91.32
0770.33.91.14

Saida : 0560.90.86.18
048.41.31.57

Mascara : 0560.27.05.72
0560.26.62.91

Sidi Bel-Abbès : 0560.27.52.48
0561.61.14.82

Mostaganem : 0770.94.89.73
0560.27.73.59

Relizane : 0560.27.08.41
Setif : 0770.78.13.26
0560.27.71.05

El-Eulma : 0770.89.44.64
0560.24.09.76

Constantine : 0770.97.62.02
0560.23.04.21

Annaba : 0770.91.38.03
0560.27.51.66

Blida : 0561.91.61.49

Skikda : 0561.94.86.27

Batna : 0561.93.75.34
Bechar : 0561.65.80.70

Boumerdès : 0560.27.51.59
Tipaza : 0561.95.62.30

Ligue 2 - Groupe Centre Six postulants au coude-à-coude

M. Zeggai

La première manche de ce groupe Centre s'est achevée avec la consécration du duo RCA - MOB, co-champions de la phase-aller, alors que l'USM Blida a mis déjà un pied dans l'étage inférieur. Triste réalité d'une équipe annoncée comme l'un de postulants à la première place. Côté déception toujours, il y a lieu de mettre en relief le parcours mi-figue, mi-raison de l'USMH que l'on croyait capable de confirmer son statut de favori.

QUI AURA LE DERNIER MOT ?

En tête du tableau, le podium se jouera entre les six premiers compte tenu de l'écart très minime, quatre unités, entre les deux co-leaders, le RCA et le MOB, et les deux cinquièmes, l'USMH et l'ESBA. Pour cette première partie du championnat, la palme revient au MO Béjaïa, auteur d'une belle série de onze matches sans défaite, toujours en cours. Mais la problématique pour les Crabes réside dans l'inefficacité offensive. Sept buts inscrits en onze matches joués s'avère insuffisant pour une équipe qui aspire jouer le podium. En somme, au vu des tracas qui ont secoué le club, on peut dire que la formation de Yemma Gouraya est sur la bonne voie en attendant la suite de la compétition. Pour ce qui est du RC Arba, si demain l'équipe venait à rater la première place, elle ne devra s'en prendre qu'à elle-même. Si les «Bleu et Blanc» ont réussi la performance de ramener la bagatelle de dix points, ils ont tout de même perdu huit unités à l'issue de leurs défaites face au WAB et le WRM et le nul concédé face à l'IBL. Le Widad de Boufarik, lui, n'a pas été convaincant dès l'entame de la saison, ce qui a poussé peut être les dirigeants du WAB à procéder à un changement de staff technique avec la venue de Kamel Bouhellal. L'avantage des Boufarikois est d'avoir damé le pion et tenu en échec les grosses écuries de ce groupe, mais ils ont trébuché durant les trois derniers rounds de la phase-aller où ils n'ont pris

que deux points sur neuf possibles, deux nuls contre le RCK et la JSMB ainsi qu'une défaite à Ouargla. Derrière le WAB, on retrouve la JSM Béjaïa en quatrième position, à trois longueurs du podium. Un parcours qualifié de positif en raison de la crise qui a failli coûter très cher au club. Les dernières contre-performances ont débouché sur le départ de l'entraîneur Khouda Karim, poussé vers la porte de sortie par les supporters. C'est la même situation que Djamel Menad a vécu à l'USMH, où les inconditionnels ont exigé son départ après que l'équipe n'est jamais parvenue à se débarrasser du blocage depuis le début de saison. Quatre victoires, cinq nuls et deux défaites, ce bilan n'a pas été en conformité avec les attentes du public et des moyens mis à la disposition par les dirigeants. Les Harrachis se sont «illustrés» par une flagrante passivité en concédant inutilement des points. L'USMH parviendra-t-elle à rectifier le tir lors de la phase retour ? Ex-aequo avec l'USMH, l'ES Ben Aknoun s'est avérée comme la grande révélation de ce groupe. Les joueurs de l'Etoile sont en train de réaliser une excellente saison, du moins pour le moment, après avoir brillé durant la première manche. Leur grand mérite est de jouer sans complexe et ne compter que sur eux-mêmes.

IBL - WRM - RCK - CRBT - ABS : LOIN DES ESPÉRANCES

Dans le lot des mal-classés, c'est le RC Kouba qui a surpris tous les observateurs. Logés à la neuvième place, avec le WRM, les Koubéens se trouvent aujourd'hui en position de potentiel relégables avec un parcours que l'on peut considérer catastrophique. Ce sont les conséquences de la gestion approximative. Parti pour assurer la première place, le RCK est en train de lutter pour sa survie. Bizarre, n'est-ce pas ? Pour sa part, l'IB Lakhdaria du jeune entraîneur Hocine Zekri (ex-joueur USMA), a alterné le bon et le moins bon. Mais l'Ittihad a démontré qu'il possède des dispositions intéressantes comme sa

belle victoire historique face à l'USM Harrach. Ceci prouve, si besoin est, que le team de Lakhdaria a les moyens d'assurer son maintien, principal objectif au coup d'envoi du championnat. Le WRM'sila, lui, ne s'avoue pas vaincu, depuis précisément la venue de Mohamed Henkouche à la barre technique, avec notamment cette belle série de trois victoires consécutives qui l'a propulsé de la huitième à la dixième journée, dont une chez le RCA. Cette performance a permis au Wifak de quitter les eaux troubles, ce qui est encourageant pour la seconde partie du championnat. Le CR Beni Thour, comme l'atteste son parcours actuel, est en train de faire son apprentissage dans cette division, ceci dans la perspective d'éviter d'hypothéquer ses chances de maintien. C'est dans les cordes des gars des Sudistes qui commencent à sortir la tête de l'eau. Pour ce qui est de l'A.Boussaâda, l'actuel avant-dernier au classement, si demain le club venait à quitter cette division, l'histoire retiendra que c'est en raison des conflits entre le CSA et la SSPA et leurs intérêts personnels. Après un bon début de saison, l'ABS est tombée inexplicablement vers le bas du tableau après des résultats catastrophiques qui mènent le club tout droit vers la relégation.

USMB : DROIT VERS LE MUR

Une victoire, trois nuls et sept défaites ; voilà le bilan actuel de l'USM Blida dans une division, composée essentiellement de formations de l'Inter Régions ayant profité du changement du système de compétition. Avec un tel parcours, l'USMB se dirige, sauf miracle, vers la division inférieure. Un grand nombre de points perdu à domicile face à des équipes largement à sa portée, a été fatal à la formation de la «Ville des Roses», trahie par les siens. En tout cas, l'USM Blida a été victime d'une gestion basée sur l'intérêt personnel et des considérations autres que sportives, comme l'attestent les résultats. Nous y reviendrons avec beaucoup plus de détails sur cette mascarade.

USM Alger Le Ghanéen Opoku a passé la visite médicale

L'attaquant international ghanéen, Kwame Opoku (21 ans), recruté par l'USM Alger lors du mercato, a passé, lundi à Alger, la traditionnelle visite médicale avant de signer son contrat avec le club de Ligue 1 algérienne. Dans une vidéo publiée sur le compte Facebook de la formation algéroise, on voit l'ancien attaquant l'Asante Kotoko SC passer avec succès la visite médicale au Centre national de médecine du sport (CNMS). La direction de l'USM Alger avait annoncé en mars dernier qu'un accord avait été trouvé avec

son homologue ghanéenne de l'Asante Kotoko SC pour le transfert définitif de l'attaquant Kwame Opoku qui s'engagera pour quatre ans et demi. Plusieurs médias ghanéens avaient annoncé le 10 mars l'engagement du buteur d'Asante Kotoko, Kwame Opoku avec l'USM Alger, sans dévoiler toutefois la durée du contrat.

Selon les sites spécialisés Ghana Soccernet et Footy-Ghana.com, le transfert avait été réalisé contre un chèque de 350.000 euros, précisant que le joueur a finalisé son transfert le 9 mars

après avoir signé les documents nécessaires, en ligne. Auteur de huit buts cette saison, toutes compétitions confondues, Kwame Opoku «se verra remettre une voiture personnelle à son arrivée en Algérie et percevra un mois de salaire de 15.000 euros», avait précisé Ghana Soccernet.

Kwame Opoku était également sur le radar de l'ES Sétif et du club égyptien vice-champion d'Afrique, le Zamalek, selon la même source. Pour rappel, l'USMA a déjà renforcé son secteur offensif en engageant l'attaquant du Paradou AC, Zakaria Naidji.

MC Alger Le départ d'Abdelkader Amrani est acté

La direction du MC Alger et l'entraîneur Abdelkader Amrani ont trouvé lundi un accord pour une séparation à l'amiable, a annoncé le club algérois pensionnaire de la Ligue 1 de football. Le MC Alger a également annoncé sa séparation avec les techniciens: Lotfi Amrouche et Kamel Boudjenane. «L'identité du nouvel entraîneur du MCA sera connue dans les prochaines heures», ajoute le communiqué du Mouloudia publié sur sa page officielle Facebook. Amrani, arrivé sur le banc en février dernier en remplacement de Nabil Neghiz, avait présenté sa démission

le 4 avril, au lendemain de la défaite concédée au stade olympique du 5-juillet face aux Egyptiens du Zamalek (0-2), dans le cadre de la 5e journée (Gr.D) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football. Depuis le MCA a réussi à se qualifier aux quarts de finale de Ligue des champions, après avoir arraché le point du match nul, lors de son déplacement en Tunisie face l'ES Tunis (1-1), samedi dernier. Le MCA sera fixé sur son prochain adversaire en quart de finale de la Ligue des champions d'Afrique le 30 avril à l'occasion du tirage au sort.

RC Relizane La mise en garde de Cherif El-Ouezzani



L'entraîneur du RC Relizane, Si Tahar Cherif El-Ouezzani a mis en garde, lundi, contre la poursuite par ses joueurs de la grève qu'ils ont entamée depuis une dizaine de jours, tirant la sonnette d'alarme concernant l'avenir de ce club en Ligue 1 de football. S'étant mis d'accord avec ses protégés pour reprendre le travail suite à des garanties de la part du président du RCR, Mohamed Hamri, de régler partiellement leur situation financière, les poulains de Cherif El Ouezzani ont fait faux bond. «Ca fait déjà 11 jours qu'on ne s'est pas entraînés. En restant inactifs pendant toute cette période, c'est tout le travail effectué jusque-là qui est remis en cause. Du coup, on risque d'avoir de sérieux problèmes lors de la phase retour», a déclaré Cherif El-Ouezzani. Le coach du RCR a jugé «nécessaire de remettre de l'ordre dans l'équipe avant la fin de la semaine en cours», ajoutant que «passé ce délai, la situation va empirer». Et même s'il n'a pas évoqué son avenir avec le «Rapid», le champion d'Afrique avec la sélection algérienne

en 1990 a estimé qu'aucun entraîneur ne peut exercer son travail dans de telles conditions. «Les membres de mon staff technique et moi avons rejoint ce club pour réussir un bon boulot. On savait dès le départ que les moyens manquaient au sein de cette formation, mais on n'a pas imaginé que les choses prennent une telle tournure. Nous avons un contrat moral vis-à-vis de la famille du RCR, mais que toutes les parties concernées agissent dans les meilleurs délais pour aider le club à dépasser cette situation délicate dans l'espoir de lui éviter la relégation», a-t-il insisté. Regrettant le fait d'avoir raté le «mercato» actuel, qui a pris fin dimanche, Cherif El-Ouezzani n'écartera pas aussi les répercussions négatives de cet échec sur l'équipe, «qui a vraiment besoin de renforts». Le «Rapid», qui a retrouvé cette saison la Ligue 1, a terminé à la 12e place (24 pts) la phase aller, en attendant le déroulement du reste des matches en retard de cette partie de l'exercice ce qui l'expose à perdre d'autres places au classement, du moment qu'il a joué toutes ses rencontres.

Montpellier Delort signe un record cette saison

L'attaquant international algérien de Montpellier, Andy Delort, a signé le but le plus rapide de Ligue 1 depuis janvier 2017 en trompant le gardien de l'O. Marseille Steve Mandanda dès la 28e seconde de jeu, samedi pour le compte de la 33e journée du championnat de France. C'est la onzième réalisation personnelle de la saison pour Delort. Mais ce ratio le place assez loin derrière le Parisien Kylian Mbappé, leader au classement général avec 21 buts. Si le record historique de Michel Rio réussi avec le SM Caen le 15 février 1992 avec un but inscrit après seulement 8 secondes de jeu en Ligue 1 n'a pas été inquiété ces dernières années, les joueurs

des Girondins de Bordeaux se sont révélés particulièrement performants dans ce domaine. Ainsi, Yoan Gouffran s'est montré le plus prompt à trouver le chemin des filets depuis 12 ans (saison 2007/08). Sous les couleurs bordelaises, l'attaquant a marqué dès 13 secondes de jeu le 7 mai 2012 contre l'AJ Auxerre (4-2). Soit une seconde plus tôt que deux autres Girondins : Jaroslav Plasil contre Nancy le 4 décembre 2011 (2-0) et Valentin Vada dans un derby face à Toulouse, le 21 janvier 2017 (1-0). A signaler que ces trois rencontres avaient bien été remportées par les Bordelais, bien aidés par ces ouvertures du score express.

Equipe nationale féminine Radia Fertoul supervise un effectif de 34 joueuses

La sélectionneuse nationale Radia Fertoul a passé en revue un effectif de 34 joueuses, entre anciennes et nouvelles, pour dégager une équipe compétitive, en prévision des éliminatoires de la prochaine Coupe d'Afrique des nations féminine, prévue en 2022 au Maroc, a-t-on appris lundi auprès de la Fédération algérienne de football (FAF). «La sélection féminine a été

longtemps privée de ce genre de regroupements, d'une part à cause de l'arrêt du championnat, mais aussi à cause de la COVID-19, qui avait gelé pratiquement toute activité pendant plus d'un an. C'est donc une bonne chose d'avoir eu à nouveau la chance d'organiser un tel rassemblement» s'est d'abord réjouie Fertoul. La sélectionneuse nationale a considéré également que «la

reprise du championnat national féminin est une très bonne chose pour les joueuses», car cela leur permettra de rester compétitives, et de manière régulière, même au sein de leurs clubs respectifs. Outre les éliminatoires de la prochaine CAN féminine, la sélection algérienne prépare également la Coupe arabe des nations prévue du 26 août au 16 septembre prochain au Caire (Egypte).

Ligue des champions d'Afrique Trois joueurs du CRB dans l'équipe type

Trois joueurs du CR Belouizdad figurent dans l'équipe type de la sixième journée de la Ligue des champions d'Afrique de football disputée vendredi et samedi. Les trois joueurs algériens sont: le gardien Toufik Moussaoui, le défenseur Sofiane Bouchar et le milieu offensif Amir Sayoud. Ce trio avait largement contribué à la qualification historique de leur équipe pour les quarts de finale de la Ligue des

champions grâce à sa victoire en déplacement contre les Sud Africains de Mamelodi Sundowns sur le score de 2 à 0. En revanche, aucun joueur du MC Alger, l'autre club algérien engagé en Ligue des champions, ne figure dans le onze type de la 6e journée, malgré la qualification des Vert et Rouge pour les quarts de finale après le nul décroché à Tunis contre l'ES Tunis (1-1). Outre les trois joueurs du CRB,

l'équipe type de la 6e journée est composé de: Shikabala, Marwan Hamdy et Mahmoud Hamdy (Zamalek), Issama Mpeko (TP Mazembe), Seyei Sebe Baffour (Horoya Conakry), Fiston Mayélé (Vita Club), Khama Billiat (Kaizer Chiefs) et Mohamed Ounajem (WA Casablanca). Le CRB et le MCA seront fixés sur leurs adversaires en quarts de finale le 30 avril à l'occasion du tirage au sort.

Cyclisme - Tour de Turquie Cavendish renoue avec la victoire



Trois ans après son dernier succès, le Britannique Mark Cavendish a renoué avec la victoire, en remportant lundi la 2e étape du Tour de Turquie de cyclisme à Konya. Cavendish, revenu à l'intersaison dans l'équipe Deceuninck, s'est imposé au sprint devant le Belge Jasper Philipsen et l'Allemand André Greipel, au terme des 144 kilomètres de cette étape bouclée à plus de 44 km/h de

moyenne. La précédente victoire du Britannique datait du 8 février 2018 dans la 3e étape du Tour de Dubai. Son dernier succès au niveau du World Tour remonte à la 14e étape du Tour de France 2016. A 35 ans, +Cav+ a signé le 147e succès d'une carrière qui compte notamment 30 étapes du Tour de France, 15 du Tour d'Italie et un titre de champion du monde en 2011. «Je ne me lasse-

rai jamais de gagner», a commenté le coureur de l'île de Man. «Je savais que j'avais les moyens de gagner. Patrick Lefevere (patron de l'équipe Deceuninck) a cru en moi et je pense être chanceux d'être dans cette équipe, dans cette famille». A la faveur de cette victoire, Cavendish a également endossé le maillot de leader de cette course par étapes qui se conclut dimanche prochain à Kusadasi.

Aviron - FASACK L'AG électorale reprogrammée le 15 avril

L'Assemblée générale électorale (AGE) de la Fédération algérienne des sociétés d'aviron et de canoë-kayak (FASACK), prévue initialement samedi dernier à Alger, aura lieu finalement le jeudi 15 avril (10h30) à l'hôtel du 5e juillet, a-t-on appris auprès de l'instance. «La reprogrammation de l'AGE est intervenue suite à un courrier du ministère de

Jeunesse et Sports (MJS)», indique la FASACK, précisant que le MJS a demandé «la réouverture de la candidature au poste de président». Avant le report de l'AGE, la commission de candidatures, présidée par Abdeldjalil Guerroumi, avait retenu deux candidats pour le poste de président. Le président sortant, Abdelmadjid Bouaoud et l'ancien athlète

international, Nabil Chiali. Concernant la composante du nouveau bureau fédéral, la commission de candidatures a retenu 10 dossiers. Réunis en session ordinaire le 3 avril, les membres de l'Assemblée générale de la FASACK avaient adopté à la majorité les bilans moral et financier de l'année 2020 et du mandat olympique 2017-2020.

JO-2020 Le plongeon aura son épreuve pré-olympique

L'épreuve pré-olympique de plongeon, mise un moment entre parenthèses et sous la menace d'une annulation, aura finalement lieu du 1er au 6 mai à Tokyo et servira à la fois de qualification aux Jeux et de test pour l'événement programmé durant l'été, a rapporté lundi la presse locale. En revanche, rien n'a encore été décidé pour l'épreuve de qualification olympique de natation synchronisée, initialement prévue du 1er au 4 mai à Tokyo, mais toujours dans l'attente d'une

nouvelle date. La Fédération internationale de natation (FINA) a annoncé dans un communiqué son intention de continuer à plancher sur différentes options, une décision devant être prise dans les jours à venir. Enfin, l'épreuve de qualification olympique de natation en eau libre, programmée à Fukuoka (Japon) les 29 et 30 mai, se déroulera finalement à Setubal, les 19 et 20 juin. La ville portugaise a déjà accueilli la compétition de qualification olympique en 2012 et 2016.

Handball - FAHB Labane, une réélection et des mécontents

Le président sortant de la Fédération algérienne de handball (FAHB), Habib Labane, a été reconduit lundi à la tête de l'instance fédérale, à l'occasion de l'assemblée générale électorale (AGE) tenue à Alger. Or, cette réélection n'a pas été vraiment appréciée dans le monde du handball algérien, où l'on estime que Labane n'a rien apporté à la discipline ni même aux sélections algériennes, qui peinent à retrouver le sommet. Aussi, et selon les spécialistes sur les réseaux sociaux, le mandat du bureau sortant a été «catastrophique» et les bilans ne devaient même pas être approuvés. Sur les 99 voix exprimées, la liste du candidat-président en a récolté 50, contre 33 pour celle du président de la Ligue de Béjaïa, Tahar Alloui et 16 en faveur de la liste du patron de la JSE Skikda, Yassine Aliout. Recalé par les commissions de candidatures et de recours de la FAHB, Yassine Aliout était revenu en course après avoir déposé un recours auprès de la Commission nationale de suivi du renouvellement des instances et structures sportives nationales qui a rendu son verdict dans la soirée de dimanche. «Tout d'abord, je remercie les candidats Tahar Alloui et Yassine Aliout pour leur fair-play. Aussi, je remercie les membres de l'AG qui ont voté pour moi et fait confiance à

ma personne. Même les personnes qui n'ont pas voté pour moi doivent savoir que je vais protéger tout le monde sans exception, nous devons travailler ensemble, main dans la main. J'espère que je serai à la hauteur de cette confiance», a déclaré Labane après sa réélection. Cette AGE a été marquée par des moments de tension entre quelques membres avant l'entame des travaux et à l'issue du scrutin. «Certes, les tensions sont toujours présentes dans ce genre d'élection mais maintenant, c'est fini car le plus important est l'avenir et le travail qu'on va faire ensemble. Tout le monde est appelé à tirer dans la même direction pour consolider le travail réalisé auparavant. La stabilité et la continuité sont les clés de la réussite», a-t-il ajouté. Labane a insisté dans son programme sur le professionnalisme en Algérie: «Quand j'ai présenté mon plan d'action pour ce nouveau mandat olympique, j'ai précisé que nous n'avons pas réalisé tout le programme du mandat précédent, notamment le professionnalisme. Le travail à ce sujet a été entamé et nous allons le continuer pour atteindre nos objectifs». Ce rendez-vous s'est déroulé sous la supervision du représentant du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), Abderrazak Belkadi et d'un huissier de justice.

Voile La FAV veut promouvoir le Kitesurf



La Fédération algérienne de voile, dans le cadre de la promotion de ses différentes spécialités, a décidé d'autoriser les kitesurfeurs à s'affilier à un club et de prendre une licence sportive, choses auxquelles ils n'avaient pas droit par le passé. Pour l'heure, la FAV n'a pas plus de détails à ce propos, sauf peut-être le fait qu'elle a préconisé que «le club d'affiliation doit être choisi par rapport à sa proximité de leurs sites de pratique». Autre initiative prise par la fédération dans la perspective de vulgariser cette discipline, «l'organisation imminente d'une compétition spéciale kitesurf», tout en s'appliquant à mettre

les pratiquants de cette discipline dans de bonnes conditions. La pratique du kitesurf est relativement récente en Algérie, et ses amateurs sont encore peu nombreux. Cela n'empêche que l'Algérie a déjà participé à des événements internationaux, notamment, les Jeux africains de plage, qui s'étaient déroulés du 14 au 23 juin 2019, sur l'île capverdienne de Sal. Le kitesurfeur algérien Ahmed Boudjatit y avait même remporté une médaille de bronze. Mais la fédération ne semble pas vouloir s'arrêter en si bon chemin, et souhaite dynamiser un peu plus cette discipline, avec l'espoir de réussir de meilleurs exploits à l'avenir.

Ligue des champions d'Europe Suspense garanti à Anfield et Dortmund

Battu 3-1 à l'aller, Liverpool n'a pas rendu les armes avant de recevoir le Real Madrid à Anfield, ce soir en quarts retour de Ligue des champions, comme le Borussia Dortmund d'Erling Haaland qui tentera de surmonter sa courte défaite 2-1 concédée à Manchester City. Si la «Maison blanche» de Zinédine Zidane et les Citizens de Pep Guardiola ont un pied dans le dernier carré, les jeux ne sont pas totalement faits. Les Reds et le BVB sont armés pour renverser la vapeur et rejoindre les demi-finales, dont la première manche est prévue fin avril. Le Liverpool FC, à l'histoire jalonnée de retournements de situation épiques, peut compter sur son armada offensive au complet pour rattraper son retard, de Sadio Mané à Roberto Firmino, en passant par Diogo Jota et Mohamed Salah. L'Égyptien a entretenu la flamme de l'espoir à Madrid en marquant l'unique but des Anglais. Une victoire 2-0 au retour, par exemple, serait suffisante pour se qualifier. Samedi en Premier League, l'ancien attaquant de la Roma a de nou-

veau marqué, cette fois contre Aston Villa, permettant aux Reds de briser la malédiction d'Anfield, où ils n'avaient pas encore gagné en 2021. Sevré de ses fidèles supporters à cause du Covid-19, les hommes de Jürgen Klopp devront affronter l'histoire: en Ligue des champions, jamais Liverpool n'a réussi à battre le Real, son bourreau en finale de l'édition 2018, depuis mars 2009 et un 8e de finale gagné 4-0. En face, les Madrilènes arrivent gonflés à bloc après leur succès 2-1 dans le clasico samedi contre le Barça, synonyme de deuxième place en Liga à une unité seulement de l'Atlético. Encore buteur ce week-end, Karim Benzema sera la principale menace côté Real, monstre de la C1 sacré treize fois (un record) mais encore privé de Sergio Ramos, Raphaël Varane et Eden Hazard.

HAALAND, ANOMALIE À CORRIGER

Manchester City n'a ni l'histoire ni le palmarès des Madrilènes, mais le club anglais a la même ambition avant la manche

retour mercredi à Dortmund, où il se déplace avec un court avantage (2-1 à l'aller). Les riches Citizens ont certes participé à toutes les éditions depuis 2011-2012, mais ils n'ont atteint les demi-finales qu'une fois, en 2016, une curiosité qu'ils comptent bien réparer en Allemagne. Il leur faudra néanmoins contenir le grand prodige Erling Haaland, meilleur buteur de l'édition en cours avec un total gigantesque de 10 buts en 7 rencontres. Le Norvégien de 20 ans a aussi une anomalie à corriger: jusqu'à présent, il a marqué contre chaque adversaire rencontré en C1. A l'aller, face à l'ancien club de son père Alf-Inge, l'attaquant n'a pas fait trembler les filets mais il a cependant grandement participé au but de l'espoir en livrant une passe décisive à son capitaine Marco Reus. City n'avait pas baissé la garde en Ligue des champions depuis 790 minutes. Le vainqueur de la double confrontation disputera sa demi-finale aller le 27 ou 28 avril puis le retour le 4 ou 5 mai, plus de trois semaines avant la finale programmée le 29 mai à Istanbul.

Real Madrid Florentino Perez, réélu président pour un 6e mandat

L'homme d'affaires espagnol Florentino Pérez (74 ans) a été réélu président du Real Madrid pour un 6e mandat, a annoncé le club madrilène dans la nuit de lundi à mardi, et sera à la tête de la «Maison blanche» jusqu'en 2025. «Une seule candidature a été validée par le comité électoral et en vertu de l'article 40, alinéa E, point 2 des statuts en vigueur du club, D. Florentino Pérez Rodriguez est proclamé président», a annoncé le Real Madrid dans un communiqué diffusé dans la nuit de lundi à mardi. Le comité électoral du

club madrilène s'est réuni mardi à 00h01, après avoir laissé s'écouler la journée de lundi, date limite pour présenter sa candidature pour la présidence du Real. Seule en course, la liste emmenée par Florentino Perez a été automatiquement élue et la réunion s'est terminée à 00h15, précise le communiqué du club. Il s'agit du 4e mandat consécutif pour Pérez, son 6e au total. Les grands enjeux de ce nouveau mandat de Florentino Pérez seront la finalisation des travaux de rénovation du stade Santiago-Bernabeu, la gestion des finan-

ces du club après la pandémie, et le recrutement de Kylian Mbappé et/ou Erling Haaland, les deux prodiges ciblés par le Real Madrid. Patron d'ACS, l'un des principaux groupes de construction et BTP au monde, Florentino Perez (74 ans) était redevenu président en 2009 après un premier passage à la tête du Real des «Galactiques» entre 2000 et 2006. Il a ensuite été réélu à son poste en 2013, puis en juin 2017, sans qu'aucun candidat ne se soit présenté face à lui. Au total, Perez a déjà passé près de 18 années à la tête du club merengue.

Maroc

Claude Le Roy pour remplacer Halilhodzic ?



Le Français Claude Le Roy (73 ans) démissionne de son poste de sélectionneur du Togo, non qualifié pour la CAN-2021, a-t-il annoncé lundi. «Nous ne nous sommes pas qualifiés pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations alors que tout avait été fait pour que nous y parvenions, j'en tire les enseignements et je démissionne», a expliqué le recordman de participations à la CAN, avec neuf éditions disputées. Les «Eperviers» du Togo ont terminé derniers de leur groupe de qualification à la prochaine CAN au Cameroun, décalée de 2021 à 2022 par la pandémie. Arrivé en 2016, Le Roy a dirigé

au Togo sa sixième sélection africaine, en huit épisodes (deux fois le Cameroun, deux fois la RD Congo, le Sénégal, le Ghana, le Congo et donc le Togo). Il a remporté l'édition 1988 avec les Lions Indomptables, et atteint la finale en 1986 (toujours avec le Cameroun) et les demi-finales en 1992 (avec le Sénégal) et 2008 (avec le Togo). Il a également disputé la Coupe du monde 1998 avec les Lions Indomptables. Souvent surnommé le «Sorcier Blanc», Le Roy a également entraîné en Ligue 1 (Strasbourg) et en Asie, les sélections de Malaisie, Oman et Syrie, et le club de Shanghai International (deve-

nu depuis Beijing Renhe). Il fut également le mentor d'Hervé Renard, actuel sélectionneur de l'Arabie Saoudite, qui fut son adjoint de 2001 à 2008 avant de devenir numéro un et de remporter la CAN-2012 avec la Zambie et celle de 2015 avec la Côte d'Ivoire. Selon des indiscretions, Claude Le Roy pourrait remplacer Vahid Halilhodzic au Maroc, ce dernier en conflit avec les journalistes locaux et ne bénéficiant plus du soutien de Fawzi Lekdjaâ, notamment après ses déclarations incendiaires sur le sentiment général qui règne au sein de la Fédération royale marocaine de football.

Colombie - Covid 19 Une équipe contrainte de jouer avec 7 joueurs

Le propriétaire d'une équipe de football colombienne de première division enrageait lundi contre la Ligue qui n'a pas voulu reporter le match que son équipe a dû disputer avec seulement sept joueurs disponibles, blessures et Covid-19 ayant terrassé le reste de l'effectif. Vingt-trois joueurs d'Aguilas étaient sur le flanc dimanche pour recevoir Boyaca Chico: sept étaient blessés et 16 autres ont été testés positifs au Covid-19. Le 17e du championnat (sur 19 équipes) a aligné un gardien remplaçant en défense pour faire le nombre mais n'a finalement pas pu terminer la rencontre. Face à la blessure d'un joueur qui a dû quitter le terrain, l'arbitre a été contraint d'interrompre les souffrances de l'équipe de Rionegro, dans le nord-ouest, menée 3 à 0 à la 80e minute. «Ils auraient dû accepter ma demande» de reporter le match, a déclaré le propriétaire d'Aguilas, Fernando

Salazar, dans une interview lundi à W Radio. «Cela me fait mal qu'aujourd'hui nous soyons la risée de tous et plongés dans une situation qui aurait pu être évitée». Le président de la Ligue Dimayor, Fernando Jaramillo, a défendu sa position. «Cette règle vient de l'International football association board» (IFAB), l'instance qui détermine et fait évoluer les règles du jeu, «une équipe doit aligner un minimum de sept joueurs», a-t-il déclaré à Caracol Radio. Les règles de l'IFAB stipulent en effet qu'une équipe ne peut pas évoluer avec moins de sept joueurs sur le pré mais rien n'empêche les instances dirigeantes de reporter un match face à des situations particulières. Aguilas doit encore disputer une rencontre pour sauver sa place dans l'élite et Fernando Jaramillo a déjà fait savoir que la Ligue ne comptait pas accorder de report.

Tennis - ATP et WTA Djokovic toujours leader, Barty s'accroche



L'Espagnol Pablo Carreo, vainqueur du tournoi de Marbella, s'est hissé à la 12e place du classement ATP publié lundi et toujours dominé par le Serbe Novak Djokovic. Carreo, 29 ans, atteint son meilleur classement depuis deux ans et demi, grâce à ce 5e titre glané dimanche. Ex-N.10 mondial, le natif de Gijon capitalise notamment sur sa demi-finale à l'US Open où il avait profité de 8e de la disqualification de Djokovic. En tête du classement, le Serbe est toujours leader devant le Russe Daniil Medvedev et l'Espagnol Rafael Nadal.

Chez les dames, l'Australienne Asleigh Barty domine toujours confortablement le classement WTA publié lundi, avec 1.300 points d'avance sur sa dauphine, la Japonaise Naomi Osaka. Dans le Top 20, un seul changement à noter: la Tchèque Petra Kvitová s'est emparée de la dixième place aux dépens de la Néerlandaise Kiki Bertens. La meilleure progression dans le Top 100 est à l'actif de Danka Kovinic, battue en finale par Kudermertova à Charleston: la Monténégro est désormais 65e mondiale, en hausse de 26 places.

Borussia M'gladbach Un nouvel entraîneur pour Bensebaini

La formation du Borussia Mönchengladbach s'est attachée les services de l'actuel entraîneur de Francfort, Adi Hütter pour les trois prochaines saisons, ont annoncé mardi les deux clubs. Hütter succèdera à Marco Rose, engagé par Dortmund, à partir de cet été. L'Autrichien Hütter a brillamment réussi avec l'Eintracht, qui occupe actuellement la quatrième place de Bundesliga, qualificative pour la prochaine Li-

gue des champions, avec sept points d'avance sur le cinquième, Dortmund, à six journées de la fin du championnat. Actuel huitième, l'équipe de l'international algérien Ramy Bensebaini n'est en revanche pas du tout assuré de jouer une compétition européenne la saison prochaine. Le hasard du calendrier fait que les deux clubs se rencontrent samedi (14h30) en championnat, sur la pelouse du Borussia.

AS Monaco Renseignements pris pour Ahmed Toubia

L'AS Monaco s'intéresse au défenseur international algérien qui évolue aux Pays-Bas. Selon le média belge La Dernière Heure, le club de la Principauté s'est renseigné sur le joueur du RKC Waalwijk, Ahmed Toubia (23 ans, 28

matchs et 3 buts en championnat cette saison), afin d'en faire le successeur de Benoît Badashile, dont un départ l'été prochain est très probable.

La valeur de l'international algérien, sous contrat jusqu'en juin 2023, se situe aux alen-

tours d'un million d'euros. Un prix très abordable pour les finances monégasques, mais l'ASM n'est pas seule sur les rangs, puisque Feyenoord et la Lazio Rome ont déjà entamé des discussions avec l'entourage du joueur.

Manchester City Agüero, le Barça en action



En fin de contrat en juin prochain, l'attaquant Sergio Agüero (32 ans, 9 matchs et 1 but en Premier League cette saison) va quitter Manchester City. Depuis l'annonce de son départ, l'international argentin fait l'objet de nombreuses rumeurs avec le FC Barcelone, la Juventus Turin ou encore Chelsea. Et

selon les informations du quotidien catalan Sport ce mardi, l'intérêt des Blaugrana va se confirmer avec une première proposition. Décidé à recruter l'ancien joueur de l'Atlético Madrid, le vice-champion d'Espagne en titre va donc passer à l'offensive, mais n'a pas l'intention de se ruiner. Toujours limi-

té sur le plan financier, le Barça compte séduire Agüero avec la possibilité d'évoluer en club avec son compatriote et ami Lionel Messi. Et dans le même temps, la venue du buteur pourrait permettre de retenir la Pulga, libre au terme de la saison. Faire d'une pierre deux coups...

Liverpool Pedri plaît à Jürgen Klopp

À la fin de la saison, Liverpool devra très certainement renforcer son milieu de terrain. Avec le départ de Georginio Wijnaldum et avec des joueurs comme Thiago Alcantara ou Naby Keita qui ne donnent pas encore satisfaction, Jürgen Klopp aurait coché le nom de Pedri. Le très jeune joueur du FC Barce-

lone a tapé dans l'œil du technicien allemand. Selon les informations du Mirror, Liverpool aimerait recruter dès cet été Pedri. Le jeune milieu de tout juste 18 ans, qui a déjà joué plus de 44 matchs avec le Barça, intéresse Jürgen Klopp. Mais Liverpool devra batailler pour récupérer le néo-international espagnol, qui dis-

pose d'une clause libératoire de 400 millions, mais qui est aussi considéré comme un très grand espoir au Barça. Les Blaugranas comptent bien sur l'ancien joueur de Las Palmas pour les prochaines saisons. A moins que la possible arrivée de Wijnaldum en provenance des Reds justement pousse l'Espagnol vers la sortie...

Tottenham Un triste record pour Mourinho



La cote de José Mourinho est au plus bas après la nouvelle claque reçue par Tottenham face à Manchester United (1-3). Tottenham en a été quitte pour une nouvelle désillusion. Les Spurs ont eu beau ouvrir le score peu avant la pause, ils ont finalement cédé dans les grandes largeurs (1-3) et vu la Ligue des champions un peu plus s'éloigner. Septième de Premier League, la formation londonienne accuse désormais six longueurs de retard sur la quatrième place occupée par West Ham. La situation devient donc

critique pour les Spurs et en particulier pour José Mourinho. En plus de vingt ans de carrière, le technicien portugais n'avait d'ailleurs jamais vécu une saison aussi compliquée. La défaite concédée dimanche est en effet la dixième de Tottenham en Premier League. Un triste record pour celui qui a débuté sa carrière à Benfica, puis successivement entraîné l'UD Leiria, Porto, Chelsea (à deux reprises), l'Inter Milan, le Real Madrid et Manchester United avant de rejoindre Tottenham. Sans surprise, les critiques pleu-

vent sur José Mourinho et Chris Sutton s'est montré tout particulièrement sévère avec l'entraîneur londonien. « Le Special One du passé est mort et a cédé la place à un homme frustré, troublé et irritant qui vit des gloires du passé. Le José Mourinho qui a remporté trois titres de Premier League et avait un charisme fascinant est maintenant un homme sombre et en colère contre le monde, a ainsi lancé l'ancien joueur d'Aston Villa au micro de BT Sports. Quand il est arrivé en Angleterre en 2004, c'était un homme drôle, intelligent et charismatique, qui est entré en Premier League comme un ouragan. Cet homme est parti depuis longtemps ! Le travail à Tottenham n'était évidemment pas une mince affaire, mais José Mourinho a échoué. Par exemple, Luke Shaw a eu de grandes difficultés avec Mourinho à Manchester United, mais avec Solskjær, il est fabuleux. C'est la même chose qui arrive à l'équipe de Tottenham. »

Atlético Madrid Un dégraissage de stars en vue

Leader du classement de Liga avec un petit point d'avance sur le Real Madrid et deux sur le FC Barcelone, l'Atlético de Madrid a la pression, mais reste très bien placé pour décrocher un nouveau titre national après celui remporté en 2014. Mais l'été prochain, les Colchoneros ne devraient pas réaliser un mercato de folie, même en cas de titre. Bien au contraire. La radio Cadena SER, relayée par AS, affirme en effet que c'est plutôt une importante opération dégraissage qui se prépare histoire de renflouer les caisses du club. Une grande lessive qui devrait faire parler puisque plusieurs cadres de l'équipe figurent sur la liste des joueurs prêts à être sacrifiés. Pour preuve, le premier nom à sortir est celui du milieu de terrain Saul Niguez (26 ans). Pur produit de l'Atlético, sous contrat jusqu'en 2026, l'international espagnol (19 sélections, 3 buts) était l'un des titulaires inamovibles de Diego Simeone. Mais cette saison, le natif d'Elche connaît un gros coup de mou. Autre cadre de l'équipe ma-

drilène concerné : José Giménez (26 ans). Joueur colchonero depuis 2013 et sous contrat jusqu'en juin 2023, l'Uruguayen est l'un des hommes de base de l'arrière-garde de l'Atlético. Mais il a souvent été miné par des blessures. Toujours en défense, Sime Vrsaljko (29 ans) est poussé vers la sortie. Très peu utilisé par Simeone depuis son retour de prêt à l'Inter Milan en 2019 (10 titularisations en deux ans), le Croate doit être vendu à un an du terme de son contrat pour que son club puisse toucher quelques deniers. Situation similaire pour le milieu de terrain espagnol Vitolo. Agé de 31 ans, il n'est apparu qu'à huit reprises cette saison en Liga. Quant à Lucas Torreira (25 ans), il retournera à Arsenal à l'issue de son prêt. Enfin, le média espagnol annonce qu'Alvaro Morata (28 ans) pourrait être prêté une deuxième année consécutive à la Juventus, moyennant un petit chèque de 10 M euros. Toujours au rayon des prêts, celui du Lyonnais Moussa Dembélé pose encore question.

Espagne - Racisme Diakhaby ne lâchera pas !



Le 4 avril dernier, Mouctar Diakhaby a accusé Juan Cala de lui avoir lancé des insultes racistes pendant le match entre Valence et Cadix. La rencontre avait été interrompue quelques minutes avant de reprendre son cours et la Liga a logiquement lancé une enquête. Pour l'instant, aucune preuve n'a été trouvée contre le joueur espagnol de Cadix. Pour la première fois depuis cette affaire, Mouctar Diakhaby est sorti du silence. Sur l'antenne de RMC, l'ancien défenseur de l'Olympique Lyonnais a réitéré ses accusations à l'encontre de Juan Cala, expliquant qu'il irait quoi qu'il arrive au bout de cette histoire « loin d'être finie » selon ses propres mots. « Il y a un ballon long, je protège mon gardien et là Juan Cala se met à m'insulter de « negro ». Vous avez tous vu ma réaction. Ça m'a plutôt énervé. Vous avez pu voir dans les vidéos ce qui s'est passé par la suite » explique Mou-

ctar Diakhaby sur les ondes de la radio avant de poursuivre. « Je pousse mes coéquipiers à reprendre la rencontre, parce qu'en Espagne, quand tu arrêtes un match comme ça, tu perds sur tapis vert. Du coup, je n'ai pas voulu être égoïste envers mon équipe. L'enquête n'a pas encore donné raison à Cala. Elle suit son cours. On va passer devant la fédération, un juge va essayer de résoudre cette affaire. L'histoire n'est pas finie. Je ne comprends pas cette situation, sachant les preuves qu'ils ont. Ils connaissent des indices qui sont confidentiels. Il y a des enregistrements, mais ils ne disent pas tout apparemment. Je compte aller au bout de cette histoire. Je ne suis pas fou, je ne vais pas sortir du terrain et créer une fausse polémique. Ce serait fou de faire ça ». Des propos qui confirment que Mouctar Diakhaby est déterminé à faire éclater la vérité au grand jour.

Covid Deuxième Ramadhan assombri par la pandémie



Nombre de musulmans dans le monde ont commencé mardi le mois de jeûne du ramadhan, assombri pour la deuxième année consécutive par la pandémie qui a fait un million de morts en Europe. Le ramadhan se déroulera entre restrictions sanitaires et craintes de nouvelles contaminations en particulier lors des traditionnels repas festifs de rupture quotidienne du jeûne.

En Indonésie, pays comptant la plus grande population musulmane du monde, le gouvernement a autorisé cette année les prières du soir pendant le ramadhan mais l'accueil est limité dans les mosquées à 50% de leur capacité, les fidèles devant être masqués et apporter leur propre tapis de prière.

A Jakarta, la mosquée Istiqlal récemment rénovée, la plus grande d'Asie du Sud-Est, a accueilli lundi soir des fidèles pour la première fois après un an de fermeture en raison du Covid-19.

Les responsables religieux ont invité la population à prier à la maison dans les zones où les cas flambent et plusieurs régions, dont Jakarta, ont interdit les rassemblements pour la rupture quotidienne du jeûne. Le gouvernement a interdit les déplacements traditionnels pour l'Aïd el-Fitr.

Malgré les restrictions, le ramadhan est "plus joyeux" cette année, note un habitant de Jakarta, Mohamed Fathi. "L'an dernier, nous n'avons pas ressenti du tout la joie du ramadhan".

En Egypte où les magasins arborent les traditionnels "fanous", lanternes du ramadhan aux couleurs éclatantes, les Caireotes se sont affairés lundi pour leurs derniers achats à la veille du ramadhan, négligeant souvent le port du masque ou la distanciation physique.

«NI RASSEMBLEMENTS
FAMILIAUX, NI PRIÈRES»

Selon deux études Le variant britannique n'entraîne pas plus de formes graves

Deux études publiées mardi affirment que le variant "britannique" du coronavirus n'entraîne pas plus de formes graves de Covid-19, à rebours des conclusions de précédents travaux de recherche, mais confirment qu'il est bien plus contagieux que les souches précédentes. Les auteurs de la première étude, publiée dans The Lancet Infectious Diseases, ont analysé les données de 341 malades du Covid hospitalisés à Londres entre le 9 novembre et le 20 décembre, en pleine émergence du variant 501Y.V1, désormais dominant dans une grande partie de l'Europe. 58% d'entre eux étaient infectés par ce variant, aussi connu par le nom de sa lignée, B.1.1.7, et 42%, par d'autres souches. 36% des patients du premier groupe sont tombés gravement malades ou sont décédés, contre 38% dans le deuxième groupe, ce qui suggère que le B.1.1.7 n'est pas associé à une plus grande gravité. Les chercheurs ont en revanche montré que les échantillons provenant de patients infectés par le variant contenaient en moyenne une plus grande quantité de virus, indice d'une transmissibilité plus élevée. La seconde étude, parue dans The Lancet Public Health, a analysé les données de près de 37.000 utilisateurs britanniques d'une application mobile conçue pour signaler ses symptômes du Covid, diagnostiqués positifs entre le 28 septembre et le 27 décembre.

A partir du nombre de personnes ayant rapporté des symptômes chaque semaine dans une zone donnée, elle conclut que le variant "britannique" présentait un taux de reproduction 1,35 fois plus élevé, c'est-à-dire que chaque patient contaminé infectait en moyenne 35% de personnes en plus qu'avec les souches du virus qui circulaient auparavant.

En revanche le variant n'a pas entraîné



de symptômes plus graves ou une plus grande probabilité d'avoir des symptômes prolongés ("Covid long"). Dans un commentaire portant sur la première étude, trois chercheurs du Centre national des maladies infectieuses (NCID) de Singapour soulignent que ses conclusions contrastent avec trois précédents articles, qui associent le variant "britannique" à une probabilité plus élevée de décès et de formes graves de Covid.

Ils notent que l'étude parue dans le Lancet a l'avantage d'avoir utilisé des séquençages complets du virus dans ses analyses mais que sa conclusion "rassurante"

En Tunisie, le gouvernement a dû faire marche arrière sur l'allongement du couvre-feu et revenir ce week-end à un couvre-feu à 22H00 locales et non 19H00, face à une levée de boucliers. "D'habitude après la rupture du jeûne, on sort, on se balade, on va dans la médina de Tunis, dans le village de Sidi Bou Saïd, on prend l'air, on s'invite, les enfants courent dans les rues", explique Samira Khalifi, une artiste peintre de 45 ans. "Mais cette année, on aura à peine le temps de faire un petit tour, ça va être triste, pénible", continue-t-elle, resserrant son foulard fuchsia.

Au Maroc, des restrictions pour la période (extension du couvre-feu, interdiction de fêtes et de rassemblements etc...) ont été promulguées récemment. En Syrie, où le conflit est entré en mars dans sa dixième année, le ramadhan s'annonce morose en plein effondrement économique et avec une inflation galopante. Le gouvernement n'a pas annoncé de nouvelles mesures ni de couvre-feu. En Jordanie, "ce ramadhan n'est pas comme les autres. Il n'y ni rassemblements familiaux, ni prière à la mosquée après l'iftar, ni tentes, ni tables où est disposée la nourriture pour les pauvres comme le veut la tradition", assure Rima Qabalan, une mère de famille d'Amman.

En Turquie, en proie à une troisième vague du virus, les médecins conseillent de renforcer les défenses naturelles pendant le jeûne avec des vitamines comme la vitamine D. En outre, "nous allons rester en famille, nous n'aurons pas d'invités chez nous et n'irons pas chez les autres", explique Fatih Kaymak, un habitant d'Istanbul âgé de 55 ans.

Les autorités saoudiennes ont annoncé début avril que seules les personnes vaccinées contre le Covid-19 seraient autorisées à effectuer la omra à partir du début du ramadhan.

Dubaï : ceux qui ne jeûnent pas n'ont plus à se cacher pendant le Ramadhan



Les restaurants de Dubaï servant de la nourriture durant les heures du jeûne du ramadhan ne sont plus tenus de se cacher derrière des rideaux, ont annoncé les autorités de l'émirat du Golfe. La cité-Etat, dont l'économie repose en grande partie sur les services, les loisirs et le tourisme, a cherché à relancer ces secteurs ces derniers mois en pleine pandémie de Covid-19. Et plus de 90% de ses habitants sont des étrangers dont une grande partie n'est pas de confession musulmane. "Les restaurants de Dubaï peuvent choisir de placer ou non des rideaux ou de couvrir leurs façades pour servir de la nourriture pendant les heures de jeûne", a déclaré le département de l'Economie de Dubaï (DED) dans un communiqué publié dans la nuit de lundi à mardi. Selon cet organisme gouvernemental, la nouvelle circulaire revient sur une "pratique anciennement suivie" consistant à exiger des restaurateurs de mettre en place des "rideaux ou des écrans" pour cacher la prise des repas à la vue du public.

La nouvelle règle s'applique dès le premier jour du ramadhan, mardi, a précisé cet organisme. Ces dernières semaines, Dubaï a largement ouvert ses portes aux touristes internationaux et allégé les restrictions liées au Covid-19 pesant sur les activités publiques, faisant de l'émirat une destination pour tous ceux qui à travers le monde tentent d'échapper aux confinements. La cité-Etat qui a bâti sa réputation sur le luxe de ses tours de verre ou encore ses plages privées, est considérée comme la ville la plus libérale dans une région du Golfe particulièrement conservatrice. En novembre 2020, les Emirats arabes unis, dont Dubaï est la plus célèbre des sept membres qui les composent, ont annoncé des réformes sur les législations portant sur des sujets de sociétés du quotidien. L'interdiction formelle de vivre en concubinage ou encore les restrictions sur la consommation d'alcool ont été levées, bien qu'en pratique les autorités faisaient déjà preuve d'une tolérance dans ces domaines. Véhiculer une image plus libérale et progressiste fait partie de la stratégie de communication de ce pays.

Le régulateur américain préconise «Une pause» dans l'utilisation du vaccin de Johnson & Johnson

Les autorités sanitaires américaines ont recommandé mardi "une pause" dans l'utilisation du vaccin contre le Covid-19 de Johnson & Johnson, afin d'enquêter sur l'apparition de cas graves de caillots sanguins chez plusieurs personnes aux Etats-Unis. L'Agence américaine des médicaments (FDA) "est en train d'enquêter sur six cas rapportés aux Etats-Unis de personnes ayant développé des cas graves de caillots sanguins après avoir reçu le vaccin", a-t-elle indiqué dans un communiqué.

Les Centres américains de lutte et de prévention des maladies (CDC), principale agence fédérale de santé publique du pays, se réuniront mercredi afin d'évaluer ces cas. L'agence américaine des médicaments passera ensuite en revue leurs conclusions. "Tant que cette procédure est en cours, nous recommandons une pause", a ajouté la FDA.

Plus de 6,8 millions de doses du vaccin anti-Covid de Johnson & Johnson ont déjà été administrées sur le territoire américain et ce type d'effets secondaires graves apparaît pour le moment "extrêmement rare", ont précisé les autorités sanitaires. Cette annonce survient alors que l'Agence européenne des médicaments (EMA) a indiqué la semaine dernière elle aussi enquêter sur des liens entre le vaccin de "J&J" et des cas de caillots sanguins.

Le Japon va rejeter de l'eau de Fukushima à la mer

Le Japon va rejeter dans l'océan Pacifique, après traitement, plus d'un million de tonnes d'eau provenant de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima Daiichi, a annoncé mardi le gouvernement nippon malgré l'opposition de pays voisins et des pêcheurs locaux.

Cette décision met fin à sept années de débats sur la manière de se débarrasser de l'eau issue de la pluie, des nappes souterraines ou des injections nécessaires pour refroidir les cœurs des réacteurs nucléaires entrés en fusion après le gigantesque tsunami du 11 mars 2011. Environ 1,25 million de tonnes d'eau contaminée sont actuellement stockées dans plus d'un millier de citernes sur le site de la centrale accidentée.

L'eau sera rejetée "après nous être assurés qu'elle est à un niveau (de substances radioactives, NDLR) nettement en-dessous des normes de sécurité", a déclaré mardi le Premier ministre Yoshihide Suga, ajoutant que le gouvernement japonais prendrait "des mesures" pour empêcher que cela n'entache la réputation de la région.

Une décision rapide était nécessaire car l'eau continue à s'accumuler et les limites des capacités de stockage sur place pourraient être atteintes dès l'automne

2022, selon Tepco, l'opérateur de la centrale.

L'eau destinée à être relâchée dans cette opération, qui ne devrait pas commencer avant deux ans et pourrait prendre des décennies, a été filtrée à plusieurs reprises pour être débarrassée de la plupart de ses substances radioactives (radionucléides), mais pas du tritium, lequel ne peut pas être éliminé avec les techniques actuelles.

VIVE OPPOSITION

Cette solution est très contestée par les pêcheurs et agriculteurs de Fukushima, dans le Nord-Est du pays, redoutant que cela n'affecte encore davantage l'image de leurs produits auprès des consommateurs, même si Tepco s'est engagé mardi à prendre "des mesures pour empêcher que des rumeurs néfastes ne circulent" à l'encontre de l'agriculture, des forêts, de la pêche et du tourisme dans la région. Le gouvernement "nous a dit qu'il ne rejetterait pas l'eau sans l'adhésion des pêcheurs", a déclaré Kanji Tachiya, responsable d'une coopérative locale de pêche à Fukushima, mais "maintenant, ils reviennent là-dessus et nous disent qu'ils vont rejeter l'eau, c'est incompréhensible". Plus d'une centaine de personnes ont aussi manifesté mardi devant le

Kantei, les bureaux et la résidence officielle de M. Suga à Tokyo, portant des pancartes avec des slogans contre la décision. "S'il vous plaît, arrêtez maintenant", a lancé Ichiro Tanaka, un manifestant sexagénaire, selon des propos recueillis par l'AFP. "Ne pourrissez pas Fukushima et tout le Japon avec la radioactivité" (...). "Vous avez dû décontaminer la zone après l'accident, n'allez pas répandre à nouveau la contamination". "Le gouvernement japonais a une fois de plus laissé tomber les gens de Fukushima", a réagi mardi Greenpeace, fustigeant une "décision complètement injustifiée de contaminer délibérément l'océan Pacifique". L'organisation environnementale a répété son appel à poursuivre le stockage de l'eau jusqu'à ce que la technologie permette de la décontaminer complètement. La Chine a qualifié mardi "d'extrêmement irresponsable" l'approche du Japon, qui "va gravement nuire à la santé et à la sûreté publiques dans le monde, ainsi qu'aux intérêts vitaux des pays voisins".

La Corée du Sud, qui a exprimé de "vifs regrets" après cette décision qui représente "un risque pour l'environnement maritime", a convoqué l'ambassadeur japonais à Séoul.

La Suisse remporte le titre de la plus petite monnaie commémorative du monde



Elle porte la fameuse image d'Albert Einstein tirant la langue, mais avec seulement 2,96 millimètres de diamètre, il faut une loupe pour le voir. C'est la plus petite pièce de monnaie commémorative du monde, a annoncé mardi Swissmint, qui frappe la monnaie de la Confédération.

Entièrement en or, frappée à seulement 999 exemplaires, la pièce de 1/4 de franc de valeur nominale et pèse 0,063 g.

"Ces dimensions exceptionnelles ont valu à cette pièce

de d'un quart de franc émise en 2020 d'être enregistrée au Livre Guinness des records comme la plus petite monnaie commémorative du monde", se félicite Swissmint dans un communiqué.

"Le fameux portrait d'Albert Einstein montrant le physicien tirer la langue aux personnes qui l'observent a été choisi pour figurer sur l'avvers de la pièce, car ce personnage est le symbole de la ténacité et de la patience", souligne encore l'institution qui dépend de l'administration fédérale des finances.

Le revers présente, outre la valeur nominal, l'inscription "HELVETIA" et la croix suisse. Swissmint a développé un coffret spécial muni de loupes et d'une source de lumière pour admirer la pièce, dont tous les exemplaires ont été vendus en un clin d'œil. Swissmint a annoncé un autre record inscrit au Guinness.

La pièce de 10 centimes, "utilisée et inchangée depuis plus de 140 ans" a été distinguée comme la "plus ancienne monnaie du monde encore en circulation".

Jeune noir tué par la police Minneapolis toujours sous tension

Minneapolis restait mardi sous tension après une deuxième nuit consécutive de manifestations malgré l'entrée en vigueur d'un couvre-feu dans cette ville du nord des Etats-Unis, indignée par la mort d'un jeune homme noir abattu par la police en plein procès sur le meurtre de George Floyd.

En plus du couvre-feu dans toute l'agglomération décrété par les maires des villes jumelles de Minneapolis et de Saint-Paul, un millier de soldats de la Garde nationale sont à pied d'œuvre pour empêcher de nouveaux débordements.

Une quarantaine de personnes ont été arrêtées dans la nuit de lundi à mardi et des policiers ont été légèrement blessés à l'occasion d'un rassemblement en face du commissariat de Brooklyn Center, dans la banlieue de Minneapolis, ont annoncé les forces de l'ordre, qui ont utilisé à plusieurs reprises du gaz lacrymogène. C'est à cet endroit que Daunte Wright, un Afro-Américain de 20 ans qui circulait en voiture avec sa petite amie, a été tué "par accident" dimanche, au cours d'un banal contrôle lié à des plaques d'immatriculation invalides, a expliqué la police locale. Une agente avait alors "sorti son arme à feu à la place de son Taser", un pistolet à impulsion électrique censé être non léthal, selon la même source.

Lundi soir, peu avant 21H00 (02H00 GMT mardi), près de deux heures après l'entrée en vigueur du couvre-feu, des dizaines de manifestants ont continué de brandir leurs pancartes et de scander des slogans à proximité du poste de police de Brooklyn Center, tout en s'abritant de la pluie sous des parapluies et des capuches. Ils ont nargué les policiers à travers le grillage nouvellement érigé autour du commissariat et portaient des pancartes clamant "Empri-sonnez tous les flics tueurs racistes", "Suis-je le prochain ?" et "Pas de justice, pas de paix".

Des pillages sporadiques ont également eu lieu ailleurs à Brooklyn Center, ont raconté des responsables chargés de la sécurité.



DEUXIÈME NUIT D'AFFILÉE

Des centaines de personnes se sont aussi rassemblées pour une veillée dans cette localité du nord-ouest de l'agglomération de Minneapolis. Une sculpture commémorative représentant un poing serré a été transportée du site où George Floyd a été tué jusqu'au lieu de ce nouveau drame. "Etre une personne de couleur est fatigant", a dit à l'AFP Butchy Austin, un employé de commerce de 37 ans devenu un militant depuis ce meurtre il y a près d'un an dans cette même ville de Minneapolis. "Nous voulons savoir que nous pouvons être en sécurité". Il s'agissait de la deuxième nuit d'affilée de protestations après la mort de Daunte Wright. Lundi soir, les autorités judiciaires de l'Etat du Minnesota ont transmis l'identité de la policière impliquée dans un communiqué. Kimberly Potter, une employée des services de police de Brooklyn Center depuis 26 ans, a été suspendue administrativement, ont-elles souligné.

Pour étayer ses propos sur une "mort accidentelle", le chef de la police locale Tim Gannon a présenté l'enregistrement réalisé par la caméra-piéton de la policière.

Sur ces images, on voit des agents extraire le jeune homme de sa voiture et lui passer des menottes. Celui-ci oppose alors une résistan-

ce et se rassied dans son véhicule. On entend la policière crier "Taser, Taser", pour signaler qu'elle va tirer. A la place, un coup de feu résonne. "Putain de merde, j'ai tiré sur lui", réagit alors cette dernière, tandis que Daunte Wright, mortellement blessé, démarre au volant de sa voiture qui s'écroule quelques rues plus loin.

La façon dont la policière a confondu son arme avec son taser demeure entourée de flou. Le chef de la police locale a déclaré que les policiers étaient formés pour placer les armes de poing "sur notre côté dominant et le Taser sur notre côté faible". Le président Joe Biden a qualifié lundi le meurtre de "tragique", mais a mis en garde contre toute agitation violente potentielle. "Je pense que nous devons attendre et voir ce que l'enquête montre", a-t-il déclaré. "Les manifestations pacifiques sont compréhensibles" a-t-il ajouté, se disant conscient de "la colère et la douleur" vécues par les Afro-Américains.

Ce drame a ravivé la colère à Minneapolis, qui avait connu plusieurs nuits d'émeutes après la mort de George Floyd, le 25 mai dernier, sous le genou du policier blanc Derek Chauvin. Des matches de basket, notamment de la NBA, mais aussi de baseball ou de hockey, prévus pour la soirée de mardi, ont pour leur part été reportés.

Communiqué

Ooredoo présente ses meilleurs vœux au peuple algérien à l'occasion du mois de Ramadhan

A l'occasion du mois sacré de Ramadhan, Ooredoo, entreprise citoyenne par excellence, présente ses meilleurs vœux au peuple algérien et lui souhaite Ramadhan Karim.

En cette occasion, le Directeur Général Adjoint d'Ooredoo Monsieur Bassam Al Ibrahim a déclaré : » Nous

sommes très heureux de partager avec les Algériens l'ambiance de piété et de solidarité qui règne pendant le mois sacré du Ramadhan et nous leur souhaitons une bonne santé et beaucoup de succès et de prospérité. Nous prions Allah d'accepter notre jeûne, nos prières et nos bonnes

actions. » Ooredoo réitère en ce mois de miséricorde son grand attachement et son soutien continu aux causes humanitaires et renouvelle son engagement à accompagner les Algériens avec les meilleurs offres et services innovants tout au long du mois de Ramadhan.

Droits des migrants Une militante espagnole «violemment» expulsée par le Maroc



La militante espagnole des droits des migrants, Helena Maleno, a affirmé lundi avoir été "expulsée violemment" du Maroc, où elle vit, et accusé les autorités marocaines et espagnoles de harcèlement.

Mme Maleno est fondatrice de l'ONG espagnole Caminando Fronteras, qui vient en aide aux migrants en difficulté en permettant aux secours de les localiser au large des côtes espagnoles. Au cours d'une conférence de presse à Madrid, la militante de 50 ans a affirmé que les autorités marocaines l'avaient empêchée de rentrer le 23 janvier dans le pays, où elle vit depuis près de 20 ans, et l'avaient fait monter dans un avion pour Barcelone depuis Tanger. "J'ai été violemment expulsée (...) La police m'attendait à l'aéroport de Tanger, je ne savais pas ce qui se passait", a-t-elle raconté à la presse, affirmant que ses papiers lui avaient été confisqués et qu'on l'avait empêchée de boire de l'eau ou de prendre ses médicaments dans le cadre d'un traitement "humiliant".

La militante a par ailleurs fondé en larmes en racontant avoir dû être séparée de sa fille de 14 ans pendant plus d'un mois. Mme Maleno, soutenue par nombre d'ONG, de politiciens ou d'acteurs comme la star espagnole Javier Bardem, a fait l'objet d'enquêtes ces dernières années en Espagne et au Maroc. En 2019, la justice marocaine avait classé sans suite une enquête pour trafic d'êtres humains en lien avec sa lutte contre les naufrages de migrants en Méditerranée. Une première procédure à son encontre avait été classée sans suite en Espagne en avril 2017 après que la police espagnole avait remis au parquet un rapport faisant état de ses possibles liens avec une "organisation criminelle". Mais, malgré ces décisions de justice en sa faveur, elle affirme avoir continué à être victime de harcèlement depuis.

"Depuis avril 2020, moi et ma famille avons été victimes de 37 attaques et je tiens les gouvernements espagnol et marocain responsables", a-t-elle poursuivi en leur demandant "de stopper

cette persécution". Elle assure notamment que la porte de son domicile marocain avait été forcée à trois reprises ou qu'elle avait été suivie. "Le cas de Helena est malheureusement l'exemple typique de ce qui peut arriver à toute personne défendant les droits (des migrants) aux frontières de l'Union européenne", a déclaré Maria San Martin, de l'ONG basée en Irlande, Front Line Defenders. L'Espagne est l'une des portes d'entrées des migrants dans l'UE. Alors que l'Europe a passé des accords avec plusieurs pays dont le Maroc pour lutter contre l'immigration illégale en Méditerranée, la route migratoire vers l'archipel des Canaries, extrêmement dangereuse, est l'une des routes privilégiées.

L'an dernier, 23.023 migrants sont arrivés aux Canaries, un chiffre huit fois supérieur à celui de 2019 et depuis le début de l'année, le flux des arrivées ne s'est pas tari. Selon l'ONG de Helena Maleno, 1.851 personnes sont mortes l'an dernier en tentant d'atteindre les Canaries.

Le «plus grand lapin du monde» volé en Angleterre



La police britannique a lancé un appel à témoins après le vol en Angleterre du "plus grand lapin du monde" répertorié par le livre Guinness des records, dont la propriétaire offre une récompense pour le récupérer.

Selon les forces de l'ordre, Darius, lapin continental de 1,29 mètre de long, a été dérobé dans son enclos,

situé dans le jardin de ses propriétaires à Stoughton, dans le Worcestershire, dans la nuit de samedi à dimanche.

Sur Twitter, sa propriétaire Annette Edwards a promis une récompense de 1.000 livres sterling (1.150 euros) pour son retour, précisant que l'animal - âgé de 11 ans selon la presse britannique - est trop âgé pour la reproduction.

"Chaque animal est un individu qui n'est pas remplaçable", a déclaré au journal Daily Telegraph Mme Edwards. Selon sa propriétaire, en raison de son âge, Darius a un régime alimentaire spécial sans lequel il risque de mourir. Il a été déclaré "plus grand lapin en vie" en 2010, selon le site des records Guinness.

APARTEMENTS

■ A vendre Appart F5 au 1er étage avec Gde Cour et 2 entrées - Acté - Environ 170 m² - Au centre-ville d'ORAN à 50 m de Larbi Ben M' hidi à côté Hôtel d'ORAN - Tél : 0553.28.92.71 - 0698.90.40.29

■ Loue : F2. 4ème Zitoune. 2,7 U / F2. 4ème Millénium. 2,5 U / F3. 1er. Belgaid. 3 U / F3. 1er.Torro. 3 U / F3. 5ème. Akid. 3 U / F3. 4ème. Meublé. Haï Sabah. 4 U - Vends F3. 4ème. Seddikia. 860 U - Tél : 0779.16.15.82 - 0795.35.32.60

■ Loue : F3 Rue Lourmel. 1er (2,5 U) - Bureau 31 m² Rue la Remonte. 1er (3 U) - F3 + Box Bd des Lions. 4ème (6 U) - F2 Rue Cavaignac. 2ème (2,5 U) - F1 St Pierre. RDC (1,5 U) - F1 à Coca. 1er (1,5 U) - AG. " ABDALLAH " - 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

■ A vendre ou Echange un Appart F3 au RDC à HASSI AMEUR contre Appart ou Local à ORAN - Tél: 0555.94.40.80

VILLAS

■ A vendre Maison de Maître à Sananès - ORAN - 150 m² - Façade 13 m - R+1 / RDC : Garage avec rideaux électriques pour 2 voitures - Cuisine - SDB - Gd Salon / 1er : 4 Pièces - Terrasse Acté + L/F - Tél : 0782.47.10.32 - 0556.98.80.62

EMPLOIS

■ Société de Taxi recrute des Chauffeurs de Taxi diplômés - Tél: 0560.900.122

■ Ets à ORAN cherche : Vendeurs en meuble + montage (30 et 40 ans) + Poseur de meuble pour montage et démontage 3 fois/semaine (ambulant) et Femme de ménage (48 à 55 ans) 3 fois/semaine - Tél : 0774.71.38.35

■ Femme 40 ans, expérience 10 ans dans le traitement des dossiers de soumission - Remplir les cahiers des charges - Tél : 0658.32.70.51

■ Sté privée à Oran recrute des agents commerciaux/ administrateurs : maîtrisant Français et Anglais + diplôme informatique. (requis) envoyez CV à : recrutement.abone@gmail.com

■ Atelier de couture, à Oran Choupot, recrute couturier point droit en couture traditionnelle, exp et diplôme - tél : 0549.82.77.89 ou envoyez CV par e-mail : goldenfalcon.trade@gmail.com

■ Atelier de couture cherche des Ouvriers de couture, de broderie et l'entretien des machines avec expérience / Logement disponible à Es-Sénia - ORAN - Tél : 0560.20.28.88

VEHICULES

■ Achat véhicules accidentés, en panne ou d'occasions légers et lourds Tél : 023.24. 33. 83 / 0550. 59. 03. 60 / 0771. 39. 49. 82

TERRAINS

■ A vendre Terrain Agricole de 11 Hectares sur Route Nationale AÏN LARBAË (El Araba) - AÏN TEMOUCHENT - Acte + Livret foncier - Façade de 650 m au bord de la route - Tél : 0782.47.10.32 - 0556.98.80.62

LOCAUX

■ Vends ou Echange Hôtel de 600 m² composé de 33 Chambres + 2 Apparts + 2 Locaux au centre-ville d'ORAN contre Gde Villa standing à ORAN + complément - Etudie toutes propositions - Tél : 041.36.16.43 - 0552.58.43.72

DIVERS

■ Vous entendez mais vous ne comprenez pas bien, vous augmentez le son de la télé, vous faites répéter quand on vous parle : Test auditif gratuit chez AUDIOLEF LAZOUNI -Tél : 0560.47.00.23 Oran - Tlemcen - Saïda - Mascara - Relizane - Médéa

PENSÉE

Une pieuse pensée à ma très chère maman

Hadja Hilma

Déjà une année que ton grand cœur a cessé de battre et ma douleur est toujours là béante comme si c'était hier. 365 jours maman on n'a pas parlé. 365 jours que je ne t'ai pas prise dans mes bras. 365 jours que je n'ai pas senti ton odeur et ton parfum. Mama tu étais une brave femme, gentille, polie, respectueuse, adorable aimable et surtout mère poule. Tu es partie en douceur pour un monde meilleur.

الله برحمتك ا ما
ملقانا الجنة بآذن الله
Nawel qui t'aime et t'aimera plus que tout au monde

Maître HABIB BENYKHLEF
Commissaire-priseur près le Tribunal de Mascara
37, Rue Menaouer Djebbar - MASCARA
Tél : 045-72-47-05 / 07.70.18.22.07

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES RESTREINTES

A la demande de l'EPE ALGERIE TELECOM S.P.A. Direction Opérationnelle de Mascara on met à la vente aux enchères restreintes des lots suivants sis à son Parc - Rue Ahmed Bénali - Mascara :
Lot n° 01 : Chutes de Câbles cuivre - **Lot n° 02** : Matériel Energie - **Lot n° 03** : Aluminium (Mischler) - **Lot n° 04** : Lot de Ferraille - **Lot n° 05** : Pneus usagés - **Lot n° 06** : Bois - **Lot n° 07** : Matériel Informatique.

- Date de dépôt des plis le : 28/04/2021 à 09 h 00 mn au Bureau du Commissaire-priseur.

- Date de l'ouverture des plis le : 28/04/2021 à 12 h 00 mn au siège de l'EPE ALGERIE TELECOM S.P.A.

Conditions d'admission : la vente aux enchères restreintes sera ouverte uniquement aux adjudicataires transformateurs et producteurs nationaux disposant des capacités industrielles installées.

N.B. :

- Cahier des charges obligatoire à retirer auprès du Bureau du Commissaire-priseur contre la somme de 2.000,00 DA avec un bon d'autorisation de visite.

Conditions de vente : habituelles.

Le commissaire priseur

2

10.15 Les Z'amours
10.50 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal 13h00
12.55 Ça commence aujourd'hui
15.15 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
17.00 Tout le monde a son mot à dire
17.35 N'oubliez pas les paroles
18.45 Météo 2
19.00 Journal 20h00

20.05 Mon frère bien aimé



Téléfilm dramatique - France - 2016
Avec Olivier Marchal, Michaël Youn, Natacha Lindinger, Elsa Lunghini
Etienne Leroy s'est appliqué à protéger son petit frère Mathias depuis la mort de leur mère, survenue lorsqu'ils étaient enfants. Il a repris la petite conserverie paternelle afin que Mathias puisse faire de brillantes études. Il est aujourd'hui fier de la réussite de Mathias, qui dirige les chantiers navals de Saint-Nazaire. Mais un soir, ce dernier explique à Etienne qu'il a accidentellement tué sa jeune maîtresse et lui demande de l'aider à cacher le corps.

3

09.48 Ensemble c'est mieux !
11.25 12/13 : Journal national
12.55 Rex
15.15 Des chiffres et des lettres
16.00 Slam
16.45 Questions pour un champion
18.30 19/20 : Journal national
18.55 Ma ville, notre idéal
19.00 Vu
19.20 Plus belle la vie
19.45 Tout le sport
19.55 Ma maison de A à Z
20.00 Météo

20.05 La carte aux trésors



Présenté par Cyril Féraud
Chloé et Thibault partent sur une zone de jeu allant de Bayonne à Gabat au Pays Basque, en passant par Salies-de-Béarn, Navarrenx, Sauveterre-de-Béarn et Aramits. Pour trouver la Rose des vents qui conduit au trésor d'un montant de 5 000 euros, les candidats doivent résoudre quatre énigmes dans un jeu de piste géant. Il les emmène à la découverte des secrets du jambon de Bayonne, dans les gaves, théâtre d'un étonnant voyage des saumons puis sur les chemins de la transhumance, dans les pâturages d'altitude. Une initiation aux jeux béarnais et à la force basque conclut le jeu.

4

10.55 Hé, Ouia-Ouia
11.40 Sam le pompier
12.30 C'est toujours pas sorcier
13.00 1, 2, 3... Lumni !
14.20 ASKIP, le collègue se la raconte
15.50 Ninjago
16.40 Les as de la jungle à la rescousse
18.10 Il était une fois... les découvreurs
19.05 Une saison au zoo

20.05 Les maîtres du rail



Mathieu Barreau, ingénieur et enseignant en génie mécanique, enquête sur des visionnaires portés par l'ambition de devenir les maîtres du rail. Il dresse le portrait d'inventeurs capables de surmonter les défis techniques pour concevoir des machines toujours plus puissantes. De la Grande-Bretagne, berceau du chemin de fer au XIXe siècle, aux Etats-Unis - pour revivre l'histoire du premier transcontinental à l'époque de la mythique Conquête de l'ouest -, ce documentaire retrace l'histoire du train et du rail.

5

10.45 La quotidienne
12.05 Passage des arts
12.40 Le magazine de la santé
13.35 Au bout c'est la mer
14.10 Les quatre saisons du Yorkshire
14.55 Japon, le retour aux sources
15.55 C Jamy
16.30 C à dire ?!
16.45 C dans l'air
18.00 C à vous
19.00 C à vous la suite
19.20 Passage des arts
19.50 La grande librairie
21.25 C ce soir
22.35 C dans l'air

arte

10.20 Les parcs nationaux slovaques
11.50 Arte journal
12.35 Bandits, bandits
14.35 Le monde secret des chats
15.30 Invitation au voyage
16.15 X-enius
16.45 A la rencontre des peuples des mers
17.15 Au coeur de l'Australie sauvage
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.51 Tu mourras moins bête
19.55 Amanda
21.40 L'humour aux temps du corona
22.35 Ielnia : La petite ville de la grande guerre patriotique

TF1

09.30 Crimes
14.00 Si près de chez vous
15.15 Les vacances des Anges 4
18.10 Modern Family
20.05 Blacklist

C 8

09.30 Tiny House : mini maison sur mesure
11.45 William à midi
13.20 Inspecteur Barnaby
17.10 Le 6 à 7 avec Casta
18.10 TPMP
20.15 Hier, aujourd'hui et demain
22.30 Nous nous sommes tant aimés



OCS MAX 19.40

BAD BOYS FOR LIFE

Film d'action - Etats-Unis - 2020
Avec Will Smith, Martin Lawrence, Joe Pantoliano, Paola Nuñez
Les rues de Miami sont agitées car Marcus et son collègue Mike roulent à une vitesse démesurée afin de se rendre à la clinique où Megan, la fille de Marcus, vient de donner naissance à son premier enfant. Pendant ce temps, Isabel Aretas, une criminelle, s'évade violemment d'une prison mexicaine et retrouve son fils Armando, à qui elle fait promettre de venger son père. Le jeune homme se rend immédiatement à Miami et commence une croisade sanglante, dont l'une des cibles n'est autre que Mike.

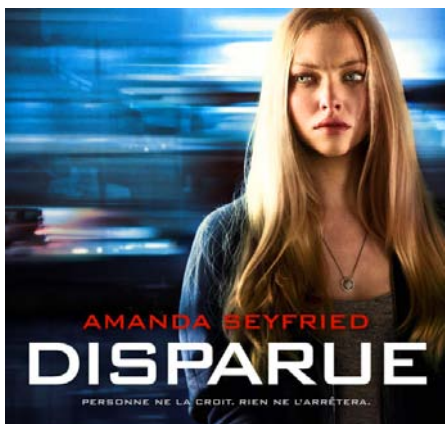
RTL9 19.50

L'OËIL DU MAL



Thriller - Etats-Unis - Allemagne - 2008
Avec Shia LaBeouf, Michelle Monaghan, Rosario Dawson, Michael Chiklis
Fâché avec sa famille, Jerry Shaw peine à payer son loyer. Un jour, en rentrant chez lui, il découvre que son appartement est bourré d'armes et d'explosifs. Quelqu'un cherche à le faire passer pour un terroriste. Aidé par une mystérieuse voix qui le contacte sur son portable, il réussit à s'enfuir de la salle d'interrogatoire du FBI et croise le chemin d'une inconnue avec qui il va devoir collaborer.

CINE + FRISSE 19.50
DISPARUE



Thriller - Etats-Unis - 2012
Avec Amanda Seyfried, Daniel Sunjata, Jennifer Carpenter, Sebastian Stan
Jill vit à Portland avec sa jeune sœur Molly et travaille comme serveuse. Un jour, elle découvre que cette dernière a disparu. Jill est persuadée qu'elle a été enlevée par un serial killer, l'homme qui l'avait elle-même agressée un an plus tôt et auquel elle avait échappé de justesse. Sauf que la police ne croit pas à son histoire, comme elle n'y avait pas cru la première fois. Jill décide d'enquêter de son côté.

TÉLÉVISION

TF1

20.05 The Resident



Série dramatique - Etats-Unis - 2020
Saison 3 - Episode 11/20

- Question de gravité
Avec Matt Czuchry, Emily VanCamp, Manish Dayal, Shaunette Renée Wilson
Mis à la porte de l'hôpital, Conrad passe un entretien mais l'établissement où il postule est loin de lui plaire. Dans le même temps, Chastain, Devon reçoit deux nouveaux internes et Nic prend en charge Finn, un auteur qu'elle connaît bien. Les nouvelles ne sont pas bonnes. La santé de l'écrivain se détériore. Finn confie alors à Nic qu'il a toujours rêvé de faire un voyage dans l'espace.

6

20.05 Top Chef



Saison 12 - Episode 10
Présenté par Stéphane Rotenberg, Philippe Etchebest, Hélène Darroze, Paul Pairet, Michel Sarrau
Sept candidats sont encore en lice, pour cette dixième semaine de concours. Pour la première épreuve, ils doivent réaliser une sauce qui transcendera un simple blanc de poulet. Ils seront notamment jugés par Arnaud Döckele, chef triplement étoilé et spécialiste des sauces, qu'il compose comme un nez imagine un parfum.

CANAL+

20.06 Escape from Pretoria



Thriller - Grande-Bretagne - Australie - 2020

Avec Daniel Radcliffe, Ian Hart, Daniel Webber, Nathan Page
Militants anti-apartheid blancs, Tim Jenkins et Stephen Lee sont arrêtés dans la rue après une action. Tim est condamné à 12 ans de prison et Stephen à 8 ans. Ils sont incarcérés à la prison politique de Pretoria. Là, ils font la connaissance de Denis Goldberg, activiste, qui leur explique la vie derrière les barreaux et tente de les dissuader de chercher à s'évader.

PLANETE +

08.07 Les combattants du ciel
09.02 Histoire interdite
10.33 La vie de Jésus
12.55 Espace, l'odyssée du futur
14.56 Les Présidents et l'humour
16.10 C'était mieux avant ?
18.11 Ma virée en Russie
19.05 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
19.55 C'était mieux avant ?
21.52 Faites entrer l'accusé

TFX

08.50 Mamans & célèbres
10.50 Clap !
11.20 Super Nanny



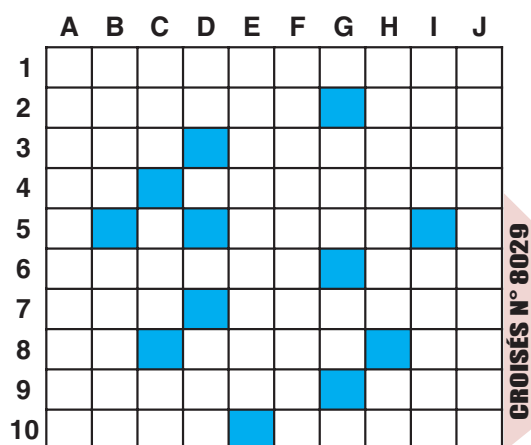
15.00 Mamans & célèbres
17.00 La villa des coeurs brisés
19.00 Friends
20.05 Maman, j'ai raté l'avion!
22.00 Un flic à la maternelle 2

W9

08.00 W9 Hits
09.10 Le hit W9
10.00 HDM : L'hebdo de la musique
11.45 Météo
11.50 NCIS
15.40 Un dîner presque parfait



17.50 Les Marseillais à Dubaï
20.00 Météo
20.05 Les 30 ans du Top 50



Horizontalement:

- Nées coiffées.
- Matériel. Branque populaire.
- Infirmes. Interdire.
- Symbole du 55. Geai bleu.
- Egalité en cours.
- Entre hautes et basses mers. Tiercé dans le désordre.
- Chaleur !
Fis une compression.
- Infinitif. Dur. Occupe une place dans la pensée.
- Va comme une dératée. A des éclats dangereux ou pas.
- Distincts.
- Se donnent en spectacle.

Verticalement:

- Formation en calcul.
- Clos par nécessité.
- Objet de taille.
- Tournée à la grecque. Reste comprimé. Conjonction.
- Montée dans le vent. Champ de mars.
- Pascal en a fait un pied de nez à la face du monde !
- Places.
- Ancien roi du swing. Police.
- Libelles.
- Ton de l'autre genre.
- Un de Troie ! Espèce d'ongulé !
- Métalliers.



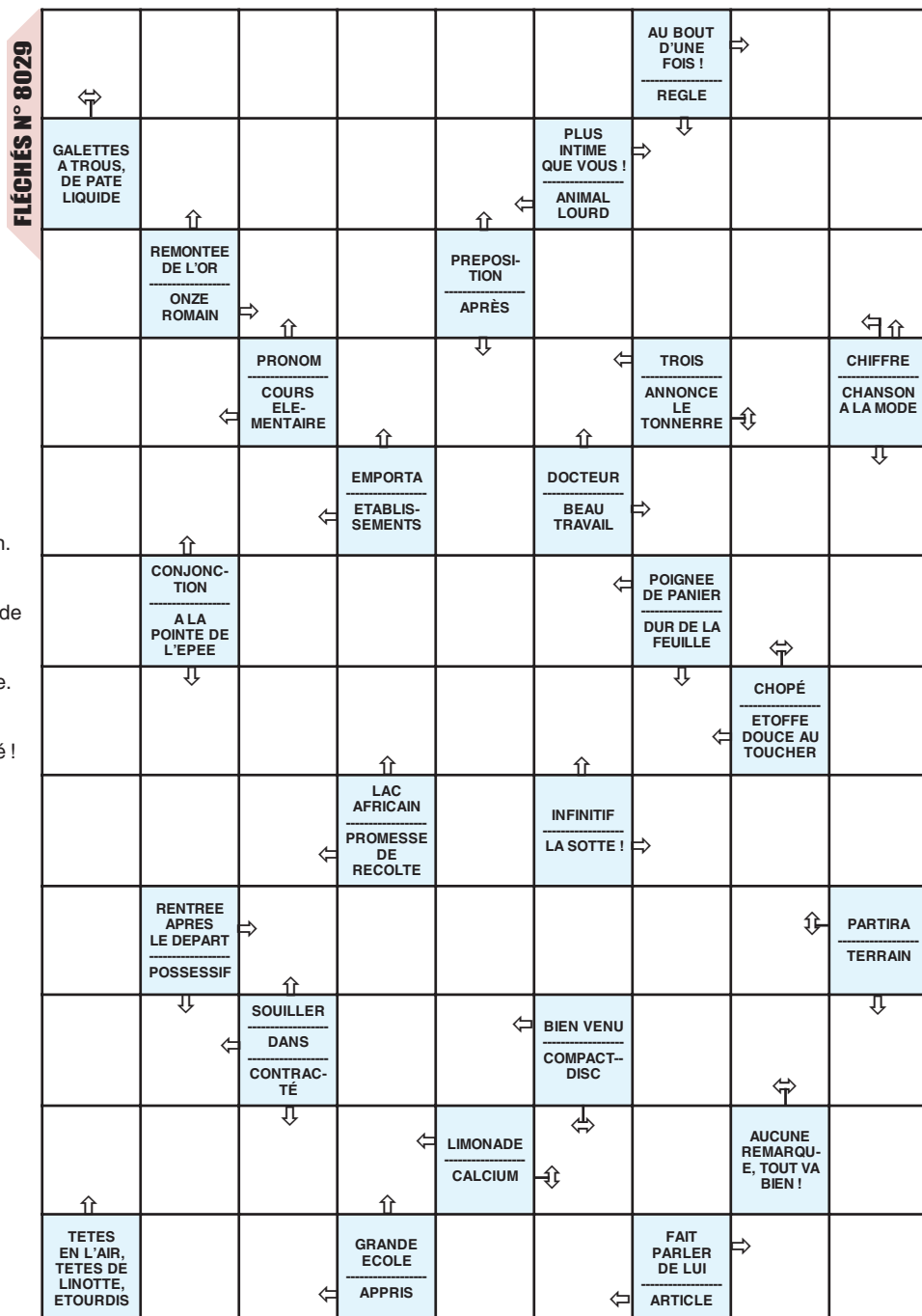
AVIS - BARRAGE - BONUS - BORNAGE - CARNET - CHEF - CHOSE - EBENE - ECOLE - ECRABOUILLER - ENVIE - FACETTE - FACHER - FAON - FOND - FORTIFICATION - FOSSETTE - GENTILHOMME - GERBOISE - GITE - GLOUTONNEMENT - GODILLOT - HANTISE - HERRISON - INTRIGUE - MERCERIE - MOULE - OFFRANDE - ONAGRE - ROSEE - ROUTE - SOCLE - SONORITE - SOURCE - TENTACULE - TOURNÉE - UNITE - VISIBILITE - VOTE.

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er soupa.
- Mon 2e est un insecte qui vit dans les tissus.
Mon tout est un explosif.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
O	G	D										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

18	1	15	14	13	2	4	5	7	8
1	6	13	4	2	7		4		1
4	13	2	7		10	13	8	7	6
8	5	1	12	19		12	9		9
5	8	9		7	4	3	5	11	7
3	1		3	6	1	5	9	7	
7	4	18	6	7		9	12	6	18
6		6	13	8	13	5	9		13
13	10	7	14		15	16		14	2
17	12	9		17	5		13	6	7
10		7	2	1		15	5	7	
7	12	8		7	3	7	4	9	7
	6		6	12	5	4	7	7	8
18		8	1	16	9		8	7	8
11	13	10	5	8	7	8		8	7

Jeux proposés par Chérifa Benghani



FLECHES N° 8029

FOUILLIS N° 8029



10 ERREURS

LES SOLUTIONS

CROISÉS N°8028

F	L	I	B	U	S	T	I	E	R
A	U	B	E	R	G	I	S	T	E
C	E	G	A	G	A	N			
U	N	A	T	U	R	E	L	S	
L	I	S	I	E	R	E	E		
T	E	E	E	S	T	I			
A	N	E	M	I	E	S	R	G	
T	A	T	E	R	E	L	A	N	
I	E	N	T	E	A	M	E		
F	A	S	T	E	O	S	E	R	

SUDOKU N°1028

5	6	4	2	7	9	8	3	1
8	1	7	3	5	6	2	9	4
3	2	9	8	4	1	7	5	6
4	5	2	7	8	3	6	1	9
1	3	8	6	9	2	5	4	7
7	9	6	5	1	4	3	2	8
6	8	1	9	3	5	4	7	2
2	4	3	1	6	7	9	8	5
9	7	5	4	2	8	1	6	3

FLECHES N°8028

P	O	S	S	I	B	L	E
C	R	U	J	O	L	I	E
H	E	S	T	R	I	E	N
V	E	U	T	S	I	S	E
A	P	N	S	I	S	E	S
L	O	U	E	R	D	U	C
I	L	E	R	D	E	T	A
E	I	D	O	L	L	A	R
R	E	N	O	T	A	B	I
E	S	N	I	B	I	O	
A	C	C	E	S	S	T	

FOUILLIS N° 8028
PARFUMERIE (Part - Fume - Riz)

CODÉS N° 8028

1	I	2	U	3	G	4	E	5	T	6	S
7	R	8	N	9	A	10	M	11	O	12	D
13	L	14	H	15	P	16	V	17		18	
19	20	21	22	23	24						
25	26										

SUDOKU N° 1029

	3			2		5	
9	8		1		3	4	2
7	2						1
1	4	6			9	3	2
8					1		4
		3					1
5				1		3	
3			8				
	9	2				8	

HOROSCOPE



Bélier 21-03 au 20-04

Aujourd'hui, vous avez l'âme d'un artiste ou d'un poète, aussi prenez le temps d'écouter vos musiques préférées, de coucher sur le papier ou sur la toile votre riche imaginaire...



Taureau 21-04 au 21-05

Comment être au four et au moulin en même temps ? Vos activités seront d'autant plus efficaces si vous consacrez le temps qu'il faut pour vous ressourcer, chez vous ou en famille.



Gémeaux 22-05 au 21-06

Votre vie intérieure devient préoccupante, mais vous devriez en parler avec votre entourage avant que cela ne tourne à l'obsession ou...



Cancer 22-06 au 22-07

Vos amis vous sollicitent pour des sorties en bande ou des soirées. Prenez un peu de plaisir, vous en avez bien besoin en ce moment, non ?



Lion 23-07 au 23-08

Que cette Lune contrariante ne vous empêche pas de passer à une vitesse supérieure sur le plan social. Vous pouvez parvenir aux buts que vous vous étiez fixés le mois dernier.



Vierge 24-08 au 23-09

Si la conjonction vous le permet, prenez quelques heures (ou mieux : quelques jours) pour vous retirer dans un endroit calme afin de méditer et d'élever votre esprit. Zen...



Balance 24-09 au 23-10

L'un de vos amis vous cause sans doute quelques soucis et vous ne savez pas comment lui venir en aide. Si vos moyens vous le permettent, donnez-lui un coup de pouce.



Scorpion 24-10 au 22-11

Depuis quelques jours, votre partenaire ou vos collaborateurs sollicitent votre avis. Profitez-en pour leur demander à reconsidérer la place que vous occupez dans leur vie.



Sagittaire 23-11 au 21-12

Le temps est sans doute venu de programmer un élargissement de vos centres d'intérêt dans votre sphère professionnelle. Vous avez tout à y gagner...



Capricorne 22-12 au 20-01

Avec le sourire au cœur et l'imagination en bandoulière, votre couple va sûrement passer une journée agréable! Célibataire, on ne vous tient plus...



Verseau 21-01 au 18-02

C'est le moment de penser à votre maison ou à votre propre famille. D'autant que votre partenaire est d'accord pour supporter les remarques de sa belle-mère! Et comme c'est rare...



Poissons 19-02 au 20-03

Aujourd'hui, vous êtes à la fois au four et au moulin! N'en faites pas trop, votre santé risque d'en pâtir. En revanche, vous pouvez réorganiser votre emploi du temps.

Moscou prend des mesures en réponse aux actes «menaçants» de l'Otan



La Russie a annoncé mardi mener des "exercices militaires" près des frontières ukrainiennes, en réaction à des activités "menaçantes" de l'Otan, alors que Kiev accuse Moscou de masser des troupes dans son voisinage. "En trois semaines, deux armées et trois unités de troupes aéroportées ont été transférées avec succès aux frontières ouest de la Russie pour des exercices", a indiqué le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, lors d'une conférence de presse.

La diplomatie russe a jugé mardi que l'Otan et les Etats-Unis transforment l'Ukraine en "poudrière" en soutenant ce pays, en proie à un conflit avec des séparatistes pro-russes, et qui accuse Moscou de masser des troupes à ses frontières.

"Le volume de l'aide (militaire) augmente. Les Etats-Unis et d'autres pays de l'Otan transforment consciemment l'Ukraine en poudrière", a accusé le vice-ministre des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov, cité par les agences de presse russes.

"Nous allons tout faire pour garantir notre sécurité et la sécurité de nos citoyens où qu'ils soient. Mais la responsabilité pour cette aggravation hypothétique de la situation repose sur Kiev et ses parrains occidentaux", a-t-il ajouté.

Maroc : colère après le suicide d'un homme victime de violence policière



Des centaines d'habitants de la ville Boufakran, à la périphérie de Meknès au Maroc ont manifesté lundi après le suicide d'un homme victime de violence policière, rapportent des médias.

Selon des vidéos transmises en direct, plusieurs personnes sont sorties dans la rue scandant des slogans contre la "Hogra".

Le jeune quarantenaire qui a mis fin à sa vie, vendredi dernier, a expliqué dans une lettre laissée, que la raison de son acte vient en réponse à "la violence et les insultes" dont il a fait l'objet par deux agents des forces de l'ordre. Il a ajouté qu'il tient pour responsable les autorités locales et les "personnes qui l'ont insulté et battu".

L'association marocaine de défense des droits de l'Homme a affirmé que le jeune homme avait demandé aux autorités locales de fournir une ambulance pour transporter sa sœur malade à l'hôpital. Une demande qui a non seulement été rejetée, mais il a aussi fait l'objet de "toutes formes d'insultes et de coups".

L'association des droits de l'Homme a appelé à une "enquête sur les circonstances et les causes" de l'incident et à "juger tous les responsables qui ont contribué directement ou indirectement à cet événement tragique".

L'association a tiré la "sonnette d'alarme en raison de la situation sanitaire dans la région, de la médiocrité des services, de l'absence d'un médecin en chef, ainsi que de l'absence d'ambulances".

formes d'insultes et de coups".

L'association des droits de l'Homme a appelé à une "enquête sur les circonstances et les causes" de l'incident et à "juger tous les responsables qui ont contribué directement ou indirectement à cet événement tragique".

L'association a tiré la "sonnette d'alarme en raison de la situation sanitaire dans la région, de la médiocrité des services, de l'absence d'un médecin en chef, ainsi que de l'absence d'ambulances".

Hausse attendue de 30% des cours du brut en 2021



Le Fonds monétaire international (FMI) s'attend à une hausse des cours pétroliers de l'ordre de 30% en 2021 par rapport à ceux de l'année 2020, due en partie à la baisse de l'offre des pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés, dont la Russie (Opep+) et à la reprise de la demande mondiale.

"Une hausse des prix des produits de base n'est pas à exclure sous l'effet de la reprise attendue de l'activité mondiale. Les cours de pétrole devraient augmenter de 30 % en 2021 par rapport à ceux de l'année 2020, en partie du fait de la baisse de l'offre de l'Opep+", a souligné l'institution dans son rapport sur les perspectives économiques mondiales.

La hausse des produits énergétiques a été consécutive à l'amorce des vaccins efficaces contre la Covid-19 en novembre dernier, a ajouté également le FMI tout en prévoyant la poursuite du rééquilibrage du marché pétrolier durant l'année en cours.

Selon le FMI, les cours du pétrole ont augmenté de 39% entre août 2020 et février 2021, impactés par l'annonce de "bonnes nouvelles au sujet des vaccins et de la reprise économique rapide observée en Asie".

Faisant des prévisions sur les prix, le FMI n'écarter pas un prix moyen de 58,5 dollars le baril en 2021 (en hausse de 42% par rapport à la moyenne de 2020).

Allemagne : des néonazis projetaient des attentats contre des mosquées

Douze membres d'un groupuscule néo-nazi comparaissent depuis mardi devant la justice allemande, accusés d'avoir ourdi des attentats contre des mosquées et des responsables politiques dans un contexte de menace accrue de l'extrême droite en Allemagne. Les accusés, âgés de 33 à 62 ans et qui avaient formé à partir de septembre 2019 le groupuscule "Gruppe S.", répondent devant la Haute Cour régionale de Stuttgart de la création d'une organisation terroriste et du soutien qu'ils lui ont apporté.

L'objectif de ce mouvement était de provoquer "un état proche de la guerre civile" en menant des actions visant à provoquer "un renversement de l'ordre politique", selon l'accusation, qui assure que les accusés ont "des opinions ouvertement nationalistes (nazies, ndr)".

Concrètement, les membres du groupe comptaient attaquer des mosquées afin de "blesser et tuer" des fidèles musulmans lors de la prière du vendredi, selon le Parquet de Karlsruhe, compétent en matière d'affaires de terrorisme.

Le "Gruppe S.", qui communiquait essentiellement par des chats sur internet, prévoyait également de s'en prendre à deux responsables des Verts allemands, dont leur co-dirigeant Robert Habeck.

Mali : un des principaux chefs de l'ex-rébellion assassiné



Un des principaux chef des ex-rebelles du nord du Mali, Sidi Brahim Ould Sidati, président en exercice de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), a été assassiné par balles mardi matin à Bamako, ont indiqué le porte-parole de la CMA, un proche et un médecin.

"Nous venons de perdre notre président Sidi Brahim Ould Sidati (pour Sidati) assassiné ce matin à Bamako", a dit sur les réseaux sociaux Almou Ag Mohamed, porte-parole de la

CMA, alliance composée essentiellement d'anciens groupes armés indépendantistes touareg et nationalistes arabes qui ont combattu les forces maliennes dans le Nord à partir de 2012 avant de signer un accord de paix en 2015.

Sidi Brahim Ould Sidati avait signé au nom de la CMA cet accord avec le gouvernement malien et une coalition de groupes armés alliée à ce gouvernement, la Plateforme, pour restaurer la paix. L'application de

cet accord est considérée comme capitale pour sortir le Mali de la crise dans laquelle il s'enfonce, mais se fait toujours attendre. On ignore les causes de son assassinat.

"Mon oncle a été victime ce matin d'un assassinat à son domicile. On a tiré sur lui. On l'a amené dans une clinique, mais il n'a pas survécu", a dit à l'AFP l'un de ses neveux.

Un médecin de la clinique a confirmé sa mort sous le couvert de l'anonymat.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

PRIMAUTE DU SUCRE ET DE L'HUILE CONTRARIÉE

La problématique du soutien des prix des produits de première nécessité est un serpent à plusieurs têtes. D'abord quand tout devient nécessaire, il est difficile de s'entendre sur ce qui est nécessaire. Vivre n'est pas un morcellement de besoins car aujourd'hui exister soumet l'individu à se plier à des nécessités de plus en plus larges et nombreuses, et tout ce qu'il peut faire ne serait que l'adaptation de chacun à ses propres priorités. Il reste certain que quand le téléphone mobile avec ses frais de recharge devient aussi vital que l'eau, la primauté de l'huile et du sucre devient contrariée. Les pressions de l'existence moderne d'aujourd'hui requalifient les priorités et vont jusqu'à rendre indispensables les cours de rattrapage particuliers payants pour les enfants.

Même si une politique de soutien des

prix reformulée telle que l'on le laisse entendre est perçue comme une mesure d'accompagnement en faveur des moins nantis, elle ne saurait apporter le plein réconfort à des familles dans le besoin. Il va de soi que le procédé actuel mis en pratique depuis des années, pour soutenir les prix à l'heure actuelle avec 17 milliards de dollars puisés du Trésor public, a fini par avoir une tournure injuste puisque riches et moins riches en profitent à parts égales.

Le procédé avait été décidé d'antan quand tous les Algériens dans leur majorité étaient supposés partager la misère et le dépouillement des première

res années d'indépendance et quand l'esprit d'alors était d'offrir et de donner plutôt que de prendre. Depuis le pays a drôlement changé. Les cultures individuelles et les sens donnés à la solidarité nationale aussi. Proposer une caisse de solidarité nationale pour que chaque Algérien y mette un peu d'argent ou bijoux dans un élan de patriotisme, provoquerait aujourd'hui une hilarité nationale généralisée.

Dans la logique de remettre les pendules à l'heure pour aller vers une équité justifiée, redéployer l'aide en direction de la seule population dans le besoin n'est pas un jeu d'enfant. Aucun logiciel particulier ne pourra réaménager une aide financière directe car la société algérienne de par son hétérogénéité n'offre pas un parterre clair pour ce qui est supposé être une véritable révolution.